

Télé Millevaches

*La télévision qui se mêle
de ceux qui la regardent*

Samuel Deléron, Michel Lulek,

Guy Pineau

Télé Millevaches

*La télévision qui se mêle
de ceux qui la regardent*

La collection « **Pratiques utopiques** » rassemble des livres qui ont l'ambition de montrer qu'il y a toujours place, ici et maintenant, comme hier et ailleurs, pour des réalisations qui se donnent d'autres priorités que le profit, la course à la consommation ou le tout à l'économie et qui inscrivent leur sens dans le concret de pratiques libres et solidaires.

Face au partage du travail, à la désertification des campagnes, à la déshumanisation dans les cités ou à l'exclusion, des entreprises, des groupes, des associations ou des individus apportent des réponses originales et adaptées à ces questions de société qui paraissent parfois insolubles.

Concrètement il s'agit de bâtir cet « autre monde possible » qui ne peut objectivement se décliner qu'au pluriel.

Exemples de démocratie économique, elles bousculent également quelques sacro-saints principes de notre société marchande, démontrant au quotidien que l'association est plus enrichissante que la compétition, que la coopération vaut mieux que la concurrence ou que l'autogestion permet de reprendre le pouvoir sur sa vie.

« **Pratiques utopiques** » espère, par ce biais, encourager ceux qui sont insatisfaits du monde dans lequel ils vivent, à faire le pas vers d'autres possibles. L'utopie est à portée de main.

Dans la même collection

Moutons rebelles, Ardelaine la fibre du développement local

Scions... travaillait autrement, Ambiance Bois l'aventure d'un collectif autogéré

La Danse des ceps, chronique de vignes en partage

©Les Éditions REPAS, 2006

4, allée Séverine – 26000 Valence

<http://reseaurepas.free.fr/editions.htm>

Graphisme et illustration de couverture : Manuel Garcia

Maquette intérieure : Stéphane Prévot

Correction et mise en page : La Péniche

éditions Repas

Sommaire

Page I	<i>Avant-propos</i>
Page III	<i>Poème-préface de Raoul Sangla</i>
Page 1	I - L'histoire de Télé Millevaches <i>Samuel Déléron, Michel Lulek</i>
Page 1	Un plateau / Mille plateaux
Page 7	Profils
Page 11	Un curé agitateur
Page 16	Une soirée chez monsieur le maire
Page 21	Numéro zéro
Page 25	La télé brouette
Page 30	« Dans quelques numéros, ils n'auront plus rien à dire »
Page 33	« Mais c'est vrai qu'on est intelligent »
Page 38	Nouveaux profils
Page 40	Pérenniser l'expérience
Page 45	Télé Millevaches s'installe dans la durée
Page 48	Une télé téléchargée ?
Page 54	À défaut, la télé postale
Page 57	La fortune du <i>Magazine du Plateau</i>
Page 61	Sociologisons un peu
Page 64	Une télé de pays
Page 72	La télé, lieu de rencontre

Page 79	La télé, lieu de débat ?
Page 82	Le nerf de la télévision
Page 96	Le rapport aux politiques
Page 101	Profils retrouvés / Vingt ans après
Page 109	II - Une lilliputienne dans le PAF <i>Guy Pineau</i>
Page 110	Donc, nous disons 1986...
Page 112	Retour sur une rupture
Page 114	Du côté de la télévision régionale et locale
Page 115	Pendant ce temps, du côté des télévisions associatives...
Page 117	Des racines multiples
Page 124	Le besoin de reconnaissance
Page 125	Le refus du « discours centre » et de l'exclusion de la « fabrique audiovisuelle »
Page 126	1982-1985 : les télévisions commerciales locales premières et seules servies ; mise à l'écart des télévisions associatives
Page 128	La question du statut juridique de la télévision locale
Page 130	À la recherche d'un modèle économique
Page 131	Les premières télévisions libres
Page 135	Service public et télévision de proximité
Page 138	1986-2006 : une longue marche inachevée
Page 141	Dernières nouvelles...
Page 142	... Et nouveau jalon : une Coordination des médias du tiers secteur
Page 145	Contacts

Avant-propos

J'avais la télé
mais ça m'ennuyait
je l'ai retournée
de l'autre côté c'est passionnant.

Boris Vian « *J'suis snob* »

Ce livre, écrit à l'occasion du vingtième anniversaire de Télé Millevaches, raconte l'histoire de cette télévision locale qui, parmi les premières en France, et aujourd'hui l'une des deux plus anciennes encore en activité, témoigne de l'appropriation par des habitants de l'outil télévisuel pour communiquer, échanger, montrer ce qui se fait sur leur territoire et porter une parole que les télévisions ignorent en général. Télévision de proximité, de pays, associative, de quelque façon qu'on l'appelle, Télé Millevaches se raconte ici à plusieurs voix.

Le récit de cette aventure, qui constitue la première partie de l'ouvrage, a été écrit par un des membres de l'équipe fondatrice, Michel Lulek. Il est complété par des entretiens avec des acteurs de cette histoire et quelques témoignages qu'a rassemblés Samuel Deléron, permanent de Télé Millevaches depuis 2000.

Dans la seconde partie du livre, Guy Pineau, ancien responsable de recherche à l'INA (Institut national de l'audiovisuel), chargé d'enseignement à Paris III et bon connaisseur des télévisions locales en France, resitue l'histoire de Télé Millevaches dans celle, plus large, des télévisions de proximité et des évolutions télévisuelles depuis vingt ans.

Ce livre a été nourri des commentaires, des informations et des suggestions d'autres acteurs ou témoins de cette histoire :

Poème - préface
Raoul Sangla

Marc Bourgeois, Alain Carof, Jean Chassaing, François Chatoux, Pierre Coutaud, Olivier Davigo, Patricia Delandre, Hervé et Patrice Deligny, Philippe Eychène, Anne Germain, Françoise Habert, Jean-Baptiste Koudrine, Jacques Malnou, Henri du Puytison, Marina Trahay, Catherine Varoqui.

Merci enfin à ceux qui ont apporté par écrit leur témoignage : Michaël Chaillou, David Daroussin, Nicolas Derieux, Christelle Le Dortz, Josie Lemaire, Geneviève Saux.

Enfin, parce que la télévision est avant tout une question d'images, un DVD complète l'ouvrage en proposant un regard rétrospectif, composé d'une sélection de divers extraits des programmes de la télévision du plateau de Millevaches que le lecteur intéressé pourra également retrouver sur le site Internet de Télé Millevaches.



Aux jeunes gens du Plateau En manière de chanteau

Que l'Atelier Millevaches
Vidéo et débats sache
Qu'une image peut toujours
Sous de séduisants atours
N'avoir plus de sens dessous
Que ne vaut « trois francs six sous »
Mais elle peut en revanche
Parfois cacher dans sa manche
Quelques sanglades nouvelles
Qui provoquent demoiselles
Bonnes dames et citoyens
À prendre les bons moyens
Pour comprendre ce vieux monde
(Courage l'ouvrage abonde)
Mêlez-vous de ceux qui vous
Regardent fût-ce dessous
Explorez vos différences
Sans craindre les conséquences
L'imagination vous garde

Télé Millevaches, la télévision qui se mêle de ceux qui la regardent



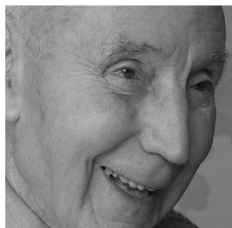
Des chemins battus que barde
L'habitude, et ses guenilles,
Assaillez toutes bastilles
Froissez même la demande
Si conscience le commande.



Grandfraternellement vôtre,
Raoul Sangla, vieil « apôtre »
Septembre 2000



Ce poème a été offert à Télé Millevaches par
Raoul Sangla, pionnier de la télévision
publique, à l'occasion d'une formation qu'il a
organisée pour l'équipe à Faux-la-Montagne
en 2000. C'est à lui que nous devons le titre de
ce livre.





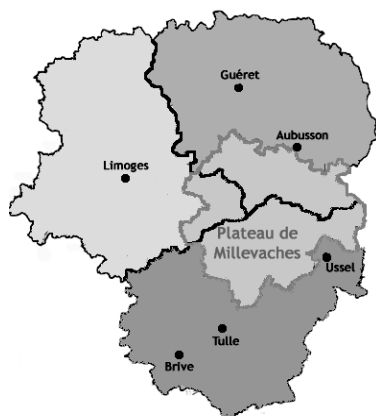
I

L'histoire de Télé Millevaches

Un plateau / Mille plateaux

Le plateau de Millevaches. Il faut le reconnaître, le nom sonne magnifiquement. Il frappe les esprits, se retient facilement, marie allègrement nostalgie campagnarde et rêve de grands espaces naturels, le tout mâtiné d'une légère pointe d'humour. Le plateau de Millevaches. Quelle agence de com' aurait pu trouver mieux à l'heure où les territoires ruraux, rurbains ou périurbains se cherchent des identités pour nommer leurs réincarnations intercommunales sous forme de « pays », de districts ou de communautés de communes ? Quel publicitaire aurait osé un si beau toponyme qui joue à cache-cache avec les mots ? Si la géographie ne l'avait imposé, on se serait offusqué : « ça fait plouc », « trop rural », « ça sent le crottin »... Mais personne n'est dupe – et on rit sous cape lorsqu'on entend le journaliste parisien parler doctement du plateau des mille vaches – car tout le monde sait ici que le nom n'a rien à voir avec les rutilants bovins qui colorent le Plateau de leurs jolies robes rousses. L'étymologie balance entre une belle formule : plateau des mille sources, qui dit toutes les rivières qui y naissent en reprenant le vieux mot celtique de « batz » déformé en « vache » ; ou un constat austère : plateau de la montagne vide, triste conjonction d'un phonème gaulois et d'un adjectif latin qui disent le relief (« melo » : montagne, d'où vient le « mille ») et la faible population (« vacua » : vacuité, vide, d'où vient le « vache »).

Mais foin des étymologies : l'une comme l'autre disent assez ce qu'est le pays pour être toutes deux crédibles. Et si les experts penchent pour la seconde, les habitants du lieu affichent leur préférence pour la première que les plus optimistes font rimer avec mille ressources.



— Limites du Plateau de Millevaches

Pour ceux qui n'ont pas le bonheur d'y vivre, le Plateau est rarement un inconnu. Lâchez le mot dans un cercle extra-régional et vous constaterez toutes les références qui, aussitôt, s'égrènent. Pour les plus anciens, réminiscence de la communale, le Plateau émerge des vieilles leçons de géographie physique comme le bloc occidental du Massif Central. Une montagne qui, péniblement, cale si près des 1000 mètres, puisqu'à son sommet, le Mont Bessou, il en manque encore quinze pour boucler le kilomètre ! Les plus férus récitent la litanie des rivières qui partent de ce château d'eau : Vézère, Corrèze, Diège et Luzège qui filent dans le bassin de la Garonne, Creuse, Vienne, Maulde et Thaurion qui vont, se rejoignant, irriguer la Loire.

Pour les hommes en âge d'en avoir, le plateau de Millevaches rappelle des souvenirs de régiment dus à quelque cantonnement dans le camp militaire de La Courtine.

Les accros du vélo, eux, le situent grâce aux épreuves contre la montre que le Tour de France organisa à quatre reprises autour du lac de Vassivière – et ils savent tous que Raymond Poulidor, qui n'habite pas loin, entraîna ses mollets sur ses routes.

L'Histoire (avec un grand H) retient que c'est là que le premier maquisard de France, Georges Guingouin, organisa une résistance exemplaire, victorieuse des Allemands à la bataille du Mont Gargan en 1944 et libératrice de Limoges sans effusion de sang quelques semaines plus tard. La figure (disparue en 2005) a été glorifiée par la peinture magistrale ou la verve poétique de ses amis Paul Rebeyrolle et Armand Gatti – et avec lui l'esprit de résistance et de révolte qui sont marques du lieu :

Immense plaque granitique
le Plateau aux Mille Sources
(parfois travesties en vaches)
invente un paradis perdu
et reconquis ¹.

Dans la même veine, historique et rebelle, les connaisseurs savent que c'est dans un obscur bourg du Plateau, Gentioux, en Creuse, que s'élève le fameux et rare monument aux morts de la guerre de 14-18 qui proclame crânement que « Maudite soit la guerre ! » Les amoureux de littérature ont aussi leurs repères et relient au nom de cette haute terre les proses puissantes et stylées de quelques écrivains qui, à défaut de caracoler bêtement sur les courbes des meilleures ventes, marquent de leur empreinte si particulière la littérature contemporaine : Pierre Bergounioux

1. Armand Gatti, *Les Cinq Noms de résistance de Georges Guingouin*, Éditions Le Bruit des autres, Limoges, 2006.

(« Millevaches est le théâtre à demi réel, à demi halluciné, où s'atarde le grand passé². ») ou Richard Millet (« Nous sommes des hommes d'un haut plateau, c'est-à-dire d'un territoire pas tout à fait comme les autres, l'esprit de ces hauteurs étant aussi celui de l'Anatolie, du Tibet, de la haute Syrie, de l'Écosse, de l'Auvergne, celui de gens singuliers³. »). En la matière comme en d'autres (porcelaine fine et émaux limougeaux ou, aux portes du Plateau, tapisseries d'Aubusson et de Felletin), le Limousin ne s'est jamais refusé le haut de gamme.

Ceux que la politique passionne se souviennent que le député corrézien du Plateau fut longtemps un certain Jacques Chirac au point que ses détracteurs nommèrent le plateau « Chiraquie ». Ce n'était pas la première fois que la « Montagne limousine » était rebaptisée. Pendant la Seconde guerre mondiale, les Allemands l'avait surnommée « la petite Russie » à cause de la puissance des maquis du colonel Guingouin. Et c'est sur le plateau que persistèrent quelques-uns des plus solides bastions rouges du communisme rural, curieux avatars géopolitiques qui mobilisèrent l'attention de sociologues, d'ethnologues et d'historiens jusque dans de lointaines universités américaines.

Les amateurs d'art ne manquent pas de passer régulièrement sur ses terres et connaissent forcément ses deux centres nationaux d'art contemporain (dont l'un, au milieu d'une île, est signé par l'un des plus prestigieux architectes italiens, Aldo Rossi), ses résidences d'artistes et ses lieux d'exposition.

Les botanistes savent l'endroit pour être l'un des rares à voir prospérer dans les tourbières une curieuse petite plante carnivore : la drosera.

2. Pierre Bergounioux, *Un peu de bleu dans le paysage*, Éditions Verdier, Lagrasse, 2002, p. 73.

3. Richard Millet, Préface à *Un printemps sur Millevaches* de Georges Chatain et Patrick Fabre. Éditions Culture et Patrimoine en Limousin, Limoges, 2004.

Les pêcheurs vous diront l'endroit réputé pour ses ruisseaux et ses gobages ; ce n'est rien de moins que le paradis de la pêche à la mouche.

Les zoologues, pour leur part, indiqueront que le plateau de Millevaches est le royaume de la loutre – ce qui a conduit l'animal à orner le blason du parc naturel régional qui s'y constitua en 2004.

Tous les forestiers le connaissent comme la région de France qu'on a le plus reboisée au xx^e siècle. Et localement, personne n'ignore à qui l'on doit cette radicale transformation du paysage : un forestier, archéologue et député du Front populaire du nom de Marius Vazeilles. Un sacré personnage qui ne manque ni de trempe ni de caractère, comme le Plateau en a vu naître ou passer plus d'un. Martin Nadaud par exemple, né sur ses pentes creusoises, maçon de son état, avant de devenir l'éminent républicain, auteur de la célèbre formule : « Quand le bâtiment va, tout va. » Opposant et exilé sous Napoléon III, il incarna l'émancipation républicaine et demeure une figure identitaire majeure pour les Creusois.

Ou Marcelle Delpastre, paysanne corrézienne à qui l'on doit une œuvre poétique et contée considérable, écrivant en français et en langue d'oc (la langue du pays) qu'un connaisseur goûte comme l'un des « sommets de la lyrique occitane ». Et combien d'autres, moins connus, plus discrets, habitants de cette terre attachante, à la si forte personnalité, qu'est le plateau de Millevaches ?

Le voyageur qui le traverse, ayant délaissé les grands axes autoroutiers ou nationaux, ne peut deviner avec ses seuls yeux toute sa richesse. Ce qu'il voit, au contraire, risque de l'enfermer dans la vision réductrice d'un rural déserté et quelque peu hostile. Au mieux, s'il a voyagé, il dira reconnaître là des morceaux de Canada, ou, si le temps est au gris et à la pluie, d'Irlande ou d'Écosse.

Les villages présentent les façades austères de leurs maisons de granit gris. Il faut y demeurer plus longtemps pour percevoir aux différentes heures de la journée les nuances allant du rose au jaune que la pierre locale peut proposer, et en avoir une fine connaissance pour reconnaître si ces blocs taillés avec patience et régularité ont

été extraits à Pérols-sur-Vézère ou dans les carrières du Compeix ou de Soubrebost. Beaucoup de ces maisons ont les volets clos. En hiver à peine une cheminée sur deux signale lesquelles sont habitées. Ces bâtisses souvent imposantes ont alors des allures de pierres tombales, faites de la même pierre, par les mêmes mains et pour les mêmes hommes.

Tout autour de ces bourgs blottis sur le replat d'un relief ou agglomérés le long de la route qui les traverse, c'est le règne de la forêt. On trouve bien en fond de vallées des prairies irriguées par de minuscules rigoles. Le paysage est régulièrement troué de grandes étendues d'eau (les lacs créés par EDF dans les années cinquante) et, depuis la tempête de 1999, d'échappées panoramiques qui portent les regards au loin. Néanmoins les bataillons serrés de conifères dominant le paysage sur les croupes des sommets, le long des pentes et au bord des routes. Le blanc des bouleaux et le gris des hêtres viennent marginalement interrompre les perpétuelles variations vertes que composent les pins sylvestres, les épicéas et les douglas qui font l'essentiel de la couverture forestière du Plateau. Notre voyageur aura confirmation de l'importance de cette ressource (la moitié du territoire lui est ici consacrée) en devant souvent ralentir ou se ranger pour croiser sur des routes étroites et sinueuses des grumiers surchargés qui transportent les billons calibrés issus de l'exploitation forestière. Ce qu'il ne devine guère, c'est que cette histoire est nouvelle dans ce pays qui, au début du xx^e siècle ne comptait qu'à peine 5 % de surface boisée. Les vieux qui sont nés et qui ont grandi sur le Plateau découvrent désormais lorsqu'ils sortent chaque matin sur leur seuil un paysage totalement transformé, métamorphosé. Ils étaient nés dans un pays de landes et de tourbières aux horizons étendus et dénudés où seuls quelques étangs, les fontaines et les sources (pléthoriques) marquaient la présence de l'eau. Ils vont mourir dans un pays de forêts et de lacs aux horizons barrés de frondaisons où les pistes forestières qui traversent les plantations ont remplacé les antiques parcours empruntés du temps de leur jeunesse par les troupeaux de moutons que leurs grands-mères, ou qu'eux-mêmes marmots, conduisaient des journées entières.

Ils étaient nés aussi dans un pays bien plus peuplé, bien plus animé. C'est qu'à l'époque ils étaient trois à quatre fois plus nombreux. Sur les cartes postales anciennes on voit tout ce monde qui pose devant des maisons aujourd'hui vacantes, devant des débits de boisson aujourd'hui fermés ou devant des échoppes (chapelier, maréchal-ferrant, mercerie...) aujourd'hui incongrues. C'est qu'entre-temps l'évolution du monde a drainé vers les villes la plus grande partie des habitants du cru – ceux du moins qui n'ont pas été sacrifiés dans la boue des tranchées du côté de Verdun ou de Sainte-Menéould... Quelque part dans le courant du xx^e siècle une civilisation millénaire a disparu sur ces hauteurs. Une autre, embryonnaire et incertaine, perce. A déjà percé.

Le Plateau est un et multiple. Contradictoire même. Il y a un plateau de Millevaches et il y en a mille. Mille plateaux. Et pour celui qui n'en a jamais entendu parler, le nom a les évidences trompeuses de ces expressions qui vont tellement de soi qu'on est sûr de les avoir déjà entendues et, du coup, de les connaître un peu. Même dans le monde de l'audiovisuel on a sur ce territoire un repère dont on se souvient et qui, à son échelle, est devenu une petite référence dans son secteur. C'est là vous dira-t-on qu'est née il y a une vingtaine d'années l'une des toutes premières télévisions de proximité françaises. Et comme il se devait, son nom n'est autre que : Télé Millevaches.

Profils

Nous sommes au début de l'année 1986. La belle saison est déjà loin qui, malgré les froids vifs, s'est éternisée jusqu'aux premières semaines de l'automne. L'hiver est maintenant bien installé, même s'il est moins rigoureux que celui, mémorable, de l'année précédente. Rendez-vous compte, des pointes à – 30 °, on ne reverra pas ça de sitôt !

Patrice a 32 ans. Il habite La Villedieu, l'une des plus petites communes du Plateau (50 habitants), depuis 1977. Il a grandi à Lille. Après des études agricoles à la Bergerie nationale de Rambouillet et son diplôme de berger en poche, il cherche du travail. Par l'intermédiaire d'un oncle installé en Creuse, il trouve son premier emploi dans le nord du département comme vacher dans une très grosse exploitation où il passera un an. Par des amis communs, il fait connaissance avec les premiers néo-ruraux qui se sont installés sur le Plateau après 1968 et en particulier avec un couple de Faux-la-Montagne. Il trouve facilement une maison dans le coin (« À l'époque, dit-il, il y avait de la place ! ») et crée sa petite entreprise de tonte qui le conduit de mars à octobre avec ses ciseaux et ses forces dans tous les troupeaux de moutons du Plateau, de la région et même au-delà – il va tondre jusqu'en Suisse. Dans sa maison de La Villedieu transformée en lieu de vie, il reçoit avec sa compagne des adolescents placés par la DDASS. Cette année-là, naît son premier enfant.

Jean a 32 ans lui aussi. Il est né à Peyrelevade, la commune corrézienne la plus septentrionale du Plateau, à la limite de la Creuse. Toute sa famille est de là. Il y a grandi puis, comme tous les enfants de la commune, il est devenu pensionnaire pour le collège puis le lycée, à Meymac puis Egletons. Il quitte la Corrèze après le bac pour faire un BTS mécanique en région parisienne et travaillera ensuite dans ce métier pendant dix ans, d'abord chez Peugeot près d'Orléans, puis chez Renault à Limoges. C'est l'époque où il rencontre Patricia, sa future femme qui s'occupe alors de gérer les équipements touristiques de Peyrelevade. Celle-ci ira ensuite travailler à Meymac au syndicat d'initiative et c'est Jean qui reprend alors, en 1985, la gestion touristique communale (un centre de vacances, des gîtes, un village vacances...). Après douze ans d'absence, le revoilà de retour au pays.

Françoise et Christian ont 35 et 39 ans. Trente ans avant que ce ne soit devenu à la mode, ce sont des citadins qui se sont installés à la

campagne... Lui est Parisien et a grandi dans le Belleville d'autrefois, elle est née dans l'Allier et est « montée » à Paris poursuivre ses études, puis ils travaillent dans la capitale, elle dans une banque, lui dans un cabinet d'architecte. Ils ont des amis qui se sont installés sur le Plateau, à Féniers, et chez lesquels ils viennent de temps en temps en vacances. En 1976 Christian se retrouve au chômage et leurs amis creusois lui disent que le centre d'enfants handicapés de Peyrelevade recherche du personnel. La région les a séduits, l'occasion de cet emploi fait le reste : ils quittent Paris et s'installent à Peyrelevade. Dix ans plus tard, Christian est éducateur au centre d'enfants et Françoise, après la naissance de leur fils et de leurs deux filles, a l'idée de créer son activité en tant qu'écrivain public, proposant à qui veut, ses services de secrétariat et de rédaction.

Sergine a 31 ans. Elle habite elle aussi Peyrelevade. Elle est née en Lorraine et a atterri en Limousin à l'âge de 12 ans par le hasard d'une mutation professionnelle de son père, enseignant nommé à l'école des travaux publics d'Egletons, au sud du Plateau. À 17 ans elle s'installe à Peyrelevade et y reprendra en 1979 avec son mari un cabinet d'assurances. Elle y fait la connaissance du maire de la commune qu'elle soutient dans ses campagnes électorales et s'investit par ailleurs dans la vie associative locale.

Catherine a 23 ans, Anne 24, Michel, Olivier et Philippe 25, Marc 26. Ces six jeunes gens viennent de s'installer à Faux-la-Montagne et habitent ensemble dans l'ancien presbytère du village. Anne est infirmière, quant aux autres ils suivent des formations à droite ou à gauche autour du bois. Ils ont, paraît-il, le projet de créer une scierie sur le Plateau. C'est pour cela du reste qu'ils s'y sont installés, venant de région parisienne où la plupart d'entre eux étaient jusqu'alors étudiants.

Bernard Coutaud a 36 ans. Issu d'une vieille famille peyrelevadoise, il en a hérité la fibre politique. Son grand-père paternel, Ernest, a été maire socialiste de Peyrelevade après la seconde guerre mondiale et

l'est resté jusqu'à sa mort où sa secrétaire de mairie – qui était aussi la grand-mère maternelle de Bernard – lui a succédé. Bernard est alors étudiant à HEC à Paris, militant au Parti socialiste et il brigue à 21 ans le poste de conseiller général du canton. Il est élu une semaine après son anniversaire – qui correspondait alors à l'âge de la majorité – et devient ainsi en 1971 le plus jeune conseiller général de France. L'année suivante, à 22 ans, il devient maire de Peyrelevalade et sera à plusieurs reprises le candidat (héroïque !) que le PS opposera sur ces terres de Haute-Corrèze au député Chirac. À la fin des années soixante-dix il s'installe en permanence à Peyrelevalade avec sa femme Annie et leur premier fils, Pierre, né en 1978. Il y monte une entreprise de matériel médical et s'active avec un incroyable dynamisme entre sa société et sa commune. Avec deux maires voisins, ceux de Faux-la-Montagne et de Gentioux, il lance aussi une charte intercommunale et lie ainsi, par-delà la frontière départementale (une autre prouesse !), le destin de sa commune à celui de ses deux homologues creusoises.

Henri a 60 ans. Il est originaire d'une famille d'agriculteurs de Feytiat, près de Limoges, mais a choisi à 20 ans le séminaire plutôt que la ferme familiale. Il en sort en 1953, ayant rejoint la Mission de France qui regroupe des prêtres qui font le choix de vivre leur vocation tout en travaillant dans le monde à l'instar des « prêtres ouvriers ». Un choix qui ne va pas de soi dans l'Église de l'époque : le Vatican interdira les prêtres ouvriers en 1954. À ce moment, Henri est ouvrier agricole depuis un an et le restera durant 18 ans en travaillant dans des fermes du Monteil-au-Vicomte, au nord du Plateau, tout en étant le curé du village. De 1972 à 1978 il est nommé dans l'Allier où, l'agriculture étant plus développée, il n'y a pas de travail pour un ouvrier agricole. Il apprend donc l'électricité et se fait embaucher comme ouvrier électricien. C'est ce métier qu'il continuera d'exercer lorsqu'en 1978 il est de retour sur le Plateau à Bugeat, en Corrèze cette fois. Il fait équipe avec d'autres prêtres de la Mission de France tous aussi engagés que lui dans le désir d'être travailleurs et prêtres. Parmi eux se trouve Charles Rousseau qui

réside au presbytère de Peyrelevalade. Par son biais, il apprend que l'électricien de Gentioux va cesser son activité et qu'il n'a pas de repreneur. Henri quitte alors Bugeat, emménage à Gentioux et s'installe comme artisan électricien au début de 1985. Le curé électricien poursuit ainsi sa mission, s'occupant de ses clients le jour et de ses ouailles le reste du temps – mais pour lui la distinction est vaine, il est au service de ses semblables où qu'il soit et quel qu'il soit, témoignant de sa foi par ses multiples formes d'engagement.

Charles Rousseau est lui aussi prêtre de la Mission de France. Il a 63 ans. Tourangeau d'origine, il acquiert une solide formation en philosophie et théologie qui le conduira dans les années soixante à assurer des fonctions importantes à la tête de la Mission de France où il continue de se former, entre autres, en sociologie et en statistique. En 1972, il décide de rejoindre le terrain et va faire équipe à Aubusson, en Creuse, avec deux autres prêtres de la même « maison ». Il est en contact régulier avec les équipes sœurs de Bugeat, Peyrat-le-Château et Limoges, et découvre peu à peu le Limousin, qu'il ne connaissait pas. En 1983, il monte sur le plateau, s'installe à Peyrelevalade et se partage le travail paroissial avec Henri.

Un curé agitateur

Charles Rousseau, comme Henri, ne sont pas des curés comme les autres. Le Plateau a touché là des énergumènes qui, au sein même de leur église, font figure de marginaux et qui ne correspondent pas à l'image passée et vaguement décolorée que bigotes ou Parisiens en vacances attendent du curé de campagne. À peine installé à Peyrelevalade, Charles prend ses distances et refuse par exemple de procéder à la traditionnelle « bénédiction des chiens » de la Saint-Hubert à la Chapelle du Rat. « D'accord pour la messe, mais pas pour jouer du goupillon avec les chiens ! », proclame-t-il catégorique aux originaires du pays, un peu déçus de ne plus y retrouver, lors de leurs retours estivaux, le charme désuet de cette geste folklo-

rique. Leurs plaintes arriveront jusqu'à l'oreille complaisante d'une ethnologue qui communiera dans la réprobation ⁴ : « Les prêtres de la Mission de France veulent confier à la politique le rôle d'entraîneur de la société rurale. [...] Ils répudient tout appareil et bannissent le faste. Ils ont même supprimé les aubes. [...] Ils sont plus tentés de travailler de leurs mains que de secourir les agonisants. [...] Ils se sont efforcés de vider la religion de la dimension du sacré et des esprits. » et elle ne cache pas son aigreur en parlant d'« un clergé qui ne comprend pas ses ouailles » ou de « l'attitude restrictive des "animateurs liturgiques" » qui fait maugréer quelques paroissiens : « Monsieur le Curé, vous êtes moins croyant que nous ! »

C'est que le Plateau a changé et qu'il n'est plus le reliquaire statique d'une ruralité de toujours que le citadin ou l'ethnologue épisodiquement de retour au pays aimeraient retrouver chloroformée entre souvenirs d'enfance et schémas anthropologiques. Le Plateau a changé, et surtout il doit continuer à changer, c'est-à-dire, dans l'esprit volontariste du « curé de Peyrelevade », chercher ses nouvelles vocations dans un monde mouvementé qui le cantonnera dans un rôle ou des fonctions non choisis s'il ne prend pas lui-même en main son devenir. C'est là sa profession de foi dans le territoire, une profession de foi qu'il partage avec de jeunes élus issus ou proches de la mouvance néo-rurale comme Bernard Coutaud, François Chatoux ou Pierre Desrozier.

François Chatoux a 37 ans. Il est maire de Faux-la-Montagne depuis 1977, année de la naissance de son premier fils. Après des études

4. Anne Stamm, *L'Échange et l'Honneur, une société rurale en Haute-Corrèze*, Société d'ethnologie du Limousin et de la Marche, Limoges, 1983. Les citations se trouvent pages 52, 126, 138, 288, 127, 115 et 254. Pour comprendre vraiment le Plateau actuel il faut délaissier cette littérature empreinte de préjugés qu'Anne Stamm, aux dires d'un spécialiste de l'histoire africaine, a également pratiquée sur ses autres terrains de recherche. Mieux vaut se référer aux excellents ouvrages de Marie-France Houdart, *Pays et Paysans limousins* et *Comprendre le pays limousin*, Éditions Maïade (La Nouaille, 19 160 Lamazière-Basse).

d'agronomie, un passage professionnel à la Société de mise en valeur du Massif Central et quelques frasques héroïques dans la mouvance maoïste du début des années soixante-dix, il est venu s'installer dans le village familial où il devient agriculteur en 1978 en créant un élevage ovin. Il développe vite une politique municipale dynamique et innovante qui stoppera radicalement le déclin de sa commune.

Pierre Desrozier a 34 ans en 1983 lorsqu'il est élu maire de Gentioux. Les conseillers municipaux sortants étaient allés le chercher pour lui proposer le poste, en espérant que ce jeune professeur de mathématiques originaire de Dordogne puisse faire montre d'un dynamisme semblable à celui de leur voisin de Faux-la-Montagne. Ils se souvenaient que cet actif militant occitaniste s'était présenté aux législatives de 1978 sous la bannière de *Volem viure al pais*. Un jeune qui veut faire de la politique ? Voilà l'homme qu'il faut à la vieille équipe municipale pour succéder au bon Monsieur Marliac, trop âgé et trop fatigué pour se lancer dans un nouveau mandat.

Les trois jeunes maires se connaissent, s'apprécient. Deux d'entre eux adhèrent à un Parti socialiste qui, à l'époque, pouvait encore faire rêver (le troisième les suivra quelques années plus tard) et décident de s'unir au sein d'une intercommunalité qui leur paraît la seule issue pour le développement de leurs communes respectives. Un sociologue de la même génération précise : « Sur le Plateau, au centre du Limousin, à Faux-la-Montagne, Peyrelevade et Gentioux, François Chatoux, Bernard Coutaud et Pierre Desrozier mettent en œuvre certaines des idées formulées pendant les années soixante-dix. Celles-ci avaient constitué la figure utopique de la recherche d'alternatives à la crise des outils de régulation macro-économique et macro-sociale. À l'épreuve du réel, il s'avère qu'une partie des solutions à cette crise passe par des voies locales ⁵ ».

5. Pierre Maclouf dans Pierre Maclouf et Xavier Lambours, *Figures du Limousin*, Éditions Herscher/Lucien Souny, Limoges, 1986, p. 96.

C'est aussi ce que pense et veut faire Charles Rousseau. Au sein de son église, il explique, répète, démontre, proclame que les chrétiens ne peuvent plus vivre leur foi – ni les curés leur sacerdoce – comme ils l'ont vécu depuis bientôt 2 000 ans. Aux catholiques du Plateau, éparpillés et disséminés, il propose de nouvelles formes d'engagement et, dans la logique des prêtres de la Mission de France, il insiste particulièrement sur l'ouverture au monde, aux gens et au pays dans lequel ils vivent. En aucun cas il ne s'imagine enfermé dans sa sacristie.

En 1974 il crée avec quelques autres membres de la communauté chrétienne l'association les Plateaux Limousins, acquiert une maison et une petite grange au Villard, sur la commune de Royère-de-Vassivière, et entreprend d'y créer un lieu de rencontre et d'échanges. La petite équipe y construit des gîtes, y organise des débats et y lance la première des fêtes des Plateaux qui, huit années durant, deviendront chaque dernier week-end de septembre, le rendez-vous obligé de tout ceux qui se reconnaissent acteurs de la vie du pays.

Charles Rousseau n'a pas oublié ses leçons de sociologie et de statistique. Il les ressort à l'occasion de la fête des Plateaux qui se décline chaque année sur un thème différent : l'agriculture, la forêt, les énergies, la vie associative, etc. Pendant l'hiver le curé explore bibliothèques, revues, archives et administrations pour dresser le panorama argumenté et illustré du thème de l'année. Il transforme le tout en exposition qui sert ensuite de support aux débats organisés dans le cadre festif du rendez-vous de septembre. Entre flonflons et grillades, musique et jeux pour enfants, dans une ambiance hybride de kermesse et d'université d'été, on débat de ce qu'est et de ce que sera le plateau de Millevaches.

C'est Charles Rousseau qui lancera le premier le slogan « Mille sources, mille ressources ». C'est lui qui montrera, chiffres à l'appui, le dynamisme associatif du territoire. C'est lui qui pointera le risque de réduire le Plateau au seul rôle de fournisseur de matières premières lorsqu'il centre la fête de 1983 sur les entreprises de transformation. C'est lui encore qui sent venir l'ère des nouvelles technolo-

gies de l'information lorsqu'il organise sur le thème de la communication la fête de 1986 (l'année même de la création de Télé Millevaches).

Étudiant l'implantation au XIX^e siècle des lignes de chemin de fer en Limousin, il a été frappé des réactions contradictoires des communes et s'est aperçu que la région aurait alors bien pu passer à côté de cette innovation technologique majeure. Il voit pointer un risque similaire avec ces nouveaux outils en « -ique » dont on dit qu'ils seront à la révolution informatique du XX^e siècle finissant, ce que les trains furent à la révolution industrielle. Il veut attirer l'attention de ses concitoyens sur ce nouvel enjeu et, du ton légèrement prophétique qu'il lui prenait parfois d'affecter, il n'hésite pas à appeler à la mobilisation populaire :

« Des fêtes comme ça, apparemment, ce sont des fêtes pour rien. Ce sont des fêtes gratuites en quelque sorte, puisqu'elles ne sont pas payantes et qu'on ne peut pas dire que ce sont des fêtes rentables ! Alors on peut nous dire : c'est de l'argent fichu par les fenêtres ! À quoi bon ? Eh bien nous, ce n'est pas du tout comme ça que nous voyons les choses.

Qu'une information sur les atouts de l'avenir se passe dans un contexte comme celui-ci, où l'on n'est pas chacun chez soi mais où on est ensemble dans une fête qui est quand même une fête d'espérance, nous paraît être un facteur tout à fait important pour un processus de développement.

Ce n'est pas le tout d'avoir des programmes, ce n'est pas le tout d'avoir des gens qui font des projets, il faut qu'il y ait un peuple qui se lève, il faut qu'il y ait une conscience commune qui se fasse – et de ce point de vue, la fête des Plateaux, elle a contribué à cela »⁶.

Charles Rousseau a alors 63 ans. Se sait-il déjà atteint du cancer qui l'emportera deux ans plus tard ? Sent-il s'effriter le dynamisme de

6. Interview de Charles Rousseau après la fête de 1986, *Journal* n° 6, octobre 1986, Télé Millevaches.

son association après douze ans d'actifs défrichements ? Ou pense-t-il toucher aux limites d'une fête dont l'envergure commence à dépasser les forces du noyau actif des Plateaux Limousins ? Il cherche à passer le flambeau à des bras plus solides, et l'initiative perdurera en effet quelques années sous la houlette du Bureau d'accueil de la Montagne limousine (une structure rassemblant des élus qui sera à l'origine de la relance du projet de parc naturel régional dans les années suivantes).

Mais Charles Rousseau pense aussi qu'un rendez-vous annuel reste insuffisant pour qu'un territoire s'interroge sur les enjeux de son avenir. Il voudrait créer un outil plus performant, qui intervienne de façon régulière et plus fréquente dans le débat public, un outil qui soit accessible au plus grand nombre, qui puisse demeurer facteur de vulgarisation, de débat et de prise de parole. Bref, inventer une « fête des Plateaux » qui s'étale sur toute l'année en touchant une population plus large et qui, sous d'autres formes, poursuive l'agitation citoyenne et territoriale qu'il anime depuis huit ans avec ses fêtes.

Une soirée chez Monsieur le maire

Il a entendu parler de ces toutes premières équipes qui, en différents endroits de France, ont commencé à utiliser les nouveaux outils de communication sur leurs territoires. Il a quelque lien avec Paul Houée (un autre curé agitateur) qui dans le pays de Mené, en Bretagne, développe des projets faisant appel à l'informatique ou à la télématique. Il a repéré quelques expériences pionnières du côté de la Franche-Comté (Télé Saugeais) ou des Alpes (avec l'association d'animation du Beaufortain) qui se sont saisies de la vidéo comme support de communication locale. Il y perçoit la conjonction d'une démarche politique, d'une appropriation citoyenne de moyens techniques et d'une approche résolument moderniste des évolutions du monde rural. Il sait que ce dernier n'est plus ce qu'il était il y a seulement vingt ans et qu'il ne sera plus, dans vingt ans,

ce qu'il est encore aujourd'hui. Il veut poursuivre le pari, pris en 1974 avec la création des Plateaux Limousins, que ces évolutions peuvent être maîtrisées, choisies et décidées par les populations qu'elles concernent. C'est dans ce contexte que l'idée de réaliser sur le Plateau un « journal vidéo » lui vient à l'esprit.

Il en parle d'abord à son ami et « collègue » Henri, le curé électricien de Gentioux. Ce dernier, amateur de photographie, disposait depuis longtemps d'une caméra super 8 et vient même de s'équiper d'une caméra vidéo. En 1986, ils ne sont pas très nombreux ceux qui possèdent un tel outillage !

Il en touche deux mots au maire de Peyrelevade, assez ouvert pour ne pas s'étonner de l'idée un peu folle que vient de lui confier son curé. Ils ont déjà appris à se connaître et Bernard Coutaud lui a même demandé de travailler avec lui et ses collègues maires de Gentioux et de Faux lorsqu'ils commençaient à réfléchir à leur charte intercommunale. Charles leur expose à tous les trois son projet de créer un média sur le Plateau.

Bernard propose immédiatement d'organiser une petite réunion chez lui avec les personnes que Charles pourrait intéresser et en parle lui-même à Jean, le responsable tourisme de la commune, au directeur de la maison de retraite, à son amie Sergine l'assureuse qui le dit elle-même à ses amis Françoise et Christian. Charles présente son projet aux jeunes de Faux-la-Montagne rencontrés lors d'une fête des Plateaux, qui sont emballés, en parlent eux-mêmes à leur copain Patrice le berger. Et le 18 février 1986 tout ce petit monde se retrouve dans le village du Rat, dans le salon de Bernard et Annie Coutaud, à échafauder le projet de créer une « télévision » sur son territoire.

S'il fallait choisir une date précise et officielle, c'est de ce jour qu'on pourrait dater la naissance de ce qui allait devenir Télé Millevaches.

Dans l'aréopage réuni ce soir là, tout le monde ne se connaît pas et ce sont bien Charles Rousseau et Bernard Coutaud qui fédèrent cette quinzaine d'individus qui, ironie du paradoxe, ne fréquente guère les églises. Ceux de Peyrelevade ne connaissent pas ceux de

Faux-la-Montagne, pourtant séparés seulement d'une douzaine de kilomètres. Il est vrai qu'il y a entre les deux communes la frontière départementale qui sépare la Corrèze de la Creuse et que la route qui les relie n'est goudronnée que depuis une quarantaine d'années... En fait, et plus sérieusement, cette (relative) méconnaissance reflète la réalité géographique d'un plateau de Millevaches plus centrifuge que centripète. Sans capitale ni bourg central réellement attractif, le Plateau est happé dans toutes les directions. À Faux-la-Montagne on est naturellement attiré vers la Haute-Vienne, Eymoutiers d'abord, Limoges ensuite. À Peyrelevade on regarde plutôt du côté d'Ussel, voire de Tulle, plus au sud. Lorsqu'on habite Gentioux c'est déjà vers le nord, Aubusson puis Guéret, que la force d'attraction s'exerce. Mais dans tous les cas, quel que soit l'endroit où l'on habite, on est toujours à une heure de route de la préfecture, et lorsque Charles ouvre la réunion en parlant de communication, le maire de Peyrelevade a tout de suite le réflexe de parler de l'état déplorable du réseau routier...

Ce ne sont pourtant pas aux routes que pense Charles Rousseau. Plus que les virages à répétition ou les accotements non stabilisés de nos départementales, il est persuadé que les obstacles au développement du Plateau, les freins au dynamisme et à l'innovation sont dans les têtes.

Un pays qui a vu partir les trois quarts de ses habitants en un siècle, qui a vu se fermer ses maisons et ses commerces, qui s'est persuadé que, pour qu'ils réussissent, ses enfants devaient le quitter, est-il mentalement capable de se reprendre en main ? Charles Rousseau est persuadé que réside bien là la plus grande des difficultés. Cet héritage de l'histoire qui pèse sur les consciences et façonne les mentalités, non seulement fige les volontés et gèle les dynamismes, mais il empêche de voir les signes de renaissance ou de renouveau, il oblitère les atouts objectifs que recèle le Plateau, en un mot, il interdit de penser l'avenir.

« Nous nous sommes dit, raconte Charles Rousseau en parlant des fêtes qu'il avait animées jusque-là et en pensant à Télé Millevaches qui venait alors de naître, nous nous sommes dit que sur les réalités

du pays qui comportent un certain nombre d'atouts d'avenir, il y avait besoin de faire circuler de l'information. Notre objectif c'est essentiellement un objectif d'information. Créer une mentalité, un vouloir vivre, un projet d'avenir à partir de ces atouts⁷. »

Il faut être jeune et venir d'ailleurs, aimer déraisonnablement cette région si l'on y est né, ou, comme Charles, être un peu visionnaire, pour ne pas souscrire aux discours fatalistes sur la mort du pays ou ne pas se laisser aller au larmoiement compulsif sur le thème : « L'État nous a abandonnés. »

Dans le salon de Bernard Coutaud, si l'on excepte les deux doyens (Charles et Henri), la moyenne d'âge est de trente ans. Sur les quinze présents à cette réunion fondatrice seulement deux sont originaires du Plateau. Les autres ont choisi un jour de s'y arrêter. Étonnant et détonant mélange que cette assemblée avec ses deux curés sexagénaires, son jeune maire socialiste, ses néo-ruraux bien implantés ou tout fraîchement débarqués et quelques rares mais bien enracinés fils du pays. Les cœurs penchent nettement à gauche et ne mettent leurs vœux ni dans le panier de l'homme providentiel (sur ces terres corréziennes : le député Chirac), ni dans celui de l'attente incertaine des mannes toutes aussi providentielles de la Nation – les deux manières d'être fatalistes sur le Plateau. Charles Rousseau n'a pas besoin de rhétorique pour convaincre son auditoire. Tout le monde ici est partant et adhère à la vision positive d'un territoire où il fait bon vivre et où il fera encore meilleur vivre demain. Il ne s'agit pas d'être pessimiste ou optimiste (« le pessimiste est un lâche, l'optimiste un crétin », disait le philosophe allemand Heinrich Blücher) mais d'agir de concert avec ceux et celles qui se sont déjà mis en mouvement pour contribuer à faire du plateau de Millevaches un espace de vie, de sociabilité et d'initiatives qui permette à ses habitants, anciens et nouveaux, actuels et futurs, de s'y trouver bien.

Et de fait, le Plateau ne peut être défini par les seuls paramètres

7. Interview de Charles Rousseau, *Le Pays d'ici*, France Culture, 10 septembre 1986.

objectifs de la statistique démographique et économique, qui, il faut le reconnaître, ne sont alors pas très reluisants. Il s'incarne aussi dans les installations atypiques de jeunes agriculteurs qui diversifient leur activité, dans les micro-projets de quelques artisans ingénieux, dans l'attraction qu'il exerce depuis le début des années soixante-dix sur de jeunes citadins tentés par le « retour à la nature », dans les retours définitifs d'enfants de migrants (Bernard Coutaud et François Chatoux en sont des exemples), dans la croissance de nouvelles activités liées au tourisme, à la culture ou à la mise en valeur de l'environnement, dans des projets qu'on n'aurait jamais pu imaginer vingt ans plus tôt. Charles Rousseau et la petite bande qu'il vient de mobiliser autour de lui sont convaincus que ce n'est que le début d'un mouvement plus large qui ira en s'accroissant. Leur journal vidéo doit présenter tout cela que beaucoup ne voient pas, il doit faire découvrir à ceux des habitants du Plateau qui ne croient plus en son avenir que celui-ci s'écrit déjà tout à côté de chez eux, dans leurs villages et dans leurs bourgs. Il faut montrer cela, et comment le montrer mieux qu'en le mettant en images ?

Certains, quelques années plus tard, demandèrent pourquoi l'équipe n'avait pas préféré faire un journal ou une radio, supports plus accessibles techniquement et largement moins coûteux. C'est que l'image a un pouvoir exorbitant que n'a pas la parole et encore moins l'écrit. Faire Télé Millevaches et non « Radio Millevaches » ou la « Gazette du Millevaches », c'était utiliser le média le plus puissant, celui que tout le monde regarde, celui qui trône dans chaque foyer, celui dont l'impact est le plus fort, et se l'approprier pour lui faire porter un discours neuf, dévoiler par son détour une réalité de proximité que la médiation d'une caméra et d'un écran de télévision rendrait soudainement visible et patente. Comme le résumait l'une des membres de l'équipe à l'un des premiers micros qui s'intéressât à l'initiative : « Faire connaître aux gens ce qui se passe autour d'eux, parce qu'on s'aperçoit qu'ils ne le connaissent pas⁸. »

8. Interview d'Anne Germain, *Le Pays d'ici*, France Culture, 10 septembre 1986.

Il y avait aussi le plaisir de jouer les reporters dans son propre village, de découvrir un média inconnu de la plupart des pionniers de Télé Millevaches et d'imaginer un improbable projet : fabriquer de la télé 100 % made in local et cela avec une certaine dose de témérité. À part Henri qui vidéotait en amateur depuis qu'il avait sa caméra et Philippe qui, sans véritable expérience, était cependant suffisamment technicien pour ne pas s'emmêler les pinceaux entre Secam, Pal et autres Péritel, personne n'avait jamais tenu une caméra, et encore moins monté quoi que ce soit qui puisse ressembler à un reportage vidéo. Mais le défi était assez excitant pour juger ce genre de considérations comme tout à fait secondaire.

Lorsque vers minuit la réunion fut levée, le projet d'un journal vidéo mensuel était avalisé. La maison de retraite prêtait une caméra VHS avec son lourd magnétoscope portable, l'école une télévision, et l'équipe disposait du magnétoscope d'Henri ou de celui du centre de vacances de Peyrelevade pour monter à la volée ses premières séquences. On se donnait un mois pour réaliser quelques reportages et, si le résultat n'était pas trop décevant, pour décider éventuellement de le présenter à la population.

Numéro zéro

24 mars 1986. Même lieu, mêmes personnages. En plus, au centre du salon : un poste de télévision relié à un magnétoscope et une précieuse cassette VHS sur laquelle on peut lire : « Numéro 0, avril 1986. »

La réunion commence par le visionnage de ce que chacun a bricolé depuis la dernière rencontre. Catherine est allée interviewer le responsable de l'association de ski de fond de Pigerolles. Anne présente à travers quelques-uns de ses membres l'association Vivre sur le Plateau qui vient juste d'avoir un an. Marc fait parler un agriculteur sur une scierie mobile qui a circulé de ferme en ferme. Michel est allé filmer le dépouillement des élections législatives à Faux-la-

Montagne et Christian a ramené quelques images de l'exposition de coqs de pêche qui s'est déroulée à Peyrelevalde.

Patrice et quelques copains ont concocté la musique du générique qui défile sur des images un peu heurtées de l'équipe en plein montage. Soudain quelqu'un frappe à une porte et l'on voit Catherine, une caméra à l'épaule, saluer d'un « Bonjour, c'est Télé Millevaches » vaguement désynchronisé. Les raccords ne sont ni *cut*, ni enchaînés, mais plutôt intempestifs : il manque parfois un mot à la fin d'une phrase et la bande-son sautille drôlement. Quant aux couleurs on en perçoit encore le souvenir dans les éclats verts ou violets qui marquent les raccords images... Mais cette multitude de défauts techniques n'altère pas la satisfaction de l'équipe qu'on retrouve toute entière devant la caméra pour présenter la nouvelle télévision du Plateau dans un discours d'ouverture qui tient lieu de ligne éditoriale et qu'on se doit bien sûr de reproduire ici :

« Télé Millevaches vous souhaite bienvenue sur son antenne.

Télé Millevaches c'est une équipe de reporters cameramen qui ont décidé de couvrir l'actualité du Plateau au jour le jour. Télé Millevaches c'est un journal mensuel qui sera diffusé dans les cafés et quelques autres lieux à Peyrelevalde, Gentioux, Faux-la-Montagne et d'autres communes. Télé Millevaches c'est chaque mois un compte rendu rapide des principaux événements du Plateau, des reportages, des enquêtes, des interviews, une demi-heure d'actualité et de découverte. » L'ensemble se clôt sur un slogan qui marqua les premières années de la télévision :

« Télé Millevaches, la télé dont vous êtes les héros ! »

Et pour finir, une voix *off* donnait les coordonnées pour contacter l'équipe après avoir annoncé : « TF1, Antenne 2, FR3⁹ ne parlent pas assez de vous ? Venez nous rejoindre ! ».

Il y avait du jeu dans tout cela bien sûr : d'« antenne », Télé Millevaches n'en avait point et l'« équipe de reporters cameramen »

9. Antenne 2 et FR3 (pour France Régions 3) étaient alors les noms des chaînes publiques devenues depuis France 2 et France 3.

était bien loin d'avoir les moyens de « couvrir l'actualité du Plateau au jour le jour »... Quant à TF1, Antenne 2 et FR3, elles étaient citées moins par référence ou pour s'y opposer que par une espèce d'autodérision comique.

Gonflée par ces premières images, l'équipe qui a pourtant pu constater le temps énorme pris pour réaliser les trente minutes qu'elle vient de visionner, se sent suffisamment en forme pour organiser trois projections publiques du numéro zéro. La première aura lieu le 13 avril 1986 à Faux-la-Montagne – et ce pourrait être encore là, la date de naissance officielle de Télé Millevaches.



Photos tirées du premier générique de Télé Millevaches, avril 1986.

C'est un samedi et FR3 Limousin, la chaîne régionale, a dépêché une équipe pour cette première. Chacun le sait (et Télé Millevaches sera bien placée dans les années à venir pour le vérifier), rien n'est plus télégénique pour la télé que la télé elle-même... Umberto Eco le disait déjà à cette époque : « La caractéristique principale de la Néo-TV, c'est le fait qu'elle parle de moins en moins du monde extérieur. Elle parle d'elle-même¹⁰. » La mise en abyme de la télé dans la

10. Umberto Eco, « TV, la transparence perdue », dans *La Guerre du faux*, Paris, Le livre de poche, coll. « Biblio Essais », 1985, p. 197.

télé est donc un motif récurrent et référentiel du discours télévisuel et pour la télévision régionale aller filmer des gens qui dans un village du Plateau décident de faire eux-mêmes leur télévision fait partie des sujets pittoresques et évidents qu'il ne faut pas louper. L'initiative acquiert ainsi d'office une notoriété locale qui la crédibilise puisque... « C'est passé à la télé. »

Le numéro qui est projeté se termine avec une voix *off* qui invite chacun à donner son avis sur ce qu'il vient de découvrir :

« Voilà, c'était le numéro 0 du journal mensuel de Télé Millevaches. Vous le voyez il y a beaucoup à faire. On aimerait avoir la couleur d'un bout à l'autre, des images plus nettes, des transitions plus douces. La technique ne nous le permet pas encore mais nous espérons très bientôt vous proposer une fois par mois un journal encore de meilleure qualité. Pour cela nous avons besoin de votre avis, de vos conseils, de vos réactions. Aussi nous vous remercions de bien vouloir remplir le petit questionnaire ci-joint que vous trouverez dans la salle. Merci et à bientôt. »

Les questionnaires recueillis sont excessivement positifs. Effet de la bienveillance des habitants pour une initiative du lieu ou enthousiasme de découvrir sur un écran de télévision les visages et les espaces connus du quotidien, les quelque 200 premiers « téléspectateurs » qui ont vu le numéro zéro encouragent l'équipe à poursuivre l'expérience et déclarent attendre le numéro suivant avec impatience. On trouvera même dans la trentaine de questionnaires collectés quelques suggestions de reportages pour l'avenir.

Le sommaire de ce journal inaugural, au-delà des prétextes parfois anecdotiques qui ont déterminé le choix des sujets, laisse deviner les préoccupations fondatrices de l'équipe qui sont de susciter le questionnement sur les enjeux auxquels sont confrontés le Plateau et ses habitants.

Derrière la séquence sur la station de ski de fond de Pigerolles, c'est la question du développement touristique de la région qui est posée. Dans le sujet sur l'association Vivre sur le Plateau on entend le maire de Gentioux aborder quelques dossiers chauds qui, vingt

ans après, demeurent des questions vitales pour le plateau de Millevaches : l'accueil de nouveaux habitants, le logement – point éminemment lié au précédent –, l'emploi. Une agricultrice parle des initiatives à mener pour permettre le remplacement en agriculture et une jeune mère développe les projets qu'elle souhaiterait mettre en place pour la petite enfance – demandes liées à l'évolution des métiers et des individus qui désormais les occupent : les paysans veulent aussi partir en vacances et les jeunes parents ne se résolvent pas à ce qu'il n'y ait rien pour les enfants avant l'école. Un autre agriculteur présentant la tournée dans les fermes d'une scierie mobile parle d'« autoconstruction » et n'hésite pas à expliquer que, sur notre territoire, « les agriculteurs de demain seront autant forestiers qu'éleveurs ».

Derrière ces interventions, ces interviews et ces images se profile bien la réalité d'un pays qui s'interroge sur son avenir. L'angle privilégié par les reportages est de donner la parole à ceux des habitants qui se sont engagés dans des actions concrètes et volontaires pour répondre aux problématiques locales. Les démarches associatives et collectives sont mises en avant comme moyens pertinents de prise en charge de l'intérêt général. On cherche à montrer ce qui se fait, plutôt que d'entendre discourir sur ce qu'il faudrait faire. On tente de prouver que les difficultés peuvent être surmontées par ceux-là même qui ont à les affronter. On valorise l'initiative, l'innovation et la solidarité. Ce sera là une caractéristique constante de Télé Millevaches qui demeure toujours la sienne vingt ans plus tard.

La télé brouette

Forte des encouragements reçus et séduite par ses premiers essais, l'équipe décide de sortir trois numéros dans les trois mois suivants (mai, juin et juillet 1986). Après le coup de sonde du numéro zéro, c'est la « période d'essai » qu'elle se donne pour valider la pertinence du projet. Sera-t-elle capable de tenir le rythme ? De conserver l'intérêt et la curiosité que la première cassette a éveillé ? De pro-

gresser techniquement ? De répondre aux demandes de quelques communes voisines qui, déjà, aimeraient que la cassette soit montrée aussi chez elles ?

Tout se fait alors dans une certaine improvisation où chaque difficulté doit être contournée dans les plus brefs délais. On installe tout le matériel pour monter les sujets dans la cave de Charles, dans la chambre d'Anne ou dans une salle de la mairie de Faux selon les disponibilités. L'ensemble doit être régulièrement déménagé, rebranché puis à nouveau déplacé – on commence vite à savoir comment se connecte la flopée de câbles qui courent derrière les magnétoscopes. On fait avec les moyens du bord. Tournages et montages se font en VHS, empêchant du coup la duplication de copies dont la qualité s'altère très vite et oblige à faire circuler le *master* (l'original du montage, ce qui explique que les numéros 2 et 3 du journal aient disparu des archives de Télé Millevaches). On choisit les illustrations sonores parmi les disques vinyl ou les cassettes magnétiques dont les uns et les autres disposent. Henri conçoit un « défileur de générique » constitué d'une manivelle qu'on tourne manuellement pour enrôler une ficelle qui tire une feuille de papier sur laquelle a été dactylographié le sommaire de chaque numéro. L'option « négatif » de la caméra – qui permet d'inverser la couleur d'un texte écrit sur une page blanche – et le dérèglement de la balance des blancs – qui produit de subtils fonds bleus – permettent d'intercaler des titrages illustrés au marqueur par la main de Michel. L'investissement (quelques cassettes vidéo vierges) est réduit au minimum et payé sur les cotisations des uns et des autres.

Il ne faudra pas attendre les trois mois de cette période d'essai pour que l'équipe décide assez vite que l'expérience mérite d'être poursuivie. D'une part les tout premiers numéros confirment ce que le numéro zéro avait laissé deviner quant à l'intérêt des spectateurs. Mais surtout, il apparaît très vite à l'équipe que l'initiative ne prendrait tout son sens que si elle s'inscrivait dans la durée. Il ne s'agissait pas de faire un « coup médiatique » – un coup d'épée dans l'eau – mais plutôt de labourer le Plateau et ses débats sur le long terme – caméra et magnétoscope jouant ici à la charrue et au

semoir. C'est cette installation dans le temps long des habitudes et des repères qui devait ancrer Télé Millevaches comme un outil d'information et de communication. Pour Charles Rousseau et ses émules, le projet devait viser au-delà de l'horizon court de quelques mois ou d'une ou deux années. Il fallait établir Télé Millevaches comme une borne, une référence, un point de repère qui renouvelerait constamment la démonstration qu'elle souhaitait conforter quant à la vivacité du Plateau. Il fallait pour cela une certaine continuité, une régularité, une fréquence au moins mensuelle et très vite aussi une meilleure qualité technique.

Les difficultés techniques obligeaient en effet à penser une organisation moins chaotique et confuse que celle des héroïques premiers pas. Si l'on voulait que l'expérience dure, il était nécessaire de la doter des moyens qui lui permettraient de se réaliser plus facilement. En gros : arrêter la galère des montages acrobatiques de VHS à VHS et cesser de déambuler d'un lieu à l'autre avec le « studio » nomade : deux urgences qui furent résolues dès la première année d'existence de Télé Millevaches.

La commune de Faux-la-Montagne fit aménager un local dans les combles de la mairie et ce petit studio d'à peine 9 m² devint le premier havre de la télévision. Au même moment sortaient sur le marché les premières (et coûteuses) caméras vidéo 8. Quelques membres de l'équipe puisèrent dans leurs économies pour en acquérir une, ainsi que le petit banc de montage qui allait avec. Nous abandonnions le gros barda VHS avec son magnétoscope en bandoulière pour une caméra plus légère dans laquelle étaient introduites directement des cassettes vidéo pas plus grosses que des cassettes audio. C'était la première « révolution technologique » de Télé Millevaches – première d'une longue série jusqu'au numérique des années 2000. Le montage réalisé en vidéo 8 était ensuite dupliqué sur une traditionnelle cassette VHS pour la diffusion.

Aux trois communes d'origine s'en étaient rajoutées trois autres : La Villedieu dès les premiers numéros, Féniers à partir du n° 5 (septembre 1986), puis Saint-Marc-à-Loubaud. La diffusion du journal

vidéo était aussi modeste et artisanale que sa production et elle demandait presque autant d'efforts et de temps.

Pour montrer les reportages qui avaient été tournés et montés dans le mois, l'équipe n'avait guère d'autres choix que d'organiser des projections publiques. À l'époque on ne parlait pas de satellite et le câble était un privilège quasi expérimental réservé à quelques zones urbaines. En 1986 l'équipement en magnétoscopes était encore un luxe et rares étaient les particuliers qui en possédaient – et sans doute étaient-ils encore moins nombreux sur le plateau de Millevaches qu'ailleurs. Les quelques exemplaires existant localement appartenaient à des établissements collectifs comme ceux qui avaient prêté les leurs à Télé Millevaches. On n'était même pas sûr d'en trouver dans toutes les communes où le journal était projeté et la solution la plus simple était encore de trimballer dans le coffre d'une voiture téléviseur et magnétoscope. C'était le concept de la « télé brouette », inventé par Télé Saugeais, qui allait circuler d'une salle des fêtes à un bistrot, d'un club du troisième âge à un café restaurant. Un membre de l'équipe posait l'écran sur le comptoir ou un coin de table, branchait le magnéto et lançait la diffusion à laquelle les gens pouvaient alors assister ; soit qu'ils se soient déplacés exprès, soit ils en profi-



Photos tirées du générique du Magazine du Plateau, juin 1993.

taient en étant déjà sur place. Puis tout était démonté pour un autre lieu où une nouvelle diffusion était organisée.

Cela nécessitait un planning bien cadré avec des rendez-vous fixes. On savait alors que le journal de Télé Millevaches était visionnable à Faux et à La Villedieu le second week-end du mois, à Peyrelevade le troisième et à Gentioux, Pigerolles et Féniers le quatrième.

La télé brouette allait durer sept ans, sillonnant sans répit et tous les mois les routes locales, touchant, au bout de quelques années, douze communes autour du noyau initial du plateau de Gentioux. L'expression fit florès, amusa les médias, en fit rêver d'autres et justifia un des plus beaux génériques que réalisa Télé Millevaches quelques années plus tard.

La projection publique était certes un système lourd et compliqué. Mais elle avait aussi ses avantages. Le plus important était la dimension collective de ce moment qui était souvent suivi de commentaires et d'échanges. La petite cassette VHS faisait parler, jaser, rire ou râler – ou rien parfois, mais l'occasion demeurait d'une rencontre fortuite, d'un point de vue dérangeant, d'une opinion contradictoire qui, si elle ne s'exprimait pas immédiatement serait peut-être à nouveau provoquée le mois suivant, ou le suivant, ou le suivant... Toujours l'histoire de la durée. Parfois, des échos revenaient aux oreilles de l'équipe par des habitants qui avaient entendu dire que dans le dernier Télé Millevaches il y avait ceci ou cela. Curieusement, il n'était pas toujours besoin d'avoir vu la cassette pour avoir su ce qu'elle montrait et pouvoir même avoir un avis sur elle. L'outil d'information devenait *de facto* outil de communication.

Le deuxième avantage du système de télé brouette était dans le retour direct qu'avaient les reporters de la part des téléspectateurs. Lors du comité de rédaction on savait donc comment avait été reçu tel ou tel sujet, ce qui avait capté l'attention et ce qui était passé inaperçu, on partageait les commentaires et on corrigeait éventuellement le tir. Les moments de projection étaient aussi des occasions pour collecter idées de reportage ou contacts pour les sujets à venir.

La distance entre ceux qui fabriquaient la télévision et ceux qui la regardaient était réduite à néant.

« Dans quelques numéros, ils n'auront plus rien à dire »

L'aventure de Télé Millevaches était lancée. Les numéros s'enchaînaient aux autres, proposant des sommaires qui sortaient parfois des seules communes où ils étaient diffusés, pour montrer une initiative intéressante ou illustrer une problématique locale qui se déclinait ailleurs de la même manière. En se nommant Télé Millevaches, la petite télé de Faux-la-Montagne et des quelques communes environnantes s'était dès le début identifiée au territoire plus vaste sur lequel elle était située. Qu'on soit en Creuse du côté de Royère ou Flayat, en Corrèze du côté de Meymac ou Bugeat, en Haute-Vienne à Nedde ou Rempnat, la réalité est la même. Les problèmes démographiques ou économiques, les enjeux de territoire, les évolutions agricoles et forestières, les perspectives touristiques, sociales ou culturelles sont similaires. Bien qu'éclatées entre trois départements et attirées par des pôles urbains différents, les communes du Plateau ont en commun un passé et un présent qui les éloignent plus de leurs consœurs départementales de la plaine que de celles qui se trouvent sur les versants opposés de la « Montagne limousine ». Communes du plateau, de la « Montagne », de « là-haut », comme disent les gens de Limoges, Tulle ou Guéret en vous demandant avec un brin d'admiration ou une pointe de supériorité si « vous avez encore de la neige » ou si « les champignons sont déjà sortis ».

Ainsi, en parallèle à l'actualité micro-locale des communes d'origine de Télé Millevaches (Faux-la-Montagne, 400 habitants ; Gentioux, 370 ; Peyrelevalde, 1 000 ; La Villedieu, 50 ; Féniers, 100...) le journal vidéo n'hésite pas, dès ses débuts, à se déplacer aux quatre coins du Plateau pour rencontrer un agriculteur qui vient d'ouvrir une ferme auberge à Meymac, pour assister à une journée de sensibilisation à la sécurité en forêt à Peyrat-le-Château ou pour

savoir ce que deviennent les champignons qui partent du Plateau chaque automne par semi-remorques entiers. Dans le n° 8 (décembre 1986) la caméra accompagnera même un car d'éleveurs de moutons partis manifester à Paris en pleine crise ovine. Elle en ramènera les images de la communication difficile des paysans qui tentent d'expliquer leurs difficultés à des citadins. Mais la caméra surprend aussi le débat qui s'ébauche sur un trottoir de la capitale avec un avocat mettant les éleveurs en face des responsabilités de leur propre syndicat dans la situation qu'ils vivent. Petit morceau d'anthologie qui perturbe les discours convenus et revendicatifs, et dans lequel Télé Millevaches et ses reporters trouvent matière à réflexion et à interrogation. L'avenir du Plateau doit s'écrire en marge des grandes lignes nationales, qu'elles émanent du ministère ou de la centrale syndicale : toujours cette profession de foi dans les ressources du pays qui doit imaginer son avenir pour le construire selon ses vœux et faire preuve de cette « liberté d'esprit » qui avait frappé Charles Rousseau lorsque, arrivé sur le Plateau, il y a découvert ses habitants¹¹.

Après le compte rendu des manifestations, le numéro suivant (n° 9, janvier 1987) reprend le dossier sous un titre explicite : « Agriculture : un avenir sur le Plateau » – à côté de sujets variés sur les forêts malades, la saga des sapins de Noël dont le territoire est producteur et quelques reportages plus événementiels consacrés au départ du médecin de Faux, à la bibliothèque de Gentioux et à la tournée des « popottes de Noël ».

Dans chaque numéro, qui dure entre trente et quarante minutes, se succèdent quatre à cinq reportages de quatre à dix minutes et presque autant de « brèves » qui signalent vite fait quelques manifestations du mois écoulé. Cela va de l'inauguration d'une nouvelle salle des fêtes à la fermeture d'une épicerie, d'une série de petites interviews avec les enfants de l'école qui racontent leurs mercredis et leurs week-ends à la présentation d'une nouvelle structure de développement, d'une rencontre avec les bûcherons turcs qui tra-

11. Interview de Charles Rousseau, *Le Pays d'ici*, France Culture, 10 septembre 1986.

vaillent dans la forêt du Plateau aux images éclectiques d'un rassemblement de side-cars, du congrès européen de la Ligue communiste révolutionnaire (couvert par un des curés de l'équipe) ou de la course cycliste de Faux-la-Montagne filmée depuis la 2CV décapotée d'Henri et commentée d'une voix digne des meilleurs chroniqueurs sportifs.

Un jour, un commentaire bienveillant d'une téléspectatrice arriva aux oreilles de l'équipe. « C'est très bien ce qu'ils font », avait-elle dit, avant d'ajouter, convaincue, « mais dans quelques numéros ils n'auront plus rien à dire ! » L'inquiétude de la remarque illustre magnifiquement l'analyse initiale qui avait justifié le lancement du journal vidéo. Voilà une habitante qui était persuadée que, même à un rythme mensuel, on ferait vite le tour de ce qui pouvait être intéressant sur le Plateau. Elle ne faisait sans doute pas partie de ces Corrèziens ou Creusois passifs que fustigeait gentiment Charles Rousseau lorsqu'il parlait de ces personnes assises en lotus sur leurs jambes qui maudissaient la mort à venir du pays... Pourtant, elle avait fait sien le triste credo qui teintait d'une ambiance mortifère certains des discours qui couraient sur le Millevaches. Discours venus d'ailleurs (Paris ou Limoges, la presse nationale ou régionale) auxquels s'étaient habitués les habitants du lieu au point, pour certains, de les avoir adoptés. Leurs enfants étaient partis ; leurs frères et sœurs avaient fait carrière ailleurs ; le pays s'était dépeuplé... On ne pouvait imaginer ni rémission, ni a fortiori guérison. Qu'y avait-il donc d'encore vivant ici ? Que pouvait-on trouver pour alimenter la curiosité d'une caméra ? Le poison de l'abandon et du consentement docile aux grands verdicts de l'histoire et du monde s'écoulait jusque dans nos sources. Coup de fouet pour l'équipe, plus persuadée que jamais que son travail serait de longue haleine : pas le sprint brillant du jeune dieu du stade, mais le marathon obstiné du coureur de fond.

Vingt ans et plus de 200 numéros plus tard, l'esprit de l'équipe, pourtant largement renouvelée, n'a guère changé. Télé Millevaches avance toujours ses pions, mois après mois, avec ténacité et

constance. Elle a soufflé ses vingt bougies, fière des centaines de sujets tournés et diffusés, des centaines de lieux découverts et visités, des milliers de personnes interviewées, présentées, accueillies qui peuvent répondre toutes ensemble aujourd'hui à l'incertaine interrogation de cette lointaine téléspectatrice, qui demeure comme l'écho d'une époque, en grande partie révolue, où beaucoup ici avaient du mal à croire que l'avenir du Plateau pourrait s'écrire autrement qu'en lettres sombres et tristes.

« Mais c'est vrai qu'on est intelligent ! »

Dans ce combat, Télé Millevaches trouva des alliés paradoxaux dans les autres médias – ceux-là mêmes qui véhiculaient aussi les clichés les plus éculés et les moins vaillants sur la « France profonde » et ses campagnes arriérées ou perdues, « désert vert » ou « rural archaïque ». Du fond de leur « profondeur », les fondateurs de Télé Millevaches commençaient pourtant à regarder de haut les villes et leurs proches campagnes en voie de « rurbanisation ». Ils percevaient ce que les géographes et les sociologues allaient bientôt vérifier et appeler le « désir de campagne ¹² » ou « la campagne rêvée et convoitée ¹³ », ce qu'en poussant un peu Henri Mendras, le père de la « fin des paysans » allait appeler « le pays de l'utopie rustique ¹⁴ ». À la recherche de sujets exotiques ou d'expériences qui sortent de l'ordinaire les télévisions nationales ne pouvaient pas se priver d'une telle aubaine : la plus petite télé du monde ou une télévision au fin fond de la campagne ! Peu ou prou, toutes les chaînes y passèrent, se reliant le tuyau ou en se pompant mutuellement. La première fut Canal +. Le reportage fut diffusé dans une émission où un invité était censé réagir aux sujets présentés. Ce jour-là, c'est Franz-Olivier

12. Expression de Bertrand Hervieu et Jean Viard, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues (84), 1996, p. 9.

13. Titre du n° 14 de la revue *Autrement*, juin 1978.

14. Henri Mendras, *Voyage au pays de l'utopie rustique*. Actes Sud, Arles, 1979.

Giesbert, à l'époque rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, qui était de service. On lui demande donc ce qu'il pense de ce qu'il vient de voir et le journaliste, se pliant au jeu du commentaire spontané, manifeste son enthousiasme : « Ces gens sont très intelligents, j'espère qu'ils sont en train d'inventer la télévision de demain ! »

Comme tout le monde n'a pas Canal + et qu'on ne le captait pas sur le Plateau, l'équipe décide d'intégrer le sujet de la chaîne dans son prochain journal vidéo. Lors d'une projection, l'opérateur de service écoute comme d'habitude les commentaires. Et lorsque Giesbert claironne : « Ces gens sont très intelligents ! », il surprend une grand-mère qui se retourne vers sa voisine et lui dit tout de go : « Mais c'est vrai qu'on est intelligent ! » La réaction avait été immédiate et naturelle. Elle tonnait pour l'équipe comme un cri de victoire et la réponse proportionnée au « ils n'auront plus rien à dire ». Petite bataille gagnée qui prouvait que les mentalités pouvaient changer, que rien n'était perdu d'avance et qu'il suffit parfois de peu de choses pour qu'un regard se transforme et passe de l'obscur au clair.

Le comble de l'anecdote, c'est qu'il ait fallu le détour d'un média reconnu et national pour que la réaction puisse s'exprimer. Qu'il se passe plein de choses sur le Plateau, soit. Qu'une équipe locale s'ingénie à les montrer et à les valoriser, très bien. Mais qu'une (vraie) télé qui a pignon sur ondes en parle, que la sentence d'un professionnel tombe sans appel, voilà qui autorisait enfin à se sentir libéré du poids de culpabilité ou de honte qui pesait encore sur le fait d'être rural... La leçon fut retenue, et Télé Millevaches découvrait qu'elle devrait savoir jouer avec tous les journaux, toutes les radios et télévisions qui débarquèrent dans les années suivantes. D'office, elle se trouvait dotée d'une nouvelle fonction : ambassadrice, porte-parole ou témoin du plateau de Millevaches.

Quelques semaines après le passage sur Canal +, un membre de l'équipe croise à Paris un inconnu avec lequel il lie conversation. Lorsqu'il lui dit habiter le Plateau, l'autre aussitôt voit de quoi il s'agit et enfourche le même refrain que le pont de *Nouvel Obs* : « Le plateau de Millevaches ? C'est là-bas que les paysans font leur télé-

vision non ? Je l'ai vu à la télé. Ah, ils sont pas cons ces paysans ! »... Ce même reportage avait été vu par un réalisateur parisien, Luc Leclerc du Sablon, qui venait d'écrire le scénario d'un court métrage qui se déroulait sur le Plateau et où un vieux paysan avait installé dans sa grange une « Radio Millevaches ». Amusé par la coïncidence, il prenait contact avec l'équipe et, à défaut de son premier projet, tourna un documentaire à partir de ce qu'il découvrait sur place. Son film, *Les Enfants de Millevaches*, dressait le portrait sensible et vivant d'un Plateau qui était aussi celui que défendait Télé Millevaches. Hasard des images envoyées en l'air et des rencontres qu'elles peuvent parfois créer.

La fortune médiatique de Télé Millevaches avait commencé tôt. Le père de Patrice le berger était journaliste. Il avait travaillé au *Monde*, au *Canard Enchaîné* et avait même écrit une des premières biographies de Jacques Chirac. Tenu au courant par son fils de la naissance de la télé brouette, il était venu enquêter et avait proposé le sujet au *Monde* qui lui consacra deux pleines pages de son supplément radio télé. La pompe médiatique était enclenchée et ne devait guère se tarir au fil des ans. Dès le lendemain de la parution de l'article, *Le Populaire du Centre* (un des quotidiens régionaux), froissé d'avoir été grillé sur son terrain par un journal national, venait réparer l'oubli en publiant la semaine suivante un grand article annoncé en une, avec photo couleur. A sa sauce, ça donnait : « Les techniques de pointe au secours des valeurs ancestrales »... Puis il y eut tous les autres, jusqu'à la télévision canadienne qui vint tourner un documentaire et le diffusa juste avant un voyage d'étude que quelques agriculteurs creusois firent outre-atlantique, accompagnés de deux permanents de Télé Millevaches. Ceux-ci furent accueillis dans une ferme de la campagne québécoise sans avoir besoin d'être présentés : les hôtes savaient tout sur la petite télé du Millevaches par le reportage qu'ils avaient vu quelques semaines plus tôt...

Toutes ces télévisions ont un regard qui oscille souvent entre une vision un peu (ou carrément) archaïque ou stéréotypée du rural, et une sympathie et une plus ou moins bonne compréhension des évolutions

de la campagne, telles que les reflètent les reportages de Télé Millevaches.

Sans qu'elle l'ait cherché, la télé brouette portait donc l'image de son territoire vers l'extérieur en tâchant de garder au mieux le cap de sa propre identité. Les médias sont si friands de caricatures et de simplifications qu'il vaut parfois mieux refuser de les recevoir, plutôt que de leur servir à son insu l'image faussée qu'ils ont décidé de venir chercher. Chose facile lorsque ce sont des amuseurs patentés qui tendent leurs hameçons (Et il n'y eu aucune hésitation pour dire non aux Dechavanne et autres tristes saltimbanques qui cherchaient des sujets cocasses pour leurs différentes pitreries). Mais même les médias plus sérieux ne sont pas indemnes de facilités et de clichés. Il faut faire avec – et parfois sans.

Télé Millevaches et le Plateau au miroir des médias nationaux

En 2002 Télé Millevaches hésitait face aux sollicitations dont elle était accablée. Samuel, un des permanents de l'équipe racontait :

« Vivre autrement, les néo-ruraux, la ruralité... Voilà des sujets séduisants pour les médias nationaux de tous poils. Loin de l'insécurité routière ou de la violence dans les banlieues, la vie à la campagne intrigue. Aussi, pour illustrer cette thématique à la mode et afin d'abreuver la ménagère de moins de cinquante ans d'images exotiques, le plateau de Millevaches est un territoire idéal. En quelques mois Télé Millevaches a ainsi reçu la demande de plusieurs télévisions nationales.

Il y eut tout d'abord l'émission quelque peu cliché *Douce France* de Christine Bravo sur France 2 qui souhaitait faire un sujet de trois minutes sur Télé Millevaches : « la p'tite télé du Plateau ». Vous savez le genre de reportage très rapide avec des images qui bougent dans tous les sens où l'on voit quelques vaches dans un pré, des plans de village pour mon-

trer qu'on est vraiment perdu au milieu de nulle part et une voix *off* qui commence en disant : « Nous voici au fin fond de la Creuse... »

En novembre il y eut l'équipe de *Complément d'enquête*, un magazine d'investigation un peu « sérieux » présenté par Benoît Duquesne toujours sur France 2. L'objectif était de montrer des gens qui avaient décidé de changer de vie et de s'installer « au fin fond du Limousin ». Alors naturellement on montre des gens de la ville, plutôt parisiens, qui viennent tenter quelque chose... sur le Plateau. Avec un ton un peu plus sérieux, on y retrouve malgré tout les clichés habituels : « Le maire un peu bourru », quelques plans de vaches, le cyber café qui vient d'ouvrir dans une commune, devinez où ? Au fin fond de la Creuse !

Dernièrement, c'est France 3 Limousin qui s'est penché sur la question à l'occasion d'une soirée nationale sur le thème « vivre autrement ». Il faudra s'y faire, le plateau de Millevaches séduit parce qu'il est représentatif d'une certaine idée qu'on se fait de la ruralité.

Vous allez voir que TF1 va nous pondre un nouveau programme de télé réalité. Deux équipes de citoyens qui s'affrontent au travers d'épreuves, le tout à la campagne et donc... sur le plateau de Millevaches ¹⁵ ! »

Début 2006, France 2 consacre une émission soi-disant participative, *J'ai rendez-vous avec vous*, au plateau de Millevaches. Jacques, autre permanent de l'équipe, est affligé et le fait savoir :

« Spectacle plat, formaté, convenu, pour tout dire navrant, dans lequel les intervenants sont figés dans un décor qui n'est plus le leur mais celui imposé par la mise en scène, malheureusement dépossédés de l'essentiel de leur substance et à ce

(15) IPNS, *Journal d'information et de débat du plateau de Millevaches*, n° 4, février 2003.

stade contraints bon gré mal gré de se plier aux « exigences du direct ».

Le présentateur est chez lui, c'est son émission, il sait le mettre en évidence, et il n'aura plus que des « invités » dans leur propre village, invités à se conformer à ce qu'on devine être les consignes de la production.

Je n'aurais pas fait tant d'histoires avec tout ça, si après le malaise ne m'était venu quelque chose qui doit approcher la colère. C'est que encore une fois la parole qui pourrait, qui devrait être juste, précise, chaleureuse, utile ou que sais-je d'autre, est confisquée, détournée sans vergogne. La télévision ne fonctionne plus avec d'autres règles qu'en de rarissimes occasions, soumise qu'elle est au besoin de porter au loin les choses de la façon la plus consensuelle, la plus insignifiante possible, de ne s'écarter jamais du sens commun, et d'être à ce point conforme qu'aucune forme n'existe plus. Ni aucun sens.

Nous le savons bien, mais savons nous que faire, ou même ne pas faire, avec ¹⁶ ? »

Nouveaux Profils

Télé Millevaches est née. Ses premiers numéros circulent de commune en commune. Ses premiers bénévoles y consacrent beaucoup de temps et d'énergie. Pendant ce temps, ailleurs ou tout près, d'autres personnages de cette histoire se préparent (sans le savoir) à rentrer en scène.

Hervé a 28 ans. Après le bac il a boulingué pendant une dizaine d'années entre petits boulots, voyages et musique. C'est le frère de

16. *IPNS, Journal d'information et de débat du plateau de Millevaches*, n° 14, hiver 2005.

Patrice le berger et il vient souvent lui rendre visite sur le Plateau, le suivant chez les moutonniers pour la tonte. Il est au rendez-vous des myrtilles et des framboises sauvages et des fêtes villageoises où, à la batterie, il accompagne ses copains musiciens. Encouragé par son père qui enseigne alors dans une école de journalisme, il se familiarise sur le tas à ce métier, suit quelques stages, et fait ainsi ses premières armes. Courant 1986, il travaille quelques mois en Lorraine pour un quotidien régional.

Catherine a 24 ans. Strasbourgeoise d'origine, elle n'a quitté l'Alsace que quelques années pour mener à Tours des études d'aménagement du territoire. Une fois son diplôme en poche, elle retourne chez elle avant de dégotter son premier emploi en rapport avec sa formation. Elle a répondu à une petite annonce émanant d'une nouvelle structure de développement qui vient de naître en Limousin, plus particulièrement sur le plateau de Millevaches : le Bureau d'accueil de la Montagne limousine (BAM). Celui-ci recherche sa première directrice : ce sera elle. Elle débarque en août 1986 à Faux-la-Montagne où le BAM installe ses bureaux dans la mairie, juste en dessous du premier local (exigu) de Télé Millevaches. Elle emménage dans les nouvelles HLM de la commune et, du coup, se fait interviewer par les journalistes amateurs de la petite télé qui font un reportage sur cette opération immobilière.

Jacques a 38 ans. Originaire de la région parisienne, il se paie le luxe d'avoir 20 ans en 1968 alors qu'il étudie la photographie et le cinéma à l'école Louis Lumière de la rue de Vaugirard. Photographe indépendant, il travaille sur Paris, mais a du mal à supporter l'ambiance du lieu et de la profession... Il quitte la capitale et part travailler à Montpellier dans une imprimerie où il s'occupe de la photogravure. Quelques années plus tard, nouveau changement de cap. Avec sa compagne d'alors il s'installe en Creuse, y rencontre les néo-ruraux qui arrivent à la même époque sur le Millevaches et, après quelques années d'expériences et de découvertes, décide de s'installer officiellement comme apicul-

teur à la fin des années soixante-dix. Le photographe est devenu agriculteur, avec la bénédiction d'une DJA (dotation jeune agriculteur) qui le consacre tel. Tout au long des années quatre-vingt, il trimballera ses ruches aux quatre coins du Plateau.

Pérenniser l'expérience

Chaque chose en son temps. On avait maintenant un studio. On s'était équipé d'un matériel un peu plus facile à manipuler. Les premiers numéros avaient eu leur petit succès et il paraissait évident pour l'équipe que l'expérience n'en resterait pas là. Du coup, deux choses devinrent prioritaires : dégouter quelques ressources financières qui permettent à la structure de tourner, et penser la pérennisation de l'activité en ne la faisant pas reposer uniquement sur le bénévolat.

Sur le premier point, avec l'appui déterminant d'un directeur départemental de l'agriculture, dynamique et volontaire, que l'expérience avait séduit, une première subvention permit aux membres de l'équipe de se rembourser les avances faites pour acheter la première caméra et pour financer les consommables des numéros à venir. La même année, une subvention deux fois plus importante avait été votée par le conseil général de la Creuse pour un « projet » de télévision locale départementale (*Télé en Marche*)... qui ne verra jamais le jour ! Cette remarque, non pour fustiger des élus dans leurs priorités, mais davantage pour identifier la manière qui était celle de Télé Millevaches : plutôt que de monter des projets et chercher des financements pour les réaliser, commencer par les expérimenter, et, sur les bilans de l'expérience concrète et éprouvée, demander les subsides nécessaires à sa pérennisation.

Sur le second point (ne pas tout asseoir sur le bénévolat), l'équipe fit le pari suivant. Comme le journal vidéo était entièrement gratuit, qu'il ne rapportait rien et ne faisait que coûter, il fallait trouver en parallèle une activité lucrative qui puisse le financer, ou au moins le cofinancer, l'appel à des subventions publiques apparaissant comme indispensable.

Le petit matériel vidéo que l'équipe avait acquis s'était amélioré dès la seconde année par un passage au format institutionnel U-matic pour le montage (un matériel acheté d'occasion et bon marché grâce à une relation de Bernard Coutaud). Il représentait sur un Plateau, encore très peu équipé en matériel vidéo, un véritable *pool* technique. L'équipe décida de le mettre au service des structures locales contre une participation financière qui, dans son esprit, permettrait de financer un poste de permanent.

Très rapidement en effet, la petite équipe amateur avait amélioré ses performances et, bien qu'étant encore très loin des standards professionnels, elle se sentait d'attaque pour mettre ses compétences sur le marché. L'instance de coordination des personnes âgées du canton de Sornac commanda ainsi un petit film sur les actions qu'elle avait mises en place pour les personnes âgées. Par l'intermédiaire de Charles, le diocèse de Limoges demanda un film plus ambitieux sur le projet du nouveau découpage des paroisses de Creuse. Enfin, le Bureau d'accueil de la Montagne limousine, comme toute nouvelle structure en quête d'identité, passa aussi sa commande, pour se présenter et présenter les différentes structures de développement qu'elle fédérait. Télé Millevaches n'avait pas encore un an que déjà ces prestations lui permettaient de crédibiliser son projet en générant des rentrées financières substantielles qui représentaient sur l'ensemble de son budget une part d'autofinancement.

L'équipe fit le bilan de ces premiers essais (pourtant pas mirobolants, il faut bien le reconnaître – mais on juge avec nos yeux d'aujourd'hui...) et constitua même une petite commission « éthique et commercialisation » – tout le monde a fait ça depuis ! – qui spécifiait quelques règles dans le choix des commanditaires (« Télé Millevaches garde un droit de veto pour les commandes dont le fond ne lui plaît pas. Tout n'est pas acceptable »), comme dans la composition du journal vidéo. C'est ainsi qu'on peut lire dans le compte rendu d'une de ses réunions :

« Télé Millevaches est un outil dans un processus de développement, un moyen d'informations visant à favoriser l'éveil d'une

conscience sur la vie de la région. Dans la manière de traiter l'information, on vise à fournir les éléments de jugement pour garantir la liberté de choix de chacun. Il est nécessaire de s'informer, de se documenter pour recouper l'information, pour éviter toute « naïveté ». Se soucier de la dimension intentionnelle de nos reportages : « qu'est-ce que ce reportage vient faire, veut dire par rapport à nos objectifs ? » Et cette profession de foi déontologique se terminait par cette conclusion sans appel : « La publicité dans le journal n'est donc pas envisageable ».

Le premier salarié de Télé Millevaches fut embauché le 1^{er} janvier 1987. Télé Millevaches n'avait que huit mois d'existence. Lorsque l'équipe s'était mis en recherche, Patrice le berger avait tout de suite parlé de son frère Hervé qui faisait justement du journalisme. On ne chercha pas plus loin et Hervé débarqua à Faux-la-Montagne où il s'installa immédiatement : « J'étais au chômage, je me suis proposé à l'essai bénévolement à la Toussaint 1986. Dans les 24 heures je suivais les moutonniers du Plateau sur le Boul'Mich avec une caméra pour le n° 8. Je n'y connaissais rien, mais Télé Millevaches aussi était à ses débuts et fonctionnait avec du matériel familial. J'agissais par mimétisme, culturellement (ma vie de téléspectateur) et matériellement. Globalement, comme les fondateurs, personne n'était pro. Pour tous, c'était une période de surprise, d'apprentissage. Le journal vidéo se voulait miroir, agitateur d'idées et mieux, moteur d'expansion pour ce petit coin loin de tout. »

Télé Millevaches se sentait pousser des ailes et sentait bien qu'un seul permanent, même bien épaulé par une équipe bénévole dynamique, aurait du mal à porter la réalisation du journal mensuel et les nouvelles activités de prestations vidéo. Les jeunes de Faux qui avaient tous été, pour les garçons, objecteurs de conscience, proposèrent d'embaucher un objecteur qui viendrait faire ses deux années de service civil (en lieu et place de l'année, alors obligatoire, de service militaire) au sein de Télé Millevaches. On adhéra donc à la FNCIVAM, une structure nationale habilitée à recevoir les objec-

teurs, et on fit circuler l'information comme quoi la télévision associative du Plateau recherchait un volontaire intéressé par le projet. C'est ainsi que Didier arriva. Ce sera le premier d'une douzaine d'objecteurs qui se succéderont, et sur lesquels reposera en grande partie la production du journal vidéo, jusqu'au jour où le service national a été supprimé.

Dotée dès sa seconde année d'existence de deux permanents, d'une équipe bénévole enthousiaste et qui commençait à se roder, de matériel semi-professionnel et d'un bon accueil local, Télé Millevaches était sur de bons rails.

Michaël, objecteur de conscience et aujourd'hui journaliste

« Je suis arrivé à Télé Millevaches en tant qu'objecteur en 1996. Il a d'abord fallu s'habituer à vivre dans une commune de 360 habitants, au climat rigoureux (il n'y a pas beaucoup de neige dans ma Vendée natale). Je venais de finir mes études, c'était ma première expérience professionnelle. Télé Millevaches n'avait plus de journaliste, j'ai pris la relève.

J'avais beaucoup entendu parler de la petite télé du Plateau au MRJC, une association très branchée par le développement local dans laquelle je militais. Je savais donc que je n'arrivais pas dans une grande entreprise de presse. Cela me convenait parfaitement, j'étais là pour apprendre la télé et en plus le message à faire passer était en accord avec les idées que je voulais défendre.

Je n'ai pas fait d'école de journalisme, juste quelques cours à la fac, des stages en presse écrite et un à Aqui TV en Dordogne. À Télé Millevaches, j'ai d'abord appris à plier des câbles et à fabriquer des colliers belges. Puis petit à petit j'ai fait des reportages et je suis passé à la présentation. C'est ce qui est génial dans une association, on peut tout faire et c'est très formateur. Mais surtout, il y a quand même à Télé Millevaches

un vrai pro de la télé, Jacques, qui m'a fait comprendre que la télé c'est d'abord raconter des histoires avec des images et que pour ça, il y a des règles à respecter. Et ça, je l'utilise toujours aujourd'hui.

Télé Millevaches, c'est une rencontre avec un territoire et une équipe.

Quand on arrive à Eymoutiers, la route se rétrécit et s'élève, ça commence à beaucoup tourner, ça y est, on est sur le Plateau. C'est assez étonnant, tout autour du Plateau, on a cette impression, il y a comme une espèce de frontière naturelle. Et puis il y a la nature très présente, très verte qui fait que sur le Plateau on se sent toujours un peu plus petit...la nature est reine.

Et puis il y a l'équipe, qui m'a apporté bien au-delà d'une expérience professionnelle. On me disait souvent : « *Pourquoi t'es parti t'enfermer en Limousin ?* » Au contraire ça a été une formidable expérience d'ouverture avec les gens qui font Télé Millevaches d'abord, qui venaient eux aussi de l'extérieur et qui ont fait des choix personnels et professionnels qui étaient loin de ma façon d'envisager mon avenir. C'était donc pour moi un enrichissement certain, voire une remise en question. Et puis il y a les habitants du Plateau que j'ai rencontrés à travers les différents reportages réalisés. À chaque fois, c'est une rencontre, une histoire que l'on raconte ensemble. À Télé Millevaches, c'est toujours l'habitant du Plateau le héros. J'ai vite compris que le Corrèzien, ce n'était pas le Creusois mais qu'ils avaient tous les deux cette même envie de défendre une certaine identité Plateau et que Télé Millevaches était là pour ça.

C'est l'expérience Télé Millevaches qui m'a ensuite permis d'être recruté à la rédaction de I Télé et Canal +. Je crois que le fait de venir d'une télé différente où j'ai appris plusieurs facettes de ce métier et de ne pas sortir d'une école de journalisme où l'on apprend tous à réfléchir de la même manière a séduit les gens qui m'ont recruté. Et puis, le projet de

I Télévision à l'époque, en 1999, était très proche d'une télé de proximité. Ils voulaient une télé de régions où l'on voyait ce qu'il n'y avait pas ailleurs. Arrivant de Télé Millevaches, j'étais à fond dans leur créneau. Depuis malheureusement, I Télé est devenue une chaîne d'infos en continu beaucoup plus classique.

Sur le plan des savoir-faire, tout ce que j'ai appris au contact de Jacques, de Vincent et des autres me sert encore tous les jours, notamment sur tout ce qui est construction de l'image, montage, même si aujourd'hui j'ai beaucoup moins le temps de me poser autant de questions en tournage ou au montage que je ne le faisais à Télé Millevaches. Mon écriture a aussi beaucoup changé, elle s'est un peu formatée, mais il me reste l'envie d'aller au-devant des gens, la rencontre qui fait que, dans ce travail, chaque jour est un enrichissement. Comme je dis souvent, on se couche toujours un peu moins con que l'on ne s'est levé. Cette envie-là, c'est à Télé Millevaches que je l'ai attrapée.

Télé Millevaches s'installe dans la durée

Au fil des années, la petite télé du Plateau va donc tisser sa toile, avançant pas à pas, améliorant peu à peu la qualité technique et rédactionnelle de son travail. Quelques étapes importantes marquèrent le développement du projet. Deux dates au moins méritent d'être retenues : en 1988 l'arrivée de nouveaux permanents va professionnaliser la structure et consolider l'atelier de production de films ; en 1993 la zone couverte par le magazine s'élargit à l'ensemble des 120 communes du plateau de Millevaches et le « journal vidéo » se mue en un « magazine du plateau » plus long et plus ambitieux.

En 1988 la télé avait déjà deux ans. Hervé était là depuis un an, mais venu d'une pratique davantage liée à la presse écrite (à laquelle il

retourna bientôt), il ne trouva guère ses marques dans un média audiovisuel, qui plus est dans la phase foisonnante et constituante qui était alors la sienne – une manière polie de dire qu'elle était légèrement bordélique. D'un commun accord l'équipe et lui décidèrent d'arrêter là leur collaboration en procédant à un licenciement.

À sa naissance, la télé brouette n'avait pas jugé nécessaire de se constituer juridiquement de façon autonome. Ne sachant si l'initiative allait durer ou non, l'équipe s'était structurellement rattachée à l'association Vivre sur le plateau qu'avaient créée les trois jeunes maires de Faux, Peyrelevade et Gentioux – ce dernier en étant le président. À ce titre c'est lui qui devait procéder au licenciement décidé par une équipe sur laquelle il n'avait pas de prise et cela lui coûtait. Ses engagements politiques et syndicaux dressaient des barrières à une telle décision qu'il devait assumer sans l'avoir décidée... L'affaire traîna donc, et pour la première fois depuis sa naissance Télé Millevaches se trouvait en désaccord avec un de ses tuteurs...

L'affaire se compliqua, car l'équipe avait déjà choisi les remplaçants d'Hervé en répondant favorablement à la candidature commune de Catherine et Jacques. La première avait démissionné du BAM après un peu plus d'un an de travail avec des élus qu'il fallait ménager ou approuver et qui n'avaient pas tous la même vision sur la manière de conduire l'association. Après quelques mois de pause elle proposa ses services à la télévision qui voyait dans sa formation en développement local un atout important, malgré son ignorance de la vidéo. Inversement, Jacques qui n'avait jamais totalement délaissé la photo et le cinéma malgré les abeilles et les ruches, apportait sa grande compétence technique et artistique. Le binôme était une chance pour Télé Millevaches et l'équipe était ravie de travailler avec lui.

Mais Pierre Desrozier, maire de Gentioux, était aussi administrateur du BAM. Il se retrouvait à nouveau dans une situation pour le moins inconfortable vis-à-vis de ses pairs du bureau d'accueil, en devant embaucher dans sa télévision, la personne qui leur avait claqué la porte au nez six mois plus tôt. Il fallut toute l'amicale persuasion de

François Chatoux et de Bernard Coutaud pour lui faire admettre qu'il n'avait guère le choix, qu'il devait faire confiance à l'équipe et que, malgré tout, le licenciement et la double embauche étaient les meilleures choses à faire pour permettre à Télé Millevaches de poursuivre sur sa lancée. Contraint et contrit, il accepta de jouer le jeu et signa à contrecœur la lettre de licenciement et le nouveau contrat de travail.

Cet épisode incita l'équipe à précipiter une autonomie juridique qui était inscrite dans ses gènes depuis le début. Quelques mois plus tard, arguant de ses deux années d'existence et estimant avoir fait ses preuves, elle déclara son indépendance en sortant de Vivre sur le plateau et en se constituant en association dont les statuts sagement rédigés donnaient le pouvoir aux seuls membres actifs de la télévision. Pour avoir le droit de vote, il suffisait de participer concrètement et régulièrement à la fabrication du magazine. Une manière explicite et carrée de faire que le pouvoir soit entre les mains de ceux qui faisaient – ou, pour l'avenir, ceux qui feraient – la télévision. L'équipe avait senti et vécu avec l'histoire de l'embauche de Catherine et de Jacques, la tutelle d'un élu pourtant acquis à la philosophie du projet. Mieux valait clarifier les rôles, se séparer « bons amis » que de continuer à danser sur un double pas, et cela pour tout le monde. De fait, dans les années suivantes, les responsabilités importantes que prit Pierre Desrozier au sein de diverses structures ou programmes de développement (la Fédération du Millevaches, les programmes Leader, le Syndicat mixte de Millevaches) validèrent cette option. Chacun était à sa place dans un rôle clair qui permettait à l'élu de soutenir l'association avec constance (malgré quelques heurts inévitables) et à l'équipe de gérer elle-même et sans chaperon sa destinée.

Les manières de fonctionner, de décider, d'entreprendre n'étaient également pas les mêmes. Télé Millevaches a toujours pratiqué une autogestion très horizontale où chacun, bénévole, permanent salarié ou objecteur, avait son mot à dire. Toutes les décisions étaient discutées collectivement et l'équipe avançait d'un pas à peu près

égal dans ses projets et ses réalisations, sans hiérarchie structurelle ou conseil d'administration décisionnaire. Le fossé entre ce type de fonctionnement et celui, plus classique, d'élus – même « atypiques » – ne pouvait à terme que générer des difficultés. Une anecdote illustre cela. Lorsque Anne annonça aux maires que, ça y était, Télé Millevaches avait déposé ses statuts et était formellement créée, la première question qui sortit de leur bouche fut immédiatement :

- Et qui est le président ?

- Il n'y en a pas.

- ... ???

Les maires ne furent pas les seuls interloqués. À la sous-préfecture on renvoya l'objecteur venu déposer les statuts en lui assurant qu'une association sans président était illégale. Coup de fil à l'Administration pour lui expliquer en citant quelques précédents, y compris une association dont les statuts avaient été déposés dans les mêmes services quelques années auparavant : « C'était une erreur. » L'équipe ne désarme pas et revient à la charge. Le sous-préfet fait monter le dossier à la préfecture, qui l'envoie à Paris au ministère. D'où il revient avec l'imprimatur ministériel : « Ils ont raison, la loi de 1901 ne rend pas le président obligatoire » – Il suffisait d'avoir lu les deux pages de la loi, ce qu'à Aubusson manifestement on ne voulait pas faire. Depuis, Télé Millevaches fonctionne très bien – cela va faire 18 ans – sans président.

Un choix qui n'est pourtant pas encore entré dans les mœurs de beaucoup d'élus ou d'observateurs extérieurs souvent empreints d'un grand conformisme, voire d'une franche hostilité face à un tel fonctionnement. On a beau se gargariser de démocratie participative, on n'aime rien tant que les casquettes et les pyramides.

Une télé téléchargée ?

Télé Millevaches avait, sous l'impulsion de Jacques et de Catherine, passé sa deuxième « révolution technologique » (on avait laissé

tomber la vidéo 8 et l'U-matic pour le BVU) et, sept ans après sa naissance, s'apprêtait à vivre la troisième : le passage au Bétacam qui était alors le standard professionnel de toutes les télévisions. L'atelier de films tournait bien et permettait un autofinancement partiel du magazine. Quelques films mémorables sont alors réalisés : sur le fameux monument aux morts pacifiste de Gentioux ou sur l'histoire des maçons de la Creuse. Des relations de partenariat se nouent avec d'autres associations et la qualité des films et des reportages de Télé Millevaches est désormais reconnue et appréciée. Mais si la production d'images s'était sans cesse améliorée, le mode de diffusion, lui, n'avait guère évolué.

En 1993, Télé Millevaches décide alors de mettre en adéquation son nom et son territoire de diffusion. La télé brouette circulait sur douze communes et la formule limitait singulièrement l'élargissement de la zone. Certes les magnétoscopes avaient commencé à se répandre depuis sept ans et il n'était plus toujours nécessaire de transporter d'un lieu de projection à l'autre l'ensemble du matériel. Parfois, seule la cassette faisait le voyage. N'empêche, le système éprouvé de la télé brouette était éprouvant. Que de kilomètres parcourus sur ce plateau où les villages sont souvent espacés d'une bonne dizaine de kilomètres, et que d'heures consacrées aux diffusions ! Le cycle des projections publiques d'un numéro était à peine terminé dans la dernière commune qu'il recommençait illico pour le numéro suivant dans la première. La lourdeur du système, ajouté au fort désir de pouvoir couvrir tout le Plateau, motiva l'équipe à rechercher un nouveau mode de diffusion.

Si « techniquement, tout est possible » (antenne éblouie des administrateurs de la technique), rien n'était moins simple que de trouver pour le plateau de Millevaches le mode de diffusion télévisuel idéal – comprendre : efficient au moindre coût. On n'allait pas s'envoyer un satellite et équiper toutes les télévisions du Plateau de l'antenne idoine, ni câbler toutes les fermes, maisons et hameaux du Millevaches. Quant aux ondes hertziennes, on captait déjà assez mal les trois premières chaînes pour ne pas espérer trouver une petite place avant

toutes celles qui attendaient au portillon que Télé diffusion de France (TDF) puisse leur proposer quelque chose.

En retournant la question dans tous les sens, en parlant avec des amis de Jacques bien au fait de ces questions et eux-mêmes producteurs d'images (les Films du genièvre), et surtout en ne se fiant pas aux prédictions mirobolantes des possibilités qu'offrirait « bientôt, dans quelques années, d'ici quelque temps », telle nouvelle application de la technique, l'équipe en arriva à définir le projet original (c'eût été une première en France) de télévision téléchargée.

L'idée était la suivante. Puisque Télé Millevaches n'aurait jamais ni câble, ni ondes hertziennes à elle, il fallait qu'elle se fasse héberger sur un canal déjà existant, que tous les postes de télévision installés sur le Plateau puissent capter. À l'époque il n'y en avait pas trente-six, il n'y en avait même que trois : TF1, France 2 et France 3. Et encore ! La consultation des cartes de réception de TDF faisait apparaître autour de Faux-la-Montagne une zone blanche où TDF ne garantissait pas la qualité de réception du signal, qu'il provienne de l'émetteur de Guéret, d'Ussel ou de Limoges. Bref, là où était née Télé Millevaches, existait un « trou noir » où aucune chaîne n'était censée arriver...

Dans la réalité les choses n'étaient pas aussi nettes, ce qui explique que les images des trois « grandes » chaînes ne l'étaient elles mêmes pas toujours. De fait, on recevait les programmes nationaux avec une qualité aléatoire en fonction de la météo, mais on les recevait quand même. L'idée était donc de glisser le programme mensuel de Télé Millevaches sur un de ces canaux, celui de France 3 en l'occurrence, la chaîne publique dite des régions.

Télé Saugeais, un concurrent de Télé Millevaches avait réussi en son temps à se dégoter une tranche de quinze minutes le samedi sur FR3 Bourgogne Franche-Comté qui avait intégré dans ses programmes la production de Télé Saugeais. À Télé Millevaches on avait bien songé un temps à une solution de ce type, mais elle aurait eu l'inconvénient majeur d'obliger l'équipe à formater son programme aux desideratas de la chaîne régionale ; de choisir ses sujets

en fonction d'une audience beaucoup plus large (tout le Limousin, plus le Poitou et les Charentes) au risque de modifier sensiblement l'esprit avec lequel avait été conçue Télé Millevaches.

Non, l'idée était d'utiliser France 3 comme le tuyau qui permettrait à chaque habitant du Plateau de recevoir le magazine vidéo directement sur son téléviseur. Contrairement à TF1 et France 2, France 3 n'émettait pas 24 heures sur 24. Télé Millevaches se proposait donc d'envoyer ses programmes au milieu de la nuit, par exemple à deux heures du matin, à un moment où le canal régional était libre. Rien techniquement ne s'y opposait. TDF louait ce canal à France 3 qui en était maître. Si la chaîne régionale en était d'accord Télé Millevaches pouvait y être hébergée sans coût supplémentaire pour la chaîne hôte, si ce n'est les deux heures de présence supplémentaire de l'opérateur chargé une fois par mois de lancer le *Magazine du Plateau* sur les ondes régionales – une peccadille au regard de l'intérêt de l'opération, qui serait bien sûr payée par Télé Millevaches.

Évidemment, l'équipe n'imaginait pas que les habitants se lèveraient à deux heures du mat' pour regarder son programme ! Le projet prévoyait que tous les magnétoscopes du Plateau (ils commençaient à se multiplier à cette époque, y compris chez les particuliers) enregistrent une fois par mois le magazine ainsi expédié par les ondes. On avait même conçu avec une société toulousaine un boîtier spécifique que chacun pouvait intercaler entre son magnétoscope et sa prise péritel, et qui reconnaîtrait le signal de l'émission et déclencherait automatiquement l'enregistrement – avec la même procédure en sens inverse en fin d'émission. Il suffisait au spectateur de laisser cette nuit-là son magnétoscope en veille... avec une cassette vierge dedans.

Pour ceux qui n'étaient pas équipés, Télé Millevaches avait prévu d'acheter une centaine de magnétoscopes et de les implanter un peu partout sur le Plateau, chez des gens ou auprès de structures variées qui joueraient le rôle de relais de diffusion en prêtant ensuite la cassette autour d'eux ou en mettant à disposition le matériel pour une diffusion collective.

Bref, comme chaque matin on regarde ce que le facteur a déposé dans la boîte aux lettres, les spectateurs iraient chaque premier jeudi du mois regarder ce que la fée hertzienne leur aurait apporté dans la nuit : « Tiens, l'émission de Télé Millevaches est arrivée, branche donc le magnéto. »

Télé Millevaches rêvait.

Bien sûr que tout cela était techniquement un jeu d'enfant. C'était tout à fait intelligent : on utilisait un outil existant et disponible, l'investissement était réduit à cent magnétoscopes et cent « boîtiers déclencheurs », il n'y avait pas de surcoût dans l'utilisation du canal pour France 3 qui aurait même pu se targuer à bon compte de « communication citoyenne », de « télévision participative » ou d'« innovation communicationnelle » – les conseillers de la chaîne auraient su trouver les mots qu'il fallait.

C'était compter sans les hommes, le poids des habitudes et l'absolu désintérêt de France 3 comme de son autorité de tutelle pour un projet de ce genre. Quoi ? De simples habitants qui veulent faire de la télé et qui ont même le toupet de venir à l'assaut d'un canal public (eh oui : public, justement)... Mais pour arriver à cette conclusion il fallut lanterner deux ans.

Les premiers contacts n'avaient certes pas été enthousiastes, mais personne n'avait fermé la porte. Un petit jeu de ping-pong allait trimpler l'équipe de TDF à France 3, de France 3 au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), du CSA au ministère de la Communication.

TDF, qui assurait le transport de l'image sur les ondes, renvoyait à France 3 qui était l'usager exclusif de son canal et donc seul maître à bord pour décider de ce qu'il était possible d'y faire, y compris à deux heures du matin une fois par mois. France 3 Limoges ne pouvait prendre aucune décision sans l'accord préalable du national. À Paris la chaîne publique lâchait un « pourquoi pas », sous couvert d'un aval du CSA. Au CSA on ne se donnait pas le droit de trancher une question qui relevait de la politique de la chaîne nationale et l'on invitait Télé Millevaches à s'adresser à l'autorité de tutelle de France 3, en

l'occurrence le ministère de la Communication. Au ministère un premier rendez-vous annulé, puis reporté, se terminait finalement par le retour à la case départ : c'était à France 3 de décider...

À vrai dire, c'était là, dans les locaux de la station régionale, à Limoges, que l'on avait senti dès le départ le moins d'intérêt pour l'affaire. Le directeur de l'époque, chevalière au doigt et gros cigare au bec, jouait au (petit) patron de presse qui régent son monde sans audace ni imagination – et que l'arrivée inopinée du projet de Télé Millevaches emmerdait souverainement. Sa première réaction fut un commentaire cynique et méprisant – mais avec toutes les formes et la politesse que requéraient ses « hautes » fonctions. « Ce genre de dossier, avait-il dit, aurait beaucoup excité certains de mes prédécesseurs... » Entendez les quelques aventuriers qui, après 1981, avaient imaginé pouvoir transformer la télévision. En 1992, date de ce premier contact, la télévision s'était, comme beaucoup d'autres choses, rendue à la raison raisonnable de la force des choses et de la puissance de l'audimat... Et notre fat directeur de mettre en avant entre sourires appuyés et clins d'œil salaces quelques obstacles imaginaires à son appui : « Il nous faudrait contrôler vos images... Imaginez que vous décidiez de diffuser des films pornographiques... » (rire gras), ou, plus sérieux et faussement naïf : « Il ne faudrait pas que nous soyons ensuite bloqués et que nous ne puissions pas émettre 24 heures sur 24 si nous le voulions un jour. » Bref France 3 Limoges jouait la montre et la date que Télé Millevaches s'était donnée pour passer à l'action (juin 1993) approchait à grands pas sans que rien ne soit encore décidé.

Car, pendant toutes ces tractations, l'équipe peaufinait son changement d'échelle. Les quelque 120 communes du Plateau avaient été contactées. Les relais de diffusion qui seraient équipés des cent magnétoscopes étaient trouvés. Les financements qui permettraient cette mue (multiplication par dix du nombre de communes touchées grâce au téléchargement) étaient activement rassemblés. Du côté de Télé Millevaches tout avançait si bien que, quelques jours avant un énième rendez-vous dans les locaux de France 3

Limoges, le présentateur de la chaîne annonçait (un peu prématurément) que Télé Millevaches émettrait prochainement la nuit sur la fréquence régionale... C'était sans compter l'avis de sa direction qui tempéra bien vite cet optimisme, à tel point que l'équipe de Télé Millevaches décida de lancer sa nouvelle formule sans attendre que le projet de téléchargement ne devienne opérationnel. En juin 1993, le nouveau « Magazine du Plateau » qui pour l'occasion redémarrait sa numérotation à zéro, sortait, et, pour la première fois dans l'histoire de la télévision, couvrait désormais tout le plateau de Millevaches.

À défaut, la télé postale

Mais passer de 12 à 120 communes n'allait pas de soi, surtout sans l'appui technique d'une télédiffusion hertzienne nocturne et téléchargée. Il était bien sûr hors de question de rééditer l'exploit de la télé brouette mobile sur un territoire dix fois plus grand que celui sur lequel il avait fonctionné pendant sept ans. Dans l'attente d'un déblocage, que l'équipe espérait imminent du côté de France 3, il fallut innover. On inventa donc la télé postale.

Après tout, à défaut de transporter ses images par les ondes, Télé Millevaches pouvait très bien les faire circuler, sur cassette toujours, par la Poste. On s'équipa donc d'une batterie de 30 magnétoscopes raccordés qui, après la réalisation de chaque émission mensuelle, recopiaient par fournées de trente, quelque 250 cassettes qu'on expédiait dans la semaine aux 120 mairies du Plateau et à un peu plus d'une centaine de relais de diffusion. Ceux-ci et celles-là se chargeaient ensuite d'organiser des projections publiques et/ou de prêter la cassette aux habitants du lieu qui pouvaient les visionner tranquillement chez eux. Le système était proportionnellement moins lourd que celui de la brouette, mais il demeurait coûteux et fastidieux. Il fallait copier les cassettes, les jaquetter et les mettre dans leur boîtier, enfin les glisser sous enveloppe pour les expédier. Duplication, manipulation et envoi postal, tout cela revenait relati-

vement cher et augmentait d'autant les coûts de fonctionnement de la structure. Si seulement le téléchargement avait pu se mettre en place : adieu cassettes, enveloppes, timbres et tampons ! Une simple pression sur un bouton dans les studios de Limoges et encore plus de cassettes auraient pu s'enregistrer aux quatre coins du Plateau, à bien moindres frais et sans tout ce temps de gestion en expéditions qui mobilisait l'équipe pendant trois à quatre jours chaque mois.

Mais si techniquement tout est possible, politiquement rien ne devait être plus compliqué que de louer douze heures par an un canal public inoccupé à Télé Millevaches.

Les négociations pour rendre opérationnel le téléchargement continuaient cependant vaille que vaille. Alors que le 19 juin 1993 le n° 1 de la nouvelle formule désormais baptisée « le Magazine du Plateau » sortait, tout semblait bloqué du côté de France 3. Vacances obligent, il fallut attendre le mois d'octobre (et la sortie du n° 3 du magazine) pour obtenir un nouveau rendez-vous avec le directeur de la chaîne régionale. Mais la veille, celui-ci était annulé et reporté un mois plus tard (sortie du n° 4 du *Magazine du Plateau*). C'était pour s'entendre dire que France 3 ne ferait rien sans un engagement clair et écrit du CSA ou du ministère de la Communication. La tournée des bureaux et des ministères était relancée dans cette course de lenteur interminable qui ressemblait de plus en plus à une dérobade. Le temps de reprendre tous les contacts, de renvoyer des dossiers – car dans ce genre d'administration le turn-over est grand et c'était de nouveaux interlocuteurs qui répondaient à l'équipe – il fallut attendre six bons mois pour obtenir un rendez-vous au ministère de la Communication auprès d'un chargé de mission d'Alain Carignon (nous sommes en juillet 1994 : c'est le n° 12 du magazine qui circulait alors sur le Plateau).

Comble de malchance, la veille du rendez-vous le ministre emberlificoté dans une procédure judiciaire démissionnait et tous les rendez-vous de son cabinet étaient annulés *sine die*. Le temps de savoir que ses attributions étaient transférées auprès du ministre du Budget, un certain Nicolas Sarkozy, que la chaîne des contacts puis-

se être renouée, de nouvelles personnes informées, la rencontre abruptement annulée était repoussée au 30 novembre (sortie du n° 15 du *Magazine du Plateau*). Celle-ci était encore repoussée au 2 décembre où un membre de l'équipe put se rendre enfin à Bercy pour rencontrer un chargé de mission... qui ne vint pas ! Le ministre en déplacement en province l'avait retenu à ses côtés. Le rendez-vous put tout de même être organisé tant bien que mal quatre jours plus tard. Télé Millevaches en était alors au seizième numéro de son magazine.

Le conseiller écouta attentivement – il semblait découvrir de quoi il s'agissait – et promit d'écrire à Mme Alduy, alors directrice de France 3, pour qu'elle mène la suite des négociations. L'affaire se solda effectivement par une lettre de la directrice générale de France 3 qui proposait à Télé Millevaches de louer, le samedi matin, dans une émission de communication institutionnelle où de grosses entreprises se faisaient de la publicité rédactionnelle, un espace de 15 minutes aux tarifs en vigueur qui mettait la minute de diffusion à un coût astronomique.

Bref, personne n'avait rien compris – ou plutôt si : tout le monde avait pigé qu'une petite association de rien du tout s'était mis dans la tête de vouloir jouer dans la cour des grands. La réponse complètement décalée de la direction de France 3 était une forme de fin de non-recevoir. Une porte définitivement claquée au nez de Télé Millevaches.

Elle signait du coup la pérennité de la « télé postale » qui perdurera jusqu'aux vingt ans de la télévision : « Une télé de pays diffusée par le facteur ! », comme le titrait un jour un quotidien régional¹⁷ ou, comme l'écrivaient, éblouis, les auteurs du vénérable *Guide bleu* consacré au Limousin : une « remarquable adaptation aux contraintes des espaces peu peuplés¹⁸ » et, serions-nous tentés

17. *La Montagne*, 6 avril 2000.

18. *Guide bleu Limousin*, sous la direction de Pierre Mazataud, géographe, Éditions Hachette, 1997, p. 489.

d'ajouter aux esprits obtus des petits barons de la communication télévisuelle...

La fortune du *Magazine du Plateau*

Si l'invention d'un nouveau mode de diffusion se solda par un échec, l'élargissement de la zone couverte par Télé Millevaches et le lancement de son nouveau « magazine du plateau » furent heureusement couronnés de succès. Sans doute cela aurait été rendu plus facile, touché plus de gens et eu un impact plus grand si le projet de téléchargement avait pu se faire comme prévu. Mais on fait avec ce qu'on a – ou plutôt ce qu'on n'a pas.

Télé Millevaches lança donc sa nouvelle formule sept ans après sa naissance et, de ce jour, elle devint véritablement la télévision du plateau de Millevaches. Cette étape dans son histoire se marquait dans le contenu même du magazine qui allongeait considérablement sa durée, passant de 40 minutes à presque deux heures d'émission constituée d'un journal, assez proche de ce qui existait auparavant, d'un débat d'une heure autour d'un thème important et d'un magazine ou d'un documentaire qui clôturait chaque numéro. La formule évoluera par la suite en une émission plus ramassée et plus dynamique qui durera entre une heure et une heure vingt – temps moyen d'un numéro du *Magazine du Plateau* depuis.

Le premier numéro s'ouvrait par une sorte d'éditorial manifeste dans lequel l'équipe, par la bouche de Michel (qui devint le présentateur attitré des premières années du Magazine), exprimait la ligne directrice de son projet. On voyait Michel perdu au milieu des arbres et de hautes herbes au bord d'une rivière, un endroit inaccessible qui avait pourtant été judicieusement sélectionné :

« Pour ouvrir ce premier numéro du nouveau magazine de Télé Millevaches nous avons choisi un lieu symbolique entre tous, vous ne le connaissez certainement pas, pourtant, il est inscrit sur toutes les cartes. Nous sommes ici sur le Plateau au cœur du Limousin, mais ni en Corrèze, ni en Creuse, ni en Haute-Vienne. Énigme ? Vous

l'avez deviné nous sommes au point de jonction des limites des trois départements, autant dire sur le Plateau par excellence, un Plateau qui fait fi des limites administratives. Et sur ce Plateau, ça bouge. Cela ne veut pas dire que tout est rose, que tout est beau, qu'il n'y a pas de problèmes, mais – et c'est ce dont nous voulons que Télé Millevaches témoigne – ce pays n'est pas mort ; il vit, il respire, il invente. Et contrairement à ce que l'on entend dire parfois, il s'y passe beaucoup de choses et la désertification n'est sûrement pas une fatalité. C'est cela que chaque mois pendant deux heures nous essayerons à Télé Millevaches de prouver, images à l'appui. »

On retrouve dans cette harangue tout ce qui caractérisait déjà Télé Millevaches à sa naissance et que professait Charles Rousseau qui était mort depuis cinq ans déjà lorsque ce texte fut écrit.

Le choix du lieu soulignait l'identité commune d'un territoire pourtant éclaté sur trois départements en privilégiant l'unité territoriale face aux héritages administratifs de l'histoire (un héritage qui pèse encore lourd et qui retardera plus tard la mise en place d'un parc naturel régional lorsque chaque département bornera son horizon aux frontières arbitraires léguées par la Révolution pour instituer des « pays » à l'identité et à la cohérence parfois plus que douteuses).

L'endroit avait aussi été choisi comme un clin d'œil pour dire aux spectateurs que Télé Millevaches montrerait ce que ses habitants ne voyaient pas forcément : ce lieu « vous ne le connaissez certainement pas, pourtant il est inscrit sur toutes les cartes ». Itou des multiples initiatives qui pullulaient sur le territoire : vous ne les connaissez pas forcément, vous croyez vivre dans un pays agonisant, nous, nous allons vous montrer et vous prouver le contraire !

Un bémol était bien sûr apporté : « Cela ne veut pas dire que tout est rose », et ce premier magazine commençait du reste par un reportage intitulé « Crocq, ville morte ? » qui relatait la fermeture d'une entreprise et la déprise industrielle de ce petit bourg creusois – un choix qui ne fut pas du goût de tous les élus qui auraient préféré ne pas voir évoquer dans Télé Millevaches trop de choses désagréables. Mais cette réalité-là aussi était celle d'un Plateau qui demeurerait et

demeure encore aujourd'hui fragile. L'aborder était une autre façon de poser les mêmes questions quant à ses perspectives d'avenir et de développement.

Mais surtout c'est « ce qui vit, ce qui respire, ce qui invente » qui faisait l'essentiel du magazine et constitue encore l'armature principale des choix rédactionnels de la télévision. Lorsqu'il étudia la réception du *Magazine du Plateau* deux ans après son lancement, le sociologue Guy Pineau constatait que les reportages pouvaient être regroupés autour de trois axes principaux :

- L'actualité, avec des thèmes tels que le projet de parc naturel régional, l'inauguration de l'espace Rebeyrolle d'Eymoutiers ou la polémique sur un reboisement abusif autour du lac de Vassivière.

- Les enjeux de développement local avec des sujets concernant le réseau ferroviaire régional, des métiers et des services sur le Plateau (coiffeuse à domicile par exemple), la valorisation des ressources locales.

C'est surtout dans ces deux premières catégories qu'on pouvait trouver les sujets présentant des initiatives originales, individuelles ou collectives, qui prouvaient la vitalité associative, citoyenne, culturelle, sociale et même parfois économique du plateau de Millevaches.

- La mémoire et l'identité locales, en particulier à travers des portraits de personnages locaux : le maire sourcier, les frères sculpteurs... Ou, pour le premier numéro, un bel hommage à Marcelle Delpastre conçu par un réalisateur extérieur à l'équipe.

Un magazine parmi les autres

Pour rendre compte de ce que peut être le *Magazine du Plateau*, voici le sommaire du n° 130 d'octobre 2005.

La félis est née

À Felletin, la première bière du Plateau a fait ses premières bulles. Buvons à la santé de ses parents : Alessio et Rebecca.

Le festival fait ses comptes

Deux mois après le festival du conte de Vassivière, retour sur une manifestation aux parfums des îles.

« *Chemin faisant* »

Depuis six mois, le camion jaune de Tifenn et Frédéric sillonne la France à la rencontre des producteurs. Le résultat de ce périple : une véritable réflexion sur l'agriculture d'aujourd'hui et sur notre relation à la terre nourricière.

La rubrique littéraire

Ce mois-ci, Lionel Rousset de la librairie *Vivre d'art* à Meymac, nous propose de découvrir son dernier coup de cœur littéraire.

Les brèves

Où il est question d'une rencontre avec une jeune association naturaliste : le Pic noir et de l'avancée des travaux concernant l'arrivée du haut-débit sur le Plateau.



Jaquette des K7 VHS du Magazine du Plateau n° 130, octobre 2005.

L'enquête du sociologue montrait que le magazine était perçu, selon les mots d'un des spectateurs qu'il était allé interviewer comme « un outil de développement, soucieux d'écologie, source d'information. Il constitue un instrument de solidarité. C'est une philosophie de vie, un état d'esprit ¹⁹ ».

Dans son contenu le magazine entendait tracer le portrait positif d'une région dans laquelle ses réalisateurs, permanents ou bénévoles, vivaient. Et cette double casquette, habitants du lieu et « journalistes amateurs », induisait un regard, une sympathie, une approche sensible qui était loin de la distance soi-disant objective des journalistes professionnels. Peut-être qu'au contraire le fait de bien connaître le territoire et ses enjeux était un gage de qualité dans le travail réalisé, un travail – on ne le constatait que trop lorsqu'une caméra ou un micro venus d'ailleurs se penchaient sur Télé Millevaches avec sa cohorte de clichés, d'images toutes faites et de poncifs sur le rural – peut-être plus proche, de ce fait, de la réalité des choses et des gens.

Sociologisons un peu

C'est du moins ce qui ressortait de l'enquête que l'association avait commandée à l'Institut national de l'audiovisuel pour évaluer après deux ans de *Magazine du Plateau* (et déjà dix ans d'existence) l'impact de son action. Les spectateurs partageaient en règle générale la vision du pays qui était proposée par l'équipe de Télé Millevaches et le sociologue parlait même d'un « lien d'amour » entre la télévision, le pays et ses habitants : « Pour la majorité de ses spectateurs, le magazine représente un élément important de la vie du Plateau. Il est d'abord un lien, un moyen de voir le Plateau et ses habitants dans son ensemble : « le pays et les hommes. » Ce lien est affectif, les mots disant l'amour du pays sont fréquents. C'est aussi le moyen

19. Extrait de l'étude réalisée par Guy Pineau, *Télé Millevaches, le Magazine du Plateau*, Institut national de l'audiovisuel, Paris, avril 1996, pp. 68 et 69.

de communiquer (communier) avec ses habitants à travers différents thèmes qui touchent à toutes les préoccupations et activités humaines. C'est, à la fois, un miroir qui parle de sa commune, de ses alentours et qui regarde ailleurs sur le Plateau et même, quelquefois, au-delà. Il peut être source de plaisir et d'intérêt, attendu comme un rendez-vous par ses deux mille cinq cents spectateurs réguliers²⁰. »

Cet attachement et cette reconnaissance s'expliquent selon une géographe qui étudia assez finement le plateau de Millevaches dans la seconde partie des années quatre-vingt dix, par le fait que la télévision était en fait l'un des rares vecteurs d'unité et d'identité du territoire. À ses yeux, « le Plateau semble souffrir du manque de tout ce qui fait un pays : absence d'unité, identité très peu perceptible, inexistence d'un comportement social commun (...). Faute d'unité socioculturelle perçue, le plateau de Millevaches ne suscite pas de patrimoine identitaire commun à tous ses occupants ». Et elle terminait en disant : « À l'exception notable de Télé Millevaches, le Plateau ne dispose d'aucun élément susceptible de susciter la mise en valeur d'une identité commune²¹. »

Cette caractéristique avait déjà été perçue dès les premières années de la télé brouette par une sociologue qui avait travaillé sur le Millevaches dans les années soixante-dix. Parlant des premières réalisations de Télé Millevaches, elle relevait certains sujets concernant des événements qui ont marqué le territoire comme la construction des barrages ou des chemins de fer : « Ces films sont élaborés avec des documents photographiques, des cartes postales et des commentaires d'hommes du pays qui ont participé à ces ouvrages. Ils rappellent aux habitants de ce territoire leur capacité

20. Guy Pineau, *Télé Millevaches, le Magazine du Plateau*, Institut National de l'audiovisuel, Paris, avril 1996, p. 66.

21. Agnès Bonnaud, *Autonomie locale et développement de pays de quatre plateaux dans le Massif Central (les monts de Lacaune, le Millevaches, l'Aubrac, le Larzac)*, Thèse de doctorat, Institut français d'urbanisme (Université Paris VIII), 1998, p. 138.

professionnelle et leur mémoire collective. Ils identifient les jeunes qui n'ont pas le souvenir de cette œuvre commune et de cette époque. Ce processus d'identification par le rappel des constructions collectives reconforte les vieux et donne une mémoire aux jeunes installés venus d'ailleurs. » Elle concluait en affirmant que « l'influence d'identification de la télé brouette du Millevaches, faite avec peu de moyens (entretiens sur la mémoire collective et expérimentations socio-économiques nouvelles), est considérable. Les séances, village par village, une fois par mois, regroupent des classes d'âges, les autochtones et les nouveaux venus, et redonnent une perspective d'avenir à un pays qui "se mourait" ». En renvoyant ainsi une image valorisée et valorisante des habitants, Télé Millevaches les aidait selon elle à « concevoir les clivages politiques et sociaux comme des éléments dynamisants de l'avenir du pays²². »

Beaucoup plus tard, un observateur du territoire, auteur de beaux livres sur le Limousin, et le Plateau en particulier, valide l'analyse en faisant de Télé Millevaches l'archétype du dynamisme local : « Il demeure une caractéristique qui est, somme toute, la constante ancestrale dans l'histoire de cette contrée : un acharnement à y vivre et à y travailler envers et contre l'âpreté du lieu. Le Plateau est riche d'initiatives agricoles, artisanales et même industrielles, qui perpétuent cette volonté. Ce n'est pas ici le lieu de les énumérer, ce serait un peu hors-sujet. Mais on peut en citer une qui, d'une certaine manière, les résume toutes : Télé Millevaches, télévision associative, créée en 1986, dont l'atelier de production réalise un magazine mensuel d'actualités régionales, dont les sujets sont en large part constitués par ces initiatives économiques locales²³. »

22. Michèle Salmona, *Souffrances et Résistances des paysans français*, L'Harmattan, Paris, 1994, pp. 174 et 175.

23. Georges Chatain, *Un printemps sur Millevaches*, Éditions Culture et Patrimoine en Limousin, Limoges, 2004, p. 147.

Une télé de pays

Ces remarques issues des travaux de sociologues, géographes ou journalistes, disent en fait ce que Télé Millevaches est : une télévision de pays, c'est-à-dire un média qui ne trouve sa légitimité et sa raison d'être que dans l'identification qu'il a avec son territoire. Le fait que près des deux tiers des communes du Plateau ont soutenu financièrement l'expérience, que chaque numéro soit regardé via les cassettes par environ 2 500 spectateurs réguliers, que le magazine soit connu par la très grosse majorité de la population même lorsqu'il n'est regardé qu'occasionnellement, et qu'au final Télé Millevaches soit devenue aux yeux de beaucoup, sur le territoire et hors de lui, le symbole d'un pays vivant qui innove et invente, prouve que sur ce point le pari initial a été tenu. Comme le disait une spectatrice qui connaissait bien le fondateur de l'aventure : « Charles Rousseau, quelque part, doit être content ! »

Ce n'est pas un hasard si l'équipe se retrouva dès l'origine en accointance avec d'autres initiatives du même genre qui germaient ailleurs en France en même temps qu'elle. Il y avait l'expérience pionnière de Télé Saugeais dans le Jura qui roulait déjà sa vidéo brouette depuis 1978. Dans le Beaufortain, une association d'animation se lançait elle aussi dans une expérience similaire. D'autres équipes, en Bretagne (Trégor vidéo), dans la vallée du Buech dans les Hautes-Alpes (Télé Gazette) développaient des projets plus ou moins semblables. 1986, année de naissance de Télé Millevaches fut du reste aussi l'année de naissance de ce qui allait devenir la Fédération nationale des vidéos de pays et de quartiers (FNVDQP) à laquelle adhéra immédiatement Télé Millevaches. Les « Védépécé » devinrent dès lors pour Télé Millevaches le réseau de référence et de proximité dans ses valeurs comme dans ses pratiques. Elle signa la charte commune qui disait quelle télévision ces initiatives défendaient, et quelle part elles voulaient qu'y prennent les spectateurs. Défendant une vision participative de la télévision, nouant des liens entre ce qui se passait en la matière dans les campagnes comme dans les quartiers (Canal Nord à Amiens par exemple a été un des

piliers de la fédération) et privilégiant une télé citoyenne et appropriée par les habitants plus qu'une télévision « neutre » et professionnelle.

La charte des VDPQ

Adhérente de la Fédération nationale des vidéos des pays et des quartiers, Télé Millevaches est signataire de sa charte qui définit les orientations générales dans lesquelles elle se reconnaît.

Face au développement des médias audiovisuels, la Fédération des vidéos des pays et des quartiers entend faire reconnaître son identité et ses spécificités. Elle se situe en dehors des circuits commerciaux qui ont pour but essentiel de faire de l'audience et du profit. Afin de préserver une ligne de conduite envers ses adhérents actuels et futurs, il est demandé à chaque structure de s'engager sur une charte. Les différents points présentés dans cette dernière sont aussi pour notre Fédération l'occasion de montrer qu'il existe un espace de communication différent des grands médias nationaux et de se faire reconnaître auprès des différentes instances (ministères, CSA, collectivités territoriales...).

Communauté d'appartenance

La définition du territoire comprise sous l'appellation de pays et de quartiers fait partie intégrante du projet de la Fédération. Elle correspond soit à une cité, à un canton, à un immeuble, à une ville, soit encore à une communauté culturelle ou ethnique.

Projet social

Les structures adhérentes au sein de la Fédération poursuivent un but autre que commercial. Il peut s'agir de participer

au développement local, d'animation, de sensibilisation des habitants, de leur mobilisation sur tel aspect de la vie quotidienne, de l'expression de revendications, de l'affirmation des identités.

Indépendance

Les structures adhérentes à la Fédération des vidéos des pays et des quartiers se placent en dehors de tout clientélisme. Elles sont avant tout indépendantes, ne sont ni confessionnelles, ni politiques. Mais elles se préoccupent surtout des choses de la cité.

Démocratie

L'un des objectifs primordiaux des structures adhérentes est le souci d'une démocratisation de l'expression audiovisuelle locale. Il faut pour cela, mettre la télévision et la vidéo au service de la démocratie, de la liberté et de l'égalité des droits. Il faut promouvoir la démocratie d'accès aux technologies de la communication.

Entre les chartes qu'on signe, les objectifs qu'on se donne, les espoirs qu'on met dans un outil comme Télé Millevaches, et la réalité des choses, il existe souvent des écarts. La petite télé du Plateau n'échappe pas à la règle.

Dans l'enquête menée pour ses dix ans (1996), l'auteur relevait quelques critiques : « Une minorité formule des critiques et il apparaît que le magazine ne répond plus aux attentes de certains de ses spectateurs. Il s'éloignerait de l'idée que ceux-ci s'en font. Le magazine peut alors être considéré comme ne satisfaisant pas tous les espoirs mis en lui : il est trop consensuel, pas assez partisan ²⁴... »

24. Guy Pineau, *Télé Millevaches, le Magazine du Plateau*, Institut National de l'audiovisuel, Paris, avril 1996, p. 66.

Alors que 75 % des personnes interrogées (sur 236 ayant rempli un questionnaire détaillé) considéraient le travail de Télé Millevaches comme objectif, 10 % lui reprochaient de ne pas prendre assez parti et 9 % au contraire le jugeaient trop partisan. Au sein de l'équipe la tendance était plutôt à avaliser l'avis de ceux qui reprochaient à Télé Millevaches d'être trop neutre. En cherchant à représenter un pays en devenir et à poser des questions sur les grands enjeux d'un territoire sur lequel la population est peu nombreuse, Télé Millevaches avait sans doute tendance à conforter les lignes de convergence plutôt qu'à exciter les points de discorde.

Pourtant, lorsqu'elle prenait ouvertement parti pour la création d'un parc naturel régional à un moment où même les élus qui le portèrent ensuite ne le défendaient pas encore ; en montrant comment l'établissement d'un lieu de culte musulman dans une commune corrézienne avait contribué à l'apaisement de passions qui, au même moment, s'exacerbaient dans une commune creusoise ; en présentant sous un jour favorable des initiatives écologiques, Télé Millevaches ne faisait pas toujours l'unanimité. Le sociologue recueillait ces reproches : « *Il est trop partisan, trop proche des idées écologiques* » (un technicien de Lestards en Corrèze) ; « *Il est trop partisan ; pour le débat sur le parc naturel, pour le débat qui a eu lieu au sujet des Turcs* » (un agriculteur de Mansat la Courrière) ; « *On entend toujours un seul son de cloche* » (un cadre supérieur à Faux-la-Montagne), etc.

Après avoir été taxée dans ses débuts de « télé des curés », Télé Millevaches était perçue ici ou là comme la télé des écolos, des néoruraux, voire, auprès de l'esprit chagrin de quelques élus retardataires, comme la télé des gauchistes... On lui reprochait aussi d'être un peu « *trop intello* ».

Pourtant, au sein de l'équipe on était plus sensible à l'autre son de cloche qui émanait d'une partie des spectateurs enquêtés : « *Il ne prend pas assez parti dans les débats, dans certains reportages, dans le ton de l'ensemble du magazine* » (un artisan de Bugeat) ; « *La plupart des reportages se contentent de relater des situations ou des événements sans se positionner. Je souhaiterais une télévision qui suscite des*

expressions, des confrontations, qui fasse bouger des choses et des gens, qui pose les problèmes (y compris les problèmes « gênants ») et qui ne se « débine » pas sous couvert d'objectivité pour se positionner clairement sur le type de développement qu'elle souhaite promouvoir pour le Plateau » (une intermittente du spectacle d'un village de Creuse)²⁵. L'équipe a toujours cherché un équilibre qu'elle juge juste et pertinent, entre une télévision qui ne soit pas neutre, sans être pour autant une télé militante, et une télévision qui rassemble une population forcément disparate autour d'un projet de territoire. Même lorsque certains de ses membres s'engagent personnellement sur certaines positions, Télé Millevaches fait preuve d'une relative retenue qui, si elle ne dissimule pas les penchants de la télévision, laisse s'exprimer une assez large palette d'opinions. Télévision du pays plutôt que télévision d'un seul parti pris, elle veut refléter la diversité d'un territoire. Télévision miroir, donc, mais qui choisit de montrer ce qu'elle pense devoir être valorisé, plutôt que ce qu'elle pense ne pas valoir le coup, avec l'exigence d'éviter les discours trop simples et de parier sur l'honnêteté et le sens critique de ses invités et spectateurs.

L'image du pays qui émane des centaines de reportages n'est pourtant pas neutre. Sans slogan ni discours asséné il est clair que le positionnement de la télévision va plutôt vers le soutien aux démarches associatives et collectives que vers les initiatives individuelles dans lesquelles l'intérêt général est moins pris en compte. Cependant elle n'ignore pas les projets de développement plus institutionnels et la place qu'elle a accordée à l'interminable projet de parc naturel régional, à la naissance de structures de développement comme en leur temps la Fédération du Millevaches ou le Bureau d'accueil de la Montagne limousine, montre qu'elle n'a jamais voulu se situer en opposition avec les projets soutenus par des élus... même si c'était parfois pour regretter leur manque d'envergure ou leurs contradictions.

25. Tous ces commentaires de spectateurs sont extraits de l'enquête de Guy Pineau déjà citée (ici pp. 57 et 58).

Une chose est sûre, c'est que Télé Millevaches n'a jamais été perçue comme une télévision comme les autres. On sait ici que ceux qui la font vivre sont des habitants du Plateau – et pour certains de longue date maintenant ! On sait qu'ils sont aussi actifs dans d'autres associations, sur d'autres secteurs de la vie du Plateau ; on reconnaît la persévérance de l'équipe et sa fidélité aux objectifs qu'elle a toujours défendus ; implicitement au moins, on est bien obligé de valider le fait qu'elle est, pour le territoire, une image de marque que bien peu d'autres espaces peuvent afficher, et que, pour tout dire, beaucoup lui envie.

On sait aussi que cette télévision, jugée parfois un peu trop « consensuelle », est ressentie comme un média particulier, pas fabriqué par des journalistes professionnels mais d'abord et avant tout par des habitants du Millevaches. C'est sans doute cette démarche originale qui marque le plus les esprits. Et ce n'est certainement pas un hasard si, au lendemain d'un article sur Télé Millevaches paru dans le *Nouvel Observateur* en 1995, l'équipe recevait une lettre enthousiaste et pleine d'encouragements de Georges Guingouin, le héros de la résistance limousine ! Si, la même année, pour l'inauguration du musée qui lui est consacré à Eymoutiers, le peintre rebelle Paul Rebeyrolle accorde une longue interview à Télé Millevaches... juste après avoir renvoyé France 3 sur les roses... Si cinq ans plus tard, Raoul Sangla, pionnier (déçu) de la télévision publique vient encourager l'équipe et travailler une semaine avec elle pour l'aider à mieux s'affirmer comme – ce sont ses mots – « la télé qui se mêle de ceux qui la regardent ».

Mais, même hors ces prestigieux patronages, Télé Millevaches est vue par beaucoup comme quelque chose qui ressemble, un peu, à ce qu'on rêverait que soit davantage la télévision : « Une télé miroir, une télé porte-voix, sans tambour ni trompettes, avec seulement un petit micro-cravate caché sous une boutonnière²⁶. » « Une télé qui

26. Transcription d'une analyse proposée lors des 11^e Rencontres audiovisuelles des régions sud à Orthez en avril 1992, par un des organisateurs après une projection de Télé Millevaches.

montre des gens qui font, des gens qui sont, ceux d'à côté qu'on connaît mal et se présentent pour l'occasion en disant : « Je m'appelle. » Un reflet de la vie. Une télévision idéale, en somme ²⁷. »

Trouver les bonnes manières...

Au fil des années, Télé Millevaches s'est sans cesse questionnée sur ce qu'elle faisait et comment elle le faisait. Jacques, qui y travaille depuis 1988, raconte.

« Le premier contact que j'ai eu avec des images de télévision « différentes », c'était à Avignon pendant l'été 1968. Roger Louis (*5 colonnes à la une*) venait comme nombre de ses collègues de se faire proprement virer de la télévision d'État, seule à officier à cette époque, et travaillait à stimuler de multiples initiatives de « contre-télévision ».

Pendant le festival, un téléviseur installé sur le toit d'une voiture diffusait l'interview de ceux à qui nous avons demandé un avis quelques minutes auparavant dans un autre quartier de la ville. Entendre une autre parole que la parole officielle dans les « étranges lucarnes » paraissait si extraordinaire que des attroupements considérables se formaient. Voir sa propre image sur un écran de télévision avait quelque chose de révolutionnaire et de quasi magique.

Je ne pensais bien sûr plus à tout cela lorsque une quinzaine d'années plus tard, je tombais à la boulangerie de Faux-la-Montagne sur une affiche invitant à la projection du premier numéro de Télé Millevaches à l'auberge du village. Pourtant c'était bien la suite d'une même histoire qui devait aussi s'écrire là, puisque des anonymes allaient prendre en main un média jusque-là réservé à d'autres. J'ai pris ce train en marche, appréciant la chance de pouvoir refaire des images

dans un contexte qui me stimulait, dans un pays que j'avais choisi, et de participer à une aventure que je devinais vivace. Je ne sais pas s'il existe à proprement parler un « style Télé Millevaches ». Après 20 ans d'existence et l'expérience qui va avec, l'équipe est arrivée à fabriquer un magazine mensuel qui nous semble encore évidemment perfectible. Mais petit à petit on mesure qu'il est important de :

- Laisser à la parole des intervenants le temps de se poser.
- Savoir donner sa position, en comprenant que l'objectivité attachée à la définition usuelle du journaliste ne fait qu'illusion.
- Ne pas favoriser par des situations inconfortables (débat, mise en représentation des intervenants...) la pratique de la langue de bois.

Ces règles se sont peu à peu affirmées en interne, avec l'apport des uns et des autres, leurs compétences, leur sensibilité, après aussi de nombreuses discussions.

Une des richesses de Télé Millevaches c'est sûrement de savoir accueillir les talents de chacun avec attention et c'est peut être ça qui a fait la pâte. L'équipe a toujours été constituée de personnes dont les pratiques personnelles étaient très différentes. Il y a des techniciens, des journalistes, des « intellos », des sensibles... que sais-je encore. Chacun peut avoir son domaine, mais tout le monde sait se retrouver pour parler aussi bien du contenu d'un sujet que de duplication de cassettes. Pour parler en premier lieu d'un pays, même s'il n'est souvent pas le leur. Car c'est bien cela le ferment principal. Ceux qui travaillent ou participent à Télé Millevaches à un titre quelconque sont des gens qui veulent vivre ici. Ils savent donc, parce qu'ils en ont besoin, trouver les mots, les images et les chemins pour que cela soit possible. »

27. Article de Maryline Trassard sur le plateau de Millevaches, *Vendredi*, 26 juin 1992.

La télé, lieu de rencontre

En présentant sa nouvelle formule dans un petit bulletin qu'elle édita de 1992 à 1996 à destination de ses relais de diffusion, l'équipe expliquait : « Le désir de susciter le débat, de provoquer l'échange, a toujours été, et depuis le début de son histoire, un des principaux objectifs de Télé Millevaches. Pas forcément l'objectif le plus facile à réaliser, mais sans conteste un de ceux auxquels nous tenons le plus. » Ce qui se résumait dans le même texte par cette conclusion : « C'est là l'essentiel : qu'après les reportages de Télé Millevaches, on fasse tout... sauf se taire ²⁸ ! »

Pour ce faire, le procédé des projections collectives demeurait l'originalité de la télévision, en parallèle à l'emprunt individuel de la cassette qui se généralisait avec l'équipement des ménages en magnétoscopes. Ainsi, après la sortie du premier numéro de la nouvelle série, un membre de l'équipe rapporte : « Mairies, écoles, maisons de retraite, cafés ou simples habitants, la palette de nos relais est variée. De même le style des diffusions, que chaque lieu personnalise à son gré. À Bonnefond, les 25 spectateurs avaient invités un professionnel de la forêt pour poursuivre le débat amorcé dans l'émission, ce qui fut fait autour d'un verre. A Saint-Marc-à-Loubaud, la diffusion était l'occasion, ce samedi après-midi d'un goûter. À Eymoutiers, au foyer-club, la diffusion était proposée en deux fois, un jour pour le débat, un autre pour le journal ²⁹. »

Selon les lieux et les époques ce genre de projections connut des hauts et des bas que l'équipe tenta d'atténuer en relançant régulièrement l'intérêt des spectateurs pour l'émission. Pour cela elle organisa des vidéo-projections sur grand écran en tournant chaque mois dans un village différent. Elle enregistra des plateaux dans des salles des fêtes en invitant les habitants du lieu à venir y assister. Elle ouvrait chaque mois ses studios à qui voulait venir rencontrer

28. Télé Millevaches, *Les Dernières Nouvelles*, n° 2, 2^e trimestre 1992.

29. Télé Millevaches, *Les Dernières Nouvelles*, n° 7, septembre 1993.

l'équipe et participer avec elle à l'enregistrement mensuel de l'émission. Petites dizaines par petites dizaines, ce sont des milliers de personnes qui ainsi, un jour ou l'autre, s'associèrent aux différentes manifestations qu'animait Télé Millevaches. La mobilisation locale était très variée, respectant la loi des rendements inversement proportionnels à la taille de la commune accueillante : plus celle-ci était petite et plus la participation était forte. On se souvient encore des 200 spectateurs serrés dans la salle des fêtes de Saint-Georges-Nigremont pour l'enregistrement d'un plateau dans cette commune qui ne compte que 168 habitants... Des expériences qui se renouvellent avec les « Gros plans » sur une commune que Télé Millevaches réalise régulièrement.

Les « Gros plans » : la télé à domicile

Si pour certains le « Gros plan » est un vin du pays nantais qui accompagne les moules et les fruits de mer, à Télé Millevaches le « gros plan » est un rendez-vous unique, un moment qui réunit tous les trois mois une quinzaine de personnes, salariés, intermittents du spectacle et bénévoles, et la population d'un village. Répartis derrière les caméras, les moniteurs, les consoles ou sur le plateau, chacun est à son rôle pour le bon déroulement d'un magazine pas comme les autres puisqu'il est enregistré au plus près des habitants.



Photo extraite du Magazine du Plateau n° 133, « Gros plan sur Bugeat », janvier 2006.

Si au début, c'est Télé Millevaches qui démarchait pour trouver les communes, aujourd'hui ce sont les villages qui appellent pour que la télévision vienne réaliser une émission avec eux. Les quelques lignes qui suivent sont celles qui introduisent chacun de ces « Gros plans ».

« Bonjour à tous et merci d'être venus nombreux dans la salle des fêtes du village pour assister à l'enregistrement en direct et en public de notre dernier numéro du *Magazine du Plateau*.

Comme vous le savez tous les trois mois Télé Millevaches consacre une émission entière à un des 126 villages du plateau de Millevaches : c'est ce que nous appelons les magazines « Gros plans sur une commune ». Après la Haute-Vienne et la Corrèze nous voilà donc en Creuse dans votre commune pour découvrir le village et ses habitants.

Quelques mots pour vous expliquer comment va se dérouler cet enregistrement.

Ce soir vous allez découvrir dans cette salle que nous avons transformée pour l'occasion en plateau télé, le magazine que nous préparons depuis un mois. Beaucoup d'entre vous nous ont croisés ces derniers temps dans les rues, dans les commerces ou au café avec une caméra. Ce soir vous allez pouvoir découvrir les reportages que nous avons réalisés parmi vous (vous pourrez visionner pendant l'émission les reportages sur les téléviseurs qui sont présents aux quatre coins de la salle).

Entre ces reportages nous parlerons avec le maire, avec l'école, les associations, une entreprise du village. Nous parlerons de l'arrivée du haut débit, de l'accueil de nouveaux arrivants... Un groupe de musiciens de la commune nous accompagnera également le temps de notre émission et ponctuera ce magazine de quelques morceaux de musique.

On se retrouve dans une heure une fois le magazine enregistré pour boire un coup tous ensemble, je vois que beaucoup d'entre vous ont apporté des gâteaux. Après l'émission nous

pourrons également poser les caméras, pousser les tables et les chaises et danser un peu aux sons des musiciens qui sont là ce soir. Il reste des places au premier rang... Attention générale dans 2 minutes ! »

Cependant, comme au vieux temps de la télé brouette, les diffusions collectives demeuraient handicapantes si l'on voulait toucher le plus grand nombre. Outre qu'il fallait se déplacer pour voir la cassette et que la date de la projection devait convenir, le retour, chaque mois, du même effort, était un frein pour nombre de spectateurs. Sans compter ceux qui, parmi les personnes âgées en particulier, n'avaient pas forcément un moyen de locomotion pour s'y rendre. Au bout de deux ans de fonctionnement, l'enquête menée par l'INA faisait apparaître que la plupart des spectateurs regardaient le magazine chez eux (78 %). Il ressortait de cette même enquête que le visionnage « à la maison » n'était pourtant pas toujours solitaire ou familial. 32 % de ceux qui regardaient régulièrement ou occasionnellement le magazine hors de chez eux, le faisaient chez un particulier. Le sociologue notait : « Cela indique un mode de visionnage qui peut être convivial, réunissant chaque mois, autour le plus souvent d'un relais, quelques spectateurs. On peut qualifier ce type de visionnage de « mini-collectif », par rapport à un regroupement pour un visionnage dans un lieu collectif. L'emprunt individuel de la cassette n'est donc pas synonyme de visionnage solitaire ou exclusivement en famille. » Une fois expédiée, la cassette échappait à l'équipe et selon les lieux vivait de sa propre vie. Telle agricultrice organisait chaque mois sa « teadiffusion » avec ses voisines. Une association proposait durant l'été des « goûters vidéos » où gens du pays et touristes pouvaient se rencontrer. Des mairies, des foyers ruraux, des cafés, des écoles, des fermes auberges organisaient encore quelques projections. Parfois la cassette disparaissait... Un emprunteur en vacances dans la commune était parti avec ou monsieur le maire se l'appropriait un peu abusivement... L'équipe faisait gentiment un petit rappel dans son bulletin : « Nous avons eu

quelques échos selon lesquels dans quelques communes (heureusement peu nombreuses), le maire prenait cet envoi pour un courrier personnel... et conservait la collection pour son usage individuel. Nous ne doutons pas qu'il s'agissait là d'une erreur et que les maires trop passionnés de Télé Millevaches au point d'en « oublier » la diffusion publique et gratuite, sauront bien vite remédier à cet état de fait³⁰ ! » Des spectateurs empruntaient aussi d'anciennes cassettes pour revoir un sujet qui les concernait davantage, ou pour le partager avec des amis ou de la famille venue pour des fêtes ou un congé. Bref, chaque cassette vivait sa vie, sans que l'équipe sache toujours jusqu'où et par quels méandres elle atteignait ses destinataires.

Un relais de diffusion : le bar *L'Atelier* à Royère-de-Vassivière

Nicolas et une dizaine de copains ont créé en 2003 un bar à Royère-de-Vassivière. Lieu de rencontre et de passage qui a redonné de la vie au vieux bourg creusois, le bar fait partie de la centaine de relais de diffusion de Télé Millevaches. Nicolas raconte.

« *L'Atelier* a été créé pour redonner un peu de vie à l'endroit où nous avons décidé de nous installer, où nous avons décidé de vivre... Le but n'était pas de faire un simple bar, mais de faire un lieu où nous pourrions montrer ce que nous aimons et le faire partager (concerts, spectacles, projections, expositions, produits locaux...). Il nous est alors paru « normal » de diffuser Télé Millevaches, parce que nous en apprécions le contenu, parce que cela permettait à des personnes qui ne le regardaient pas d'y avoir accès et parce que cela nous permettait, à nous, de visionner le magazine dans de bonnes

conditions et autour d'un verre. De plus, nous n'étions pas insensibles à la démarche des personnes qui avaient créé cette télé locale.

Depuis 3 ans, à chaque diffusion (tous les quatrièmes jeudis du mois) il y a entre 15 et 40 « téléspectateurs ». Le public varie en fonction du sujet du magazine et de la période de l'année (vacances ou non...). Quelques fidèles sont là à chaque diffusion. Par exemple, au début, nous le diffusons le mardi soir, et parmi les fidèles il y avait un petit garçon d'une dizaine d'années, Maxime. Depuis six mois, pour des raisons de cohérence et de régularité de programmation, nous le diffusons le jeudi, et du coup il ne peut plus venir car il y a école le lendemain. Comme beaucoup de « téléspectateurs » de Télé Millevaches, il ne le regarde qu'en public et il n'emprunte jamais la cassette. Nous sommes également un point dépôt des cassettes, mais il est assez rare que des personnes en empruntent.

Les soirs de diffusion, en général, le public est « surpris » de l'intérêt et de la qualité des reportages. Et surtout, des personnes qui venaient juste boire un coup s'arrêtent de discuter et « scotchent » sur le magazine. C'est aussi une de nos satisfactions de le diffuser dans le bar : le fait que des personnes qui ne sont pas venues pour ça et qui n'auraient jamais imaginé venir pour ça, le regardent et en sont ravies... Et quand des personnes de Télé Millevaches sont présentes, avoir des retours en direct est assez agréable pour elles.

Certaines diffusions sont accompagnées d'événements spéciaux (comme par exemple le magazine avec le reportage sur la bière de Felletin, la Félicis, où Rebecca et Alessio, les brasseurs, étaient là pour nous faire déguster leur bière) et sont du coup l'occasion d'élargir le public de « téléspectateurs ».

Pour *L'Atelier*, l'intérêt de diffuser Télé Millevaches est de faire découvrir à nous et aux clients, des activités et/ou des personnes vivants juste à côté de chez nous, de nous montrer la diversité du Plateau, de nous donner envie d'aller voir autour

30. Télé Millevaches, *Les Dernières Nouvelles*, n° 27, juin 1995.

de nous, d'agrandir le cercle... Les diffusions nous ont aussi fait découvrir des nouveaux artisans dont nous avons ensuite essayé de distribuer les produits dans notre boutique.

Concrètement et « commercialement » parlant, les diffusions ne ramènent pas de nouveaux « clients » à L'Atelier, mais comme ce n'est pas le but recherché, cela tombe bien ! Mais, il ne faut pas se cacher que, comme toutes les activités culturelles que nous programmons, ces diffusions régulières participent à l'image de L'Atelier et donc au fait que ce lieu peut rester ouvert toute l'année et salarier une dizaine de personnes (à temps partiel).

En fait, le rôle que peut avoir Télé Millevaches sur le territoire est le même que celui de structures comme L'Atelier ou d'autres : créer du lien, faire découvrir de nouvelles choses et de nouvelles personnes, permettre à des gens de vivre localement d'une activité qu'ils apprécient et dont ils peuvent être fiers, et faire des choses ensemble comme par exemple... regarder Télé Millevaches ! »

Un relais de diffusion extérieur au Plateau

Geneviève Saux est documentaliste au lycée agricole d'Ahun à quelques dizaines de kilomètres du Plateau. Elle y diffuse les cassettes de Télé Millevaches qui sont aussi utilisées comme support pédagogique par des professeurs.

« À l'époque, le Plateau semblait très loin, les élèves qui en venaient étaient souvent un peu « moqués » par leurs camarades. Pouvoir ensemble regarder les vidéos et découvrir les paysages, les centres d'intérêt de la petite région, les batailles aussi (le parc naturel régional) m'avait semblé un bon moyen de faire prendre conscience aux lycéens et personnel que le Plateau méritait d'être connu. Et, de fait, c'est ce qui s'est

passé dans un premier temps : une certaine fierté identitaire a été ressentie par ceux ou celles qui pouvaient dire à leurs camarades « C'est mon village ! » ou « Moi, j'y étais à cette fête ! ».

Pour être honnête aussi, certains reportages un peu inattendus comme celui sur la pomme de terre bleue par exemple sont restés historiques au lycée agricole...

Certainement ce qui a le plus marqué les lycéens et certains enseignants aura été l'enregistrement d'un numéro de Télé Millevaches au centre de documentation du lycée. D'abord, parce que c'est passionnant de voir comment se fabrique un magazine télévisé mais aussi parce que le thème choisi était l'agriculture et l'Europe. Et les élèves de la classe de bac Pro agricole qui avaient participé et témoigné s'étaient sentis « valorisés » d'avoir été choisis plutôt qu'une filière dite plus noble et puis surtout, je m'en souviens très bien, certains avaient dit : « Alors l'agriculture intéresse encore du monde ? »

La télé, lieu de débat ?

Dès l'origine un des objectifs affichés était, au-delà de la diffusion de l'information, de susciter le débat. Lorsque le *Magazine du Plateau* est né en 1993, on y a donc ménagé une place importante (environ la moitié de la cassette) pour organiser des débats. C'était une grande nouveauté par rapport à la formule précédente qui se contentait de juxtaposer des reportages et des nouvelles brèves.

L'équipe espérait jouer à plein la carte de la confrontation et du débat d'idées. Elle organisa une formation interne en faisant venir des professionnels du reportage, de la réalisation et du débat télévisé qui vinrent passer de quelques jours à deux semaines pour apprendre aux bénévoles et salariés de l'équipe comment enregistrer un direct, animer une discussion ou mieux construire un reportage. Une vingtaine de personnes acquièrent là les rudiments de pra-

tiques auxquelles ils s'étaient déjà confrontés empiriquement au cours des années passées. Dans ses locaux de la mairie de Faux-la-Montagne, agrandis par les bons soins de la municipalité, Télé Millevaches aménagea derrière la vitre de sa régie, un plateau télé équipé de quatre caméras. Au centre : une table et cinq à six sièges où s'installaient le présentateur et quatre à cinq invités. C'est là que furent organisés des débats alimentés par des reportages tournés à l'avance sur des sujets importants de l'actualité locale. On parla des ressources locales (« Derrière la forêt : la richesse ? », « Tourisme : objectif accueil »...), des difficultés rencontrées dans le pays (« Recherche logement désespérément ! », « Paysages : l'or vert du Plateau ? »...) ou de sujets plus chauds, voire brûlants parfois, comme le parc naturel régional, les porcheries industrielles ou la fermeture de classes.

Les débats que Télé Millevaches enregistrait ne touchaient pas toujours au but. Lorsque l'équipe faisait le bilan de ces échanges elle regrettait trop souvent que l'émission manquât du mordant et de la profondeur qui font les vrais débats. Certes l'animateur n'était pas toujours à la hauteur, les invités s'avéraient parfois décevants (comme disait une spectatrice : « On n'est pas maître de la langue de ceux qu'on invite ») et les sujets étaient de temps en temps peu pertinents. Pourtant, on sentait bien que toutes ces excuses en oubliaient une, de taille, que l'équipe cerna peu à peu et qui, au final, lui parut évidente : l'outil télévisuel n'est pas le mieux adapté pour le débat. Peut-être même est-il le moins bien fait pour cela. Par des chemins différents, Télé Millevaches et Bourdieu en arrivaient à la même conclusion !

Déjà on avait remarqué les limites que la caméra, avec son aura et sa mécanique, impose à la liberté ou à la facilité de parole. On se souvient de cet agriculteur remonté qu'on était venu interviewer et qui, pendant qu'on installait micro et caméra, régalaient en sentences charpentées et en verdicts catégoriques les oreilles de nos journalistes amateurs. Et puis, dès que la bobine se mettait à tourner, pfuitt, il ne restait qu'une parole assagie, toute en nuances et politesses où la force et la vérité du message s'évanouissaient dans une

étrange novlangue aseptisée... Plus souvent, le jeu du plateau télé obligeait les interlocuteurs à une mise en conformité plus ou moins consciente aux règles du débat télévisé tel qu'on le voyait se dérouler sur les grandes chaînes. Les plus doués s'en sortaient avec de belles formules qui faisaient mouche, d'autres s'écoutaient parler ou peinaient à transcrire oralement une pensée claire, des élus n'arrivaient pas à sortir de leur langue de bois et l'ensemble ne parvenait que rarement à une véritable confrontation, éclairante et intelligente. Le débat public n'était pas toujours servi par de telles tentatives et l'équipe dubitative commença par réduire le temps du débat avant de le ramener aux plus honnêtes proportions d'un échange d'arguments ou, encore plus modestement, à l'explication de telle ou telle position, sans orchestrer tout cela dans la mise en scène un peu trop factice d'un forum cathodique pseudo-démocratique.

Le débat, ce n'était pas dans le poste qu'il fallait le provoquer, mais aux quatre coins du Plateau, partout où des gens se rencontrent. Télé Millevaches repensa donc son rôle en la matière. Après tout, un bon reportage qui ne présente sur un sujet qu'un seul son de cloche peut susciter plus d'échanges, d'interrogations et de discussions qu'une joute dont on n'est que spectateur. Ce parti pris lui sembla plus fort et plus pertinent, et les « débats » qu'offrent les chaînes nationales devraient finir de convaincre ceux qui croient encore que la télévision est à nos sociétés ce que l'agora était à Athènes...

Le temps forcément limité, la rapidité de la parole, l'absence de toute pause (pour réfléchir, repenser, soupeser), la dictature de l'immédiat, sans compter le côté un peu théâtral d'un exercice de ce genre : voilà quelques-uns des handicaps du média télévisuel en matière de débat.

Gilles Pégourier, libraire à Ussel – et peut-être à cause de cela... - est encore plus radical. « *Les images m'ennuient fondamentalement, dit-il. Je pense que c'est un mensonge permanent.* » C'est lui, pourtant, qui tient la rubrique littéraire de Télé Millevaches. Il y présente régulièrement les livres qui lui ont plu, les ouvrages qui ont un lien avec le territoire et qui méritent à ses yeux d'être signalés.

Cependant il sait qu'il doit se conformer à des règles qui, si elles sont peut-être acceptables pour parler de littérature à un public large et divers, deviennent en d'autres cas bien trop contraignantes. « *Télé Millevaches n'en reste pas moins une télévision qui a ses codes, comme toute télévision, elle a ses règles, elle a son temps – il y a un temps télévisuel.* » Il raconte : « *Quand on fait une prise de vue, c'est trente secondes ou une minute. C'est bien, ça oblige à être concis, ça oblige à tout, mais ça oblige aussi à dire les choses de façon à ce qu'elles puissent passer à la télévision* ³¹. »

Télé Millevaches n'y échappe pas et ce n'est sans doute pas un hasard si quelques membres de l'équipe se retrouvèrent il y a quelques années pour créer sur le Plateau un « journal d'information et de débat » où l'expression longue, expliquée, argumentée et travaillée d'une opinion, pouvait être mieux développée. Le canard s'appelle IPNS (comme « imprimé par nos soins ») et sans qu'il y ait de lien structurel entre lui et Télé Millevaches, ils œuvrent objectivement de concert pour contribuer sur le plateau de Millevaches à l'information, au débat et à la discussion.

Le nerf de la télévision

Des quatre coins de France on vient régulièrement visiter Télé Millevaches, demander des conseils, alimenter une réflexion avec l'idée de reproduire l'expérience. Des associations, des conseils généraux, des élus, des vidéastes sont passés dans les locaux de la télévision. Rien qu'en un mois, en janvier 1996, trois projets (en Ardèche, en Saône et Loire et dans le Lot) viennent prendre des idées sur place : « Ils sont nombreux ceux et celles qui à travers la France nous contactent pour avoir des renseignements sur notre expérience dans le but de développer chez eux une télé de proximi-

31. Extrait du mémoire de Yolande Riou, *Les Télévisions locales et La Participation citoyenne*, Université René Descartes (Paris V), 2005, pp. 104-105. Elle y étudie deux télévisions locales : Riv'Nord (Saint-Denis, 93) et Télé Millevaches.

té comme la nôtre, comme la vôtre ³²... » : Télé Combrailles, Télé Cévennes, Oléron-Télévision, des jeunes d'Evry, des Basques, des Périgourdins, des Vendéens, Télé Cantal... On ne les compte plus depuis longtemps. Des contacts sont même établis avec des vidéastes grecs, une télé espagnole ou, via un jumelage soutenu par le Conseil régional avec une télévision du Burkina Faso : Télé Yaka. Sur le Plateau lui-même, une petite consœur, Ma télé, est née à Felletin en 1997 et a produit des sujets locaux jusqu'en 2004.

Une consœur sur le Plateau : Ma Télé à Felletin

David Daroussin a créé Ma télé à Felletin (Creuse) en 1997. Même si aujourd'hui cette expérience a cessé, il continue de travailler dans la communication. Pour lui l'outil vidéo est un excellent moyen de dynamiser un territoire et ses habitants.

« Télé Millevaches, je l'ai d'abord connue au travers de mes parents, n'ayant qu'une dizaine d'années au moment de sa création. En effet, ils étaient impliqués dans l'association des Plateaux Limousins au Villard, au sein de laquelle on retrouve quelques-uns des créateurs de cette télé locale, je pense notamment à Charles Rousseau et à Henri du Puytison. Mais tout cela restait encore assez loin et sans grande importance pour moi, vu ma jeunesse.

De retour en Creuse dans les années 1997/1998, après une escapade parisienne de quelques années, j'ai repris contact avec le projet porté par Télé Millevaches via la démarche que nous menions au sein d'une association pour maintenir un hélicoptère auprès du SAMU de la Creuse. L'équipe du magazine nous avait alors proposé d'intervenir dans un reportage et en plateau.

32. Télé Millevaches, *Les Dernières Nouvelles*, n° 33, janvier 1996.

Dans le même temps – et c'est le point de départ d'une collaboration qui continue aujourd'hui – nous étions en contact étroit après le lancement à Felletin d'une réflexion pour la création d'un canal de télévision local sur le réseau MMDS (réseau micro-ondes devenu câblé). Télé Millevaches avait été contacté par la municipalité pour envisager un travail sur ce projet, ce à quoi l'équipe avait proposé d'appuyer des porteurs locaux de ce projet. J'en étais, d'où une collaboration active qui a duré tout au long de la vie de Ma télé entre 1997 et 2004. Entre-temps et encore aujourd'hui, c'est par le biais de nos compétences complémentaires qu'Activeprod (mon entreprise) a participé avec Télé Millevaches à la naissance du site Internet Millecultures.

Que ce soit Télé Millevaches ou feu Ma télé, deux télévisions locales implantées sur le Plateau, c'est dans chaque cas des initiatives citoyennes qui ont conduit à la naissance de ces outils d'information, et plus largement de lien social sur notre territoire. À des échelles bien différentes en termes de couverture et de contenu, les équipes qui les ont animées ont toujours été portées par la même volonté de dépasser les handicaps souvent mis en avant, pour, grâce à l'image et au son, donner à voir ce qu'il y avait de positif chez nous, ce qui pouvait être signe de changement ou d'avenir pour les habitants d'ici, ou ceux à venir.

C'est peut-être ce désir naturel de sortir du cadre institutionnel et formaté des zones plus urbanisées qui a conduit les gens d'ici à agir, à se mobiliser, à se regrouper pour ne pas rester seuls, pour ne pas se regarder le nombril en se disant qu'on n'y arrivera pas ! Dans le même temps, la demande d'informations de proximité, d'échanges, de réduire l'éloignement, bref de « se voir à la télé » – espace presque magique –, participe de cet écho favorable que reçoivent des initiatives de télévisions locales en milieu rural.

La télé, c'est le support de diffusion, le vecteur qui permet de toucher un public proche ou plus lointain – hertzien, cassette,

DVD, Internet. Mais l'essentiel demeure le contenu, avec l'avantage que procure la proximité entre l'équipe de production et les téléspectateurs, vu que ces derniers peuvent devenir acteurs de ce contenu. Utiliser une caméra, sensibiliser à l'image, à la réalisation de reportages, c'est un moyen de permettre à chacun, jeune ou moins jeune, de réfléchir sur son cadre de vie, ce qui l'entoure, et – grâce à la vidéo – de partager le regard qu'il a porté sur tout cela avec d'autres. La présence de professionnels est nécessaire pour donner du liant à cette démarche et encadrer la production de contenus réguliers. En mêlant la vidéo à la vie locale, on participe au rayonnement de ce qui se déroule sur notre territoire, on le rend visible et c'est l'image – vraie – d'un territoire actif et dynamique qui est diffusée. La vidéo ne remplace rien : la vidéo porte un regard, la télé le transmet, et le spectateur la reçoit. Reste à espérer que cela lui donne envie d'agir, de rencontrer et d'imaginer des projets avec ceux qu'il a ainsi découverts au travers de la petite lucarne... C'est là que la télévision devient un outil de développement de nos territoires. »

Les télés en gestation qui venaient prendre de la graine sur le Plateau posaient le même style de question : Comment avez-vous démarré ? Comment fonctionnez-vous ? Combien ça coûte ? Comment vous financez-vous ?

Pour répondre à ces dernières questions, il est nécessaire de bien dissocier la première époque de la télé brouette de la seconde : la télé postale.

On l'a vu, dès les premières années, Télé Millevaches s'est mise à réaliser des films de commande qui lui permettaient d'autofinancer une partie de ses activités. Assez vite, durant cette période, elle faisait tourner la boutique avec un budget d'environ 500 000 F par an (75 000 euros) dont la majeure partie (60 % environ) provenait de la réalisation de films et de la vente de cassettes. Le reste était financé par des subventions qui représentaient environ 40 % du budget.

Après 1993 et en gros jusqu'à aujourd'hui, elle a doublé ce budget annuel (autour de 150 000 euros) en doublant quasiment ses productions et en multipliant par dix sa zone de diffusion. Le rapport autofinancement / subventions s'est alors inversé (40 % de ressources propres pour 60 % d'aides publiques). Ces dernières années le marché du film de commande étant assez saturé, la part issue des prestations de Télé Millevaches a baissé. L'autofinancement tourne entre le quart et le tiers du budget annuel, les deux autres tiers provenant, d'une part des aides à l'emploi (emplois-jeunes dans la période récente), d'autre part des subventions publiques, régionales et surtout européennes au cours des années 1995-2005 via divers programmes Leader.

Pour résumer, une fois acquis son autofinancement et les aides nationales classiques à l'emploi, l'association demande aux collectivités locales de se mouiller pour environ un tiers de son financement. Cela ne va pas toujours de soi, en fonction des enveloppes budgétaires disponibles et du volontarisme dont elles font preuve dans le soutien à la télévision.

En ne prenant en compte que les frais directement liés au magazine (environ 120 000 euros), il faut relativiser le coût d'une telle télévision. Ramenée aux 40 000 habitants de son territoire, voilà une télé qui revient à 3 euros par an par habitant. Télé Millevaches demande à ses partenaires publics (hier le conseil régional, indéfectible soutien de l'association, aujourd'hui le parc naturel régional) de fournir 1 euro par habitant. Au final, pour le coût d'une petite émission de télévision d'une chaîne nationale, Télé Millevaches peut tourner toute une année, en remplissant gratuitement un rôle d'animation locale, de promotion du territoire (à l'intérieur comme à l'extérieur), d'agitateur culturel, de créateur de liens, de fertilisateur d'identité et contribue de façon déterminante au dynamisme du Millevaches.

Cela n'est cependant pas toujours facile à faire comprendre. S'il lui est relativement aisé de pouvoir se faire aider sur de l'investissement ou le démarrage de quelques nouveaux projets (comme le site Internet « Mille cultures » qu'elle a mis en ligne en 2004), c'est toujours la croix et la bannière pour faire admettre à des partenaires

publics que le simple fonctionnement d'une structure comme elle est sans doute plus important que les « nouveautés » dont sont friands les financeurs.

Dans le cas de Télé Millevaches qui travaille sur les mentalités, l'identité et l'image d'un espace, c'est seulement un engagement dans la durée et le long terme qui permet d'atteindre ses objectifs. Évidemment, c'est moins glorieux qu'une innovation technologique ou qu'une opération médiatique qui claironne « Nouveau, nouveau » comme une incantation obligatoire à la modernité et au futur... C'est pourtant la seule qui soit payante sur le long cours que requiert une véritable démarche de développement local.

On voit parfois des investissements publics s'engouffrer assez facilement dans la mise en place de projets qui ont le bénéfice de l'originalité – facilité dont la télé a bénéficié en ses débuts – mais qui ignorent ensuite leur pérennité. Il y a là une contradiction et une incohérence qui laissent perplexe... À moins qu'il ne s'agisse que d'une vision à courte vue.

Il ne s'agit pas de demander une rente de situation qui ne re-questionne jamais l'utilité sociale des projets que la collectivité, par le biais de ses serviteurs (les élus), finance. La revendication posée ici est plutôt celle d'une continuité et d'une cohérence dans les efforts qui sont faits... sauf bien sûr si elle se rend compte qu'elle fait fausse route depuis le début ou qu'elle décide en connaissance de cause de changer son fusil d'épaule.

Heureusement, Télé Millevaches, comme beaucoup d'initiatives associatives, ne repose pas que sur l'argent public dont elle a pourtant un impératif besoin. Elle s'appuie aussi sur une part importante de bénévolat. Exclusif au démarrage de l'initiative, accompagné et épaulé dans les années suivantes, celui-ci demeure indispensable au fonctionnement de la structure. Heures du trésorier qui passe des journées entières à remodeler budgets et plans de financement – y compris lorsqu'un financeur public exige la veille de Noël de nouveaux prévisionnels sur trois ans pour... après-demain (c'est arrivé!) – mobilisation collective pour l'enregistrement d'un plateau

dans une commune, participation mensuelle aux comités de visionnage qui font le bilan du dernier magazine et décident des prochains sommaires, l'appel au bénévolat reste un élément sans lequel Télé Millevaches ne pourrait pas exister. Pour enregistrer une voix *off*, tenir une rubrique littéraire ou culinaire, conseiller sur un sujet particulièrement ardu, représenter la structure ou... écrire son histoire, les bénévoles sont sollicités et essayent de répondre toujours présents.

Chacun avec son style et ses préférences a apporté sa pierre à l'aventure et, pour n'en citer que quelques-uns, passés ou présents, on évoquera la piscicultrice devenue cadreuse, l'inoubliable boucher de Gentioux et ses interviews people des célébrités locales, la trucu-lente Rosie chargée de la rubrique culinaire, le libraire qui fait partager ses coups de cœur, l'inimitable Christian qui a prêté sa bouille pour un générique, Jean le militaire retraité qui, encadré par deux objecteurs de conscience, était aux commandes des magnétoscopes, l'écrivain du pays, René Limouzin, qui entraînait les spectateurs à la rencontre de personnages remarquables, sans oublier les porteurs de câbles d'un soir ou les spectateurs informateurs qui, régulièrement, suggèrent quelques idées de reportage.

Les comités de visionnage

« Ah ! ça y est, ça commence... »

Chaque mois c'est pareil. Les comités de visionnage qui réunissent permanents, bénévoles et parfois des gens de passage, débutent généralement avec cette même rengaine qui retentit dès lors que démarrent les premières notes du générique. « Il faudrait peut-être qu'on songe à le changer ce générique, non ?... »

Et puis, ça y est, c'est parti pendant trois heures. On écoute, on regarde, on scrute la dernière émission. Chacun a sa manière de faire. Il y a ceux qui notent, ceux qui réagissent en direct, ceux qui ne disent rien et qui se réservent pour après...

Jusqu'à la dernière ligne du générique de fin, rien n'échappe donc, à la petite dizaine de personnes rassemblées autour de la table garnie des paniers que chacun a apportés pour le casse-croûte qui suit la projection.

Chaque mois c'est pareil, il y a ceux qui préparent un gâteau, ceux qui ramènent les restes du frigidaire, ceux qui achètent leur saucisson à l'épicerie et ce n'est qu'une fois le magazine terminé qu'on découpe l'émission, qu'on décortique les reportages un par un, qu'on épluche point par point le contenu de ce magazine.

« Tu peux me passer le saucisson s'il te plaît. »

Tout y passe : le contenu et la qualité des reportages, les intervenants, les problèmes techniques... « Bon, je vous préviens ma quiche est trop cuite ! »

À chaque remarque, chacun donne son point de vue. Morceaux choisis :

« ...sur le premier reportage la musique de fond est trop présente, oui mais elle va bien avec les images et donne du coffre au reportage... » « Le reportage est peut-être trop didactique oui mais on y apprend plein de choses. »

« Le maire est pénible à écouter. Est-ce qu'on est obligé d'écouter le maire qui n'a pas toujours quelque chose d'intéressant à dire ? » « Pourquoi tous les intervenants s'appellent par leur nom et leur prénom alors que Jean-Pierre n'a pas de nom ? »

Chaque mois il y a des erreurs, des oublis, des coquilles qu'on note pour ne plus les reproduire, chaque fois il y a des suggestions, des idées issues de la réflexion de chacun pour que tous les mois le magazine s'améliore, s'enrichisse.

Je ne sais pas s'il existe ailleurs dans d'autres rédactions ces temps de remise en question et d'autocritique ; une chose est sûre c'est que j'aime bien les chips qu'on mange ensemble tous les troisièmes jeudis du mois.



Photo extraite de la rubrique culinaire Les délices du Plateau, Magazine du Plateau n° 96, septembre 2002.

Les délices du plateau

Rosie, bénévole titulaire de la rubrique culinaire de Télé Millevaches, raconte comment, un jour, elle s'est lancée dans la télévision.

« Une étude avait été faite sur l'impact de Télé Millevaches. Compte rendu, réunion, propositions de sujets. J'avais en tête « le pain » : la copine qui traînait sa farine T 80 par sac de 25 kg, pétrissant dans un plat en terre fait sur mesure et qui cuisait dans des moules à gâteaux au four à gaz... L'envie était là, mais elle a dit non.

Quelque deux ans après, Vincent (l'objecteur) et Michaël (le journaliste) ont déboulé chez moi. Est-ce que j'aurais une idée de recette, quelqu'un, pour tourner dans la semaine, qui participerait au « Gros plan sur Felletin » ?

D'abord le bonheur qu'ils me demandent quelque chose. Puis ils ont fixé le cadre de l'émission : une recette, un lieu, ma présence à l'image.

Thierry et Emilia ont accepté de tourner « Morue au four » dans leur restaurant ouvrier. Vendredi, jour de marché, mise en place des projecteurs, découverte de la petite lumière rouge : « Ça tourne ». Je ne rigolais plus et devenais didac-

tique, pénible quoi ! Vincent m'a associée au montage et j'ai découvert le regard impérieux de mon père faisant les gros yeux.

Première émission, première diffusion pendant l'enregistrement du « Gros plan sur Felletin ». Gardant pour moi mes impressions – raide, artificielle – j'essayai une critique : « La morue ce n'est guère creusois ! ». Et pourtant la morue salée vient à manquer le Jeudi saint tant morue salée, pomme de terre à la poêle ou au four avec du basilic, est populaire.

À partir de là, j'ai couru le sujet, la bonne personne, le restaurant cherchant un plat d'un menu à 11 euros plutôt que « le plus bon avec le meilleur ». Il y a toutes les émissions que j'ai désirées et que je n'ai pu faire. Pâté de boulettes sauce mère, traditionnel pour les lissiers à la Sainte-Barbe, le 4 décembre. La caméra aurait piégé des secrets qui doivent rester... secrets.

Il m'est arrivé d'inviter mes acteurs à dîner à la maison. J'étais devenue une vedette, mais pas une championne ! J'ai eu des retours d'inconnus : « Où manger bien ? », « J'ai fait les pieds de cochon : c'était bien », « J'ai compris comment je ne réussissais pas mes beignets de consoude ». Et puis cette voisine de table au repas des anciens à qui j'expliquais que je cultivais depuis deux ans des raves oubliées, voisine qui cuisait sous la cendre de ces raves de Treignac quand, enfant, elle « gardait » loin de sa maison.

Manger, c'est faire sien et j'ai eu des remarques bien exotiques sur l'idée de manger des orties, de la sanguette, des raves. Curieusement salades et tourtes aux herbes sauvages n'ont pas choqué. Quoique quelques-uns aient pensé qu'à la fin de la cassette ils sauraient ramasser leur salade.

Je conclus : c'était bien. Il reste des passionnés sur le Plateau. À d'autres d'aller leur poser la question qu'ils n'attendent pas. »

En fait le nerf de la télévision ce n'est pas l'argent. Juste un carburant qui lui est nécessaire. Le vrai nerf de Télé Millevaches ce sont les énergies humaines de ses permanents et de ses bénévoles – et celles-ci n'ont évidemment pas de prix !

Ces énergies humaines ne suffisent cependant pas toujours, surtout quand les aléas financiers des aides publiques ou les parcours individuels viennent bousculer le fragile montage qui à chaque moment de son histoire a permis à Télé Millevaches de fonctionner. Il ne faut pas s'imaginer la petite télé du Plateau vivant son aventure sans heurts ni doutes. Elle n'a jamais bénéficié dans ses quinze premières années d'existence de perspectives stables au-delà d'une ou deux années. Elle avançait sans trop savoir de quoi demain serait fait, jonglant avec les opportunités qui se présentaient, bricolant avec les statuts qui sortaient de l'imagination du législateur, perdurant néanmoins, souvent dans la précarité et l'incertitude.

Il y eut la longue période des objecteurs de conscience qui assuraient une présence quotidienne sur laquelle les bénévoles pouvaient compter. En parallèle, s'égrenèrent une pléiade de formules spécifiques qui autorisèrent l'embauche temporaire ou plus durable de nouvelles personnes qui restaient un an, deux ans, trois ans... EIL (emploi d'initiative locale), TUC (travaux d'utilité collective), CES (contrat emploi solidarité), CEC (contrat emploi consolidé), contrat qualification, poste FONJEP (Fond national de la jeunesse et de l'éducation populaire), et jusqu'à l'appel régulier à des intermittents du spectacle, Télé Millevaches se glissa dans tous ces dispositifs qui avaient le mérite de rendre accessible la création, même temporaire, de quelques emplois. Entre les contraintes imposées par ces procédures et les profils des personnes enrôlées pour un temps dans l'aventure, la télévision arrivait tant bien que mal à maintenir un équilibre et des forces suffisantes pour que tout le travail de réalisation et de diffusion du magazine ne repose pas exclusivement sur l'équipe bénévole.

Celle-ci, recomposée, élargie, élargie selon les périodes, arriva toujours à constituer un noyau suffisamment stable pour assurer, malgré les flux et les reflux des financements et des possibilités d'em-

bauche, une permanence dans l'histoire de la télévision. Un ou deux permanents et quatre à cinq bénévoles qui assuraient une présence importante et durable dans la vie de l'association, donnèrent à Télé Millevaches une continuité sur le long terme qui maintenait une cohérence par rapport aux objectifs de départ, une crédibilité vis-à-vis de ses partenaires extérieurs, un espace de réflexion et de décision indispensable. Ce petit groupe pérenne, noyau du projet, en a été le garant et le moteur.

Lorsque dans les années 1998-1999 le gouvernement mit en place la procédure emplois-jeunes, Télé Millevaches comprit tout l'intérêt de cette nouvelle formule qui tranchait sur les anciennes en affichant un engagement réel sur la durée. Cinq ans ! Jamais jusque-là on n'avait pu engager des projets – et des individus pour les soutenir – sur un tel laps de temps. L'équipe déposa immédiatement des dossiers et obtint trois postes.

Comme par le passé, lorsqu'il fallut recruter des salariés, l'équipe se reposa les mêmes questions qui, de manière récurrente, ne cessaient de la harceler. Qui vaut-il mieux embaucher ? Télé Millevaches a-t-elle besoin d'un journaliste, d'un professionnel du reportage ? Ou n'a-t-elle pas davantage besoin d'un connaisseur du rural, d'un profil plutôt « développement local » ? En fait ce sont les deux qu'il fallait, tant les postes que proposait l'association étaient au cœur d'un projet qui dépassait largement le seul travail du journaliste. Il fallait comprendre un territoire, l'aimer en fait, avoir envie d'y vivre, de s'y ancrer un temps au moins, d'en percevoir toutes les subtilités et difficultés. Il fallait être dans le rapport aux gens, au pays, dans une connivence ou une complicité de voisin ou d'habitant, plus que dans la distance professionnelle d'un chasseur d'images et de sons.

Au fur et à mesure des expériences d'embauche, heureuses ou malheureuses, l'équipe comprit que choisir de travailler à Télé Millevaches, c'était choisir de vivre sur le Plateau et que vouloir y habiter était sans doute plus important que de savoir faire une interview ou un bon montage. Ce n'est du reste pas un hasard si beau-

coup de journalistes issus d'écoles idoine ou pouvant justifier d'expériences professionnelles en la matière (carte de presse éventuellement à l'appui) ne firent souvent pas long feu dans la structure. Inversement, il est assez révélateur que parmi ceux et celles qui marquèrent de leur empreinte et de leur couleur la vie de Télé Millevaches, on compte des profils venus de l'aménagement du territoire ou de la géographie.

Ces rencontres ne se firent pas toujours très rapidement et plusieurs arrivées et départs provoquèrent une certaine désillusion quant aux espoirs de constituer un noyau salarié suffisamment stable pour être capable de porter le projet sur le long terme. Après quelques essais infructueux, celui-ci émergea néanmoins. C'était une nouvelle étape dans la vie de Télé Millevaches. Le projet jusqu'alors essentiellement porté par l'équipe bénévole avec l'appui (important) de quelques permanents, devint d'abord l'affaire de la petite équipe salariée rassemblée grâce aux emplois-jeunes. Les bénévoles, toujours présents, n'étaient plus dans les mille soucis du quotidien ni les seuls garants de l'aventure. Un relais avait été passé, une nouvelle génération d'acteurs prenait les rênes de l'affaire. Le dispositif emplois-jeunes sur lequel on avait entendu dire tant de mal, prouvait dans le cas présent – qui n'est pas l'exception dans le monde associatif – qu'au-delà de la mise à l'étrier par un premier emploi, il permettait aux projets associatifs les plus divers de se consolider, de se pérenniser et d'échapper aux épuisantes et constantes incertitudes qui, chaque année, comme une épée de Damoclès, menaçaient jusqu'à leurs existences mêmes.

Lorsque la droite revenue en force au pouvoir supprima la mesure, elle ignora les multiples avertissements de la mouvance associative. Seule l'idéologie comptait : « Quoi ? Des emplois financés sur fonds publics qui ne génèrent pas de richesse (entendez : financière) ? Pas de ça dans notre meilleur des mondes libéral possible. Les associations doivent se gérer comme n'importe quelle entreprise ! » Localement le credo était rabâché par quelques élus : « Les associations se doivent de trouver le moyen de générer leurs fonds propres

pour assurer leur fonctionnement. On peut leur donner un coup de pouce au démarrage. Au-delà, il me serait difficile d'expliquer aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs du terrain qui ont du mal à faire vivre leur entreprise que des sommes aussi importantes ont été affectées à une quelconque association³³. » Étonnante confusion entre les démarches associatives qui œuvrent dans maints domaines d'intérêt général et les démarches économiques auxquelles elles sont ici comparées – en négligeant de plus que le taux de subventionnement des activités économiques agricoles atteint ou dépasse celui de bien des projets associatifs... Le dogmatisme économique et politique d'une partie de la classe politique, la visée à courte vue, limitée à la simple observation des flux d'argent (subventions ou aides publiques sans création de nouvelles sources de revenus), augmentés parfois d'une hargne antiassociative à peine dissimulée, se coalisèrent pour mettre en danger nombre de projets vivants, créateurs de richesses sociales ou culturelles. Malgré les emplois associatifs mis en place par le conseil régional, la menace, de sourde est devenue tonitruante. À nouveau, les lendemains incertains pointent.

Un parcours

Christelle a travaillé plus de sept ans à Télé Millevaches. Elle raconte sa rencontre avec la télévision et la façon dont elle a rejoint l'équipe permanente.

« J'habitais sur le plateau de Millevaches depuis deux ans, quand un matin, je suis prise en stop par Jacques. Nous nous racontons un peu nos vies et je découvre, moi qui ai fait des études de cinéma à Paris, qu'on réalise des films à 20 kilomètres de chez moi, chose des plus improbables... »

³³George Pérol cité dans *IPNS, Journal d'information et de débat du plateau de Millevaches*, n° 14, hiver 2005.

L'année qui suit cette rencontre, je me rendais souvent à Faux-la-Montagne, juste par goût, par envie de travailler avec cette équipe-là, par soif d'apprendre. J'y enregistre des voix de commentaire, je participe au plateau télé, je deviens preneuse de son occasionnelle, on m'invite à un stage de formation sur un banc de montage virtuel... On me forme en douceur.

Puis Télé Millevaches prend tellement de place dans ma vie que je n'ai plus le temps de m'investir ailleurs, alors on trouve une première solution pour me salarier. Et de reportages en reportages, je finis par faire des films et par m'investir totalement dans l'atelier de production.

Télé Millevaches, c'est sept ans et demi de ma vie. Sept ans et demi très intenses, riches de rencontres et de créativité.

Télé Millevaches n'a jamais été un travail pour moi, mais un lieu où l'on cherchait, ensemble, à être créatifs, dans le respect des individus. Le projet initial s'adapte aux personnes qui s'y investissent, et ça, c'est très très rare.

Sept ans et demi de passion, à se dépasser en permanence, ça m'a un peu fatiguée, mais c'était un des plus beaux cadeaux que m'ait fait la vie. »

Le rapport aux politiques

Une partie importante de ses ressources venant de fonds publics, Télé Millevaches a toujours été confrontée aux élus politiques de son territoire et sa survie a toujours été conditionnée à l'implication financière des collectivités locales.

François Chatoux qui fait figure de marginal dans le sérail politique local (et c'est peut-être pour cela qu'il a toujours été l'un des plus virulents défenseurs de Télé Millevaches) formule les choses de façon très concise et très claire : « *Se pose le problème du rapport entre le pouvoir politique et le média. C'est classique. En général, le politique veut toujours commander le média en disant : c'est*

*normal que je commande puisque c'est moi qui paye*³⁴. »

C'est classique et vieux comme le monde. Il n'y avait pas de raison que le même schéma ne se reproduise pas sur le plateau de Millevaches. Sans qu'elle soit toujours conflictuelle et ouverte, cette bataille n'en a pas moins perturbé quelquefois la vie de la télévision, même si le rapport des forces en présence et le discours dominant sur la liberté de la presse ont jusqu'à maintenant empêché une mainmise du politique sur le média.

Globalement l'ensemble des élus soutient plutôt Télé Millevaches. Mais dans les situations plus aiguës où le conflit s'exacerbe, ils ne sont plus qu'une très petite poignée à monter au créneau pour laisser à Télé Millevaches le pouvoir sur ce qu'elle fait. De même, les quelques péroreurs qui râlent contre elle et estiment qu'ils devraient contrôler davantage son contenu et ses choix ne sont guère plus nombreux, même si leur voix a du poids et que la majorité silencieuse a parfois tendance à suivre leurs injonctions.

Un premier bras de fer eut lieu avec la structure par laquelle transitaient des fonds européens qui finança plusieurs années de suite Télé Millevaches. Les élus exigeaient que tous les sujets montrant des initiatives soutenues par ce programme soient signalés par l'incrustation systématique de leur logo durant le reportage... Comme ce programme était transversal et que la plupart des subventions versées sur le territoire passaient par lui, l'équipe imaginait très bien l'effet d'un numéro de Télé Millevaches truffé du logo en question qui assènerait sans finesse son obsédante présence. Ce n'était plus « Vu à la télé », mais « Subventionné par le syndicat mixte » !

Une telle exigence était inacceptable pour l'équipe qui refusa tout net, y compris avec des arguments que les élus pouvaient entendre : quelle crédibilité pour la télévision du territoire si elle devenait le support « marketing » du syndicat ? Pourquoi d'autres financeurs, du coup, n'exigeraient pas la même chose ? Bref il était hors de ques-

34. Yolande Riou, *Les Télévisions locales et La Participation citoyenne*, Université René Descartes, 2005, p. 110.

tion de se plier à cette idée saugrenue et absolument contreproductive, y compris pour le financeur dont on se demandait au final quel bénéfice il espérait en tirer ... L'équipe ne signa donc pas la convention qui avait été préparée et proposa au bureau du syndicat une convention alternative d'où le logo omniprésent était bien sûr absent.

Ce bureau, composé de 25 élus (conseillers régionaux, conseillers généraux et maires) eut donc à choisir entre les deux versions. Les rares soutiens de la convention proposée par Télé Millevaches expliquèrent l'inanité des exigences disproportionnées du syndicat. Un opposant à cette motion enfourcha le refrain du « légitime » droit de regard et de présence dans un magazine financé en partie par des fonds publics. Les deux textes furent mis au vote : 22 voix pour celui du syndicat (qui imposait le logo)... et 3 voix pour celui de Télé Millevaches.

Ce résultat attrista l'équipe qui espérait que davantage d'élus comprennent sa position. C'était sans compter l'espèce de solidarité grégaire qui pousse la plupart d'entre eux à communier dans l'indéfectible croyance qu'ils sont bien les seuls à représenter l'intérêt général et à travailler autrement que dans un rapport de subordination avec leurs partenaires... Au final les trois voix marginales émanaient de deux maires assez libres par rapport à leurs pairs et d'une suppléante présente ce jour-là en remplacement d'un conseiller général qui, s'il avait été présent, n'aurait sans doute pas voté comme elle...

Télé Millevaches ne revint cependant pas sur sa position, ne signa pas la convention plébiscitée par les politiques et proposa de signaler dans le générique de fin, les initiatives soutenues par le syndicat – ce qu'elle fit. On travailla donc sans convention, le temps passa, on oublia le vote et le logo de la discorde, tout le monde s'en accommoda, et l'affaire en resta là. Télé Millevaches existait, produisait, remplissait son contrat de réaliser un magazine mensuel. Bref, le syndicat d'élus était bien obligé de suivre financièrement. Il avait compris que dans le cas présent, il était sans doute allé un peu trop loin et que le rapport de force n'était pas en sa faveur : si Télé

Millevaches, faute de financements, avait dû mettre la clef sous la porte à cause d'une bête exigence de logo, il aurait eu du mal à en assumer les conséquences.

Entre le syndicat d'élus et Télé Millevaches, des rencontres annuelles étaient prévues de façon à « échanger » sur le magazine. L'idée était de voir comment les actions des deux structures pouvaient s'épauler. En effet, en tant que « télé de pays », Télé Millevaches allait dans une direction qui était finalement assez proche de celle du syndicat, puis, lorsqu'il fut créé, du parc naturel régional (on se rappelle en effet que l'équipe avait appelé de manière enthousiaste une telle création, et qu'elle en avait très largement parlé, réalisant même des films qui en promouvaient l'idée, à une époque où peu d'élus l'avaient adoptée). Cela n'empêchait pas d'entendre revenir comme une ritournelle la plainte rituelle dont un élu corrézien de droite s'était fait la spécialité : « Comme nous finançons la télévision, rabâchait-il, il faudrait que le président du syndicat puisse au moins être tenu au courant du sommaire avant que le magazine ne sorte et qu'il puisse exercer un contrôle minimum sur le choix des sujets... » Ce jour-là, Olivier et Michel qui représentaient Télé Millevaches n'eurent pas besoin de justifier l'indépendance de la télévision. Voilà qu'à peine notre élu avait terminé sa litanie qu'un de ses collègues, du même bord politique, vint spontanément prendre la défense de Télé Millevaches sur le thème : les médias doivent être libres, la liberté de la presse ne se discute pas, etc. Cette joute entre les deux hommes montrait assez bien la double contrainte qui pèse sur les élus en matière de rapport au média. D'un côté la tentation du contrôle est forte (disproportionnée du reste), d'un autre le credo de la liberté et de l'indépendance du média fait partie des acquis indiscutables de tout discours démocratique... Bref, la seconde injonction inhibe en partie les velléités dominatrices de la première tentation. C'est la chance de Télé Millevaches. Il est aujourd'hui politiquement incorrect lorsqu'on est élu de vouloir mettre son nez dans la vie du média. Alors on râle, on « oublie » de verser une subvention, on ne soutient pas aussi active-

ment qu'on le pourrait, mais on n'ose plus (sauf lorsqu'on fait encore partie de ces caciques d'un ancien temps qui n'ont pas vu le monde bouger) dire que l'élu doit le contrôler.

Pourtant, qu'auraient donc ces quelques élus à reprocher à Télé Millevaches ? Elle défend une vision du territoire qui va dans le sens des actions que la plupart d'entre eux défendent : valorisation des ressources locales, accueil de nouveaux habitants, dynamisme associatif, innovations économiques, projets culturels, etc., c'est-à-dire mise en valeur de ce qui fait la vie et le dynamisme locaux. Certes, parfois, des sujets plus polémiques sont traités qui ne plaisent pas à tout le monde. Mais en aucun cas Télé Millevaches n'a choisi de s'engouffrer sur des sujets qui, même s'ils ont un lien avec le territoire, n'ont pas d'intérêt à ses yeux par rapport à son projet rédactionnel qui est de parler du pays et des gens qui y vivent. Elle aurait pu, pourtant, faire un reportage sur la descente du juge Halphen dans la mairie de Meymac lorsqu'il enquêtait sur l'affaire des HLM de la ville de Paris ; elle aurait pu questionner l'indépendance de la presse en enquêtant sur la double casquette du président du parc également directeur de la rédaction d'un quotidien régional ; elle aurait pu mettre son nez dans les remontrances que la Cour des comptes a faites au musée Chirac de Sarrazan, etc. Bref, elle avait de quoi emmerder des élus dont on aurait pu alors comprendre le mécontentement... Mais là n'était pas son but. Les péripéties judiciaires nationales d'un élu local, pour reprendre cet exemple, n'ont en effet guère d'incidences sur les questions qui lui paraissent plus vitales concernant l'avenir du territoire.

Ce même élu revenait régulièrement se plaindre de voir la Corrèze mal servie en quantité de reportages... Comme l'équipe avait fini par connaître la rengaine, elle amenait avec elle le relevé précis des reportages réalisés sur ce département pour arriver à la conclusion inverse : la Corrèze était plus que bien représentée. Proportionnellement à la population et au territoire, un équilibre annuel a toujours été respecté. Mais peut-on entendre ce qu'on ne veut pas entendre ?

Le fossé entre le média et le politique n'est pas seulement creusé par la volonté de mainmise. Il est aussi, et peut-être surtout, culturel. Les appels qui montent de collectifs de citoyens ou les plus ou moins sincères propositions qui émanent de certains élus, autour de la démocratie dite « participative », pointent l'incertaine recherche de nouveaux modes de fonctionnement du politique. La question du service public qui échappe de plus en plus au politique révèle des mutations du même ordre, instituant des flous là où les choses étaient autrefois plus claires. Des initiatives privées, associatives souvent, ne vont-elles pas dans le sens de l'intérêt général, alors que la conduite publique de certains dossiers laisse parfois dubitatif ? Plus que le désir frustré et archaïque de faire du média « la voix de son maître », les difficultés qu'a rencontrées (et que rencontre encore) Télé Millevaches, relèvent de cette crise de la représentativité politique. Entre celui qui braie « Argent public = média public » (entendre : contrôlé par moi), et ceux qui jouent à fond la carte de la confiance et de la coopération avec la télévision associative, la plupart, bienveillants mais pas toujours certains de la validité de leur position, ont du mal à habiter la tâche (difficile) de l'élu d'aujourd'hui.

Profils retrouvés / Vingt ans après

Nous sommes au début de l'année 2006. La belle saison est déjà loin qui, malgré les froids vifs, s'est éternisée jusqu'aux premières semaines de l'automne. L'hiver est maintenant bien installé, même s'il est moins rigoureux que celui, mémorable, de l'année précédente. Rendez-vous compte : quarante jours de neige d'affilée sur le Plateau, on n'avait pas vu ça depuis au moins... vingt ans !

Patrice a 52 ans. Il n'a pas laissé tomber ses outils de tondeur, mais les a complétés avec un camion de pizzas qu'il installe de juin à septembre sur les places de village du Plateau – le reste du temps il est cuisinier au centre de handicapés de Gentioux.

Jean, l'enfant du pays de l'équipe fondatrice, est parti à Bordeaux où il dirige une entreprise de meubles de cuisine. Il y a suivi Patricia qui retrouvait ainsi ses origines géographiques. Elle a toujours gardé un pied dans le tourisme et vient de profiter d'une période de chômage pour se remettre aux études et passer un DESS d'aménagement du territoire.

Christian et Françoise habitent toujours le village de Cezeyrat sur la commune de Peyrelevade, là où l'équipe pendant de nombreuses années se réunissait au moins une fois par mois. Aujourd'hui, Françoise est la secrétaire de la communauté de communes du plateau de Gentioux.

Sergine aussi est toujours à Peyrelevade. Elle continue à gérer avec son mari le cabinet d'assurances et passe désormais beaucoup de temps dans une association d'entraide qui s'est mise en place sur la commune.

Catherine, Anne, Michel, Olivier, Philippe et Marc ont réalisé leur projet de scierie. Ambiance Bois, c'est son nom, s'est développée depuis sa création en 1989 et une quinzaine de personnes y travaillent avec eux. À côté de ça, Catherine a été élue adjointe de François Chatoux en 2000. Michel a basculé de la vidéo à la presse écrite avec le journal IPNS. Olivier, Philippe et Marc continuent à participer activement à Télé Millevaches, ce dernier en assumant la lourde charge de trésorier.

Henri a pris ses retraites. En 1991 de son métier d'électricien, en 2001 de son job de curé. A 80 ans il se porte comme un charme et a rejoint à Pontigny dans l'Yonne, une maison d'accueil de la Mission de France où il file toujours de bienvenus coups de main. Il vient d'acquérir un appareil photo numérique !

Hervé a poursuivi sa carrière de journaliste dans la presse quotidienne régionale. Il travaille au Havre au siège de *Paris-Normandie* : « Il m'est arrivé de rencontrer des petites télés locales qui émergent sur le Havre et les environs. Quand je leur parle de Télé Millevaches, elles sont admiratives car elles la considèrent un peu comme la pionnière, l'ancêtre ! »

Jacques demeure le pilier de l'équipe permanente de la télévision, tandis que Catherine a laissé de côté la vidéo à la naissance de son premier enfant. Depuis, elle a rejoint Ambiance Bois où elle travaille avec ses anciens compères de Télé Millevaches.

Ils seront tous présents pour fêter le vingtième anniversaire de Télé Millevaches. Mais les deux figures tutélaires de la télévision ne sont plus là. Charles Rousseau est mort un peu plus de deux ans après le lancement du projet. Une leucémie l'a emporté à l'âge de 65 ans. Bernard Coutaud, toujours par monts et par vaux pour ses pérégrinations professionnelles, est mort brutalement dans un accident de la route en 1999. Il avait 49 ans. Dans le cimetière de Peyrelevade les tombes des deux hommes ne sont pas très éloignées l'une de l'autre. À Peyrelevade justement, le jeune maire de 28 ans n'est autre que Pierre Coutaud, le fils de Bernard, qui se souvient peut-être de quelques réunions lointaines dans le salon de ses parents au cours desquelles on discutait communication et télévision...

Mais vingt ans après sa création, Télé Millevaches, ce sont aussi de nouveaux noms, de nouveaux visages – plus jeunes, différents – qui ont apporté un sang neuf et un regain dans l'histoire de la télévision : Christelle, Marina, Stéphane, Samuel... Ce ne sont pas les seuls, ils furent une bonne douzaine à y travailler un moment ou un autre parallèlement à la douzaine d'objecteurs qui s'y sont également succédé. Et ce ne seront certainement pas les derniers.

La télévision après avoir longtemps poussé sa brouette et empaqueté ses cassettes sous enveloppes, continue à mener son chemin en usant des technologies qui se présentent sans abandonner la télé postale qui demeure encore le meilleur moyen de toucher les habitants du Plateau (mais bientôt la vénérable cassette laissera sa place à un DVD). Grâce à Internet et au site qu'elle y a installé, Télé Millevaches peut désormais être vue... dans le monde entier. Quelques échos lointains lui parviennent parfois du Qatar ou du Canada.

Grâce à sa collaboration avec la chaîne Demain ! diffusée sur un des bouquets du satellite, elle touche depuis 2005 un nouveau public qu'elle ne croise plus en sortant de son studio ou en se baladant sur les petites routes du Plateau. Autant, si ce n'est plus (et peut-être beaucoup plus) de gens regardent les images du Millevaches sur leurs écrans, comme cet instituteur breton qui utilise depuis plusieurs années ses reportages dans sa classe.

La dernière « révolution technologique » de Télé Millevaches (la quatrième) a été le passage au numérique. Une technique qui a bouleversé l'art du montage. Comme le raconte un proche de la télé, « *L'introduction de l'informatique pour la postproduction a révolutionné le montage des reportages et des émissions. La possibilité de mélanger des sources numériques très diverses, de retoucher un montage sans tout refaire depuis le point de retouche est un gain de temps et d'efficacité qui rend toujours plus accessible - techniquement - ces outils.* » Mais il n'omet pas de rappeler lui aussi que le nerf de la télévision est ailleurs : « *Sur le fond, il faudra toujours des personnes compétentes techniquement et artistiquement pour utiliser ces équipements !* ».

Vingt ans, c'est aussi le temps de regarder le chemin parcouru, de mettre en rapport les objectifs énoncés en 1986 par la petite bande mobilisée par Charles Rousseau et les résultats d'une action étendue sur deux longues décennies. Entre l'espoir affiché à l'époque de sa création et la réalité d'un plateau de Millevaches largement entré dans le III^e millénaire (sacrificions à la formule...), y eut-il cohérence ou coupure, accompagnement ou rupture, influence ou dichotomie ?

Il faudrait toutes les compétences d'historiens, de sociologues, de géographes et de psychosociologues pour répondre à une telle question. L'enquête serait passionnante si elle prenait le temps d'aller au fond des choses, n'en pas rester aux chiffres ou aux impressions. Un travail d'envergure qu'on ne peut faire en quelques mots de conclusion, surtout de la place d'acteurs de cette histoire, qui est celle des auteurs de ce livre. Néanmoins, ce regard impliqué et sub-

jectif n'est pas à rejeter. Il apporte la vision d'habitants qui ont vu leur pays changer. Un changement auquel ils ont eux-mêmes contribué.

En 2006, le plateau de Millevaches n'est plus celui de 1986. Bien sûr il n'est pas radicalement différent. Forêts, lacs, maisons vides et ruisseaux disent les constantes d'une histoire qui est pourtant loin d'être immobile. Quelques repères dans le paysage ont inscrit depuis vingt ans des évolutions : ces panneaux qui au bord d'une prairie humide ou d'une tourbière disent qu'« ici, un agriculteur entretient l'environnement » ; ce phare au milieu du lac de Vassivière qui abrite un centre national d'art et du paysage ; ces noms de localité qui s'affichent à l'entrée d'un village en français et en occitan ; ces immatriculations anglaises de plus en plus nombreuses sur les routes locales ; etc.

Et puis il y a ce qu'on ne voit pas – et qui est encore plus important. Un seuil migratoire positif. Un nombre considérable d'associations, actives et dynamiques, qui ne cesse de croître. Le renouveau des musiques traditionnelles. Les restes abîmés de la civilisation paysanne érigés en « petit patrimoine rural ». La floraison de festivals, de fêtes, de manifestations culturelles. Les multiples rencontres qui font se croiser des individus variés venus de tout près ou de très loin. Le petit air de paradis qu'a pris la Montagne limousine lorsqu'on écoute la rumeur du monde et les peurs de nos contemporains (insécurité, pollutions, délitement du lien social). Les innombrables réseaux qui se croisent et se recroisent. Les initiatives d'une société civile extrêmement dynamique.

Si toutes ces évolutions ont eu lieu, ce n'est pas bien sûr « grâce » à Télé Millevaches. Mais Télé Millevaches les a senties, repérées, rendues visibles et parlantes, elle les a mises en scène dans l'imaginaire collectif du territoire. Elle a contribué en cela à ce qu'elles soient perçues comme les signes d'un renouveau et les promesses de nouvelles façons de vivre la ruralité. Au-delà, elle a permis de donner de celle-ci une image qui peu à peu a évolué. D'espace retardataire, voire rétrograde, elle l'a conduit vers l'image d'une terre de création, d'innovation, un laboratoire social où peuvent s'expérimenter des

démarches d'habitants désireux de prendre en main leur devenir. Long travail sur la perception du pays qu'on habite, indispensable si on veut s'approprier son destin.

Du coup, le Plateau, par l'œil de Télé Millevaches, a su aussi diffuser de lui, vers l'extérieur, un visage bien différent de celui dont on l'affublait il y a seulement vingt ans. Comme le dit bien une sociologue qui habite ici : « Hier pour être quelqu'un il fallait partir. Aujourd'hui, pour être quelqu'un il vaut sûrement mieux rester. » Elle poursuit : « La Montagne limousine est caricaturale de tout le Limousin. Mais peut-être est-ce parce qu'elle a encore plus souffert et s'est encore plus dépeuplée, que c'est justement là que sont apparues les premières réactions positives. La Montagne limousine avait pour ainsi dire « touché le fond » de la dépopulation. Elle ne pouvait que redémarrer. Et c'est ce qui s'est passé.



Photo extraite du Magazine du Plateau n° 98, novembre 2002.

Toutes les initiatives partent maintenant du Plateau ³⁵ ! » Que Télé Millevaches, avec d'autres, n'y soit pas étrangère, cela paraît à peu près évident.

En 2006, Télé Millevaches a produit un film intitulé *Bâtisseurs de possible*. Il présente au travers de l'itinéraire d'installation et de création d'activités d'une petite dizaine d'habitants du Plateau, comment ce territoire peut justement être une terre d'accueil, d'inventivité, un territoire où mille idées peuvent se concrétiser, un « pays ouvert » comme disait il y a vingt ans dans un des premiers films réalisés par Télé Millevaches une jeune femme qui parlait de sa propre installation – c'était en 1987. Au moment où ces dernières lignes s'écrivent, Marina et Christelle reviennent de Kosice en Slovaquie, où se déroulait un festival international des télévisions locales auquel Télé Millevaches avait déjà participé. Elles annoncent au reste de l'équipe que *Bâtisseurs de possible* vient d'y être primé.

Bâtisseur de possible ? Finalement, depuis vingt ans, c'est ce que n'arrête pas de faire Télé Millevaches.

35. Marie-France Houdart « Mieux comprendre le pays limousin », entretien dans *IPNS*, n° 4, février 2003.

II

Une lilliputienne dans le PAF



Télé Millevaches, née en 1986, a été initiée et a pris son envol à un moment particulier de notre histoire audiovisuelle nationale. C'est dans cette période de basculement où se met en place, en France, la machinerie audiovisuelle commerciale, que les fondateurs de Télé Millevaches construisent à contre-courant, un projet télévisuel porteur d'une certaine vision du monde. La plus ancienne, avec Canal Nord et Trégor Vidéo, des télévisions locales vivantes à ce jour, est née au cœur du tournant déréglementaire de l'audiovisuel français. Le premier souci de Télé Millevaches est de faire circuler l'information entre les habitants du Plateau peu nombreux, avec un habitat rare et dispersé, et un relief accidenté. La petite télévision du Plateau souhaite dès sa création donner, à ses propres habitants, une image positive du pays, mettre en valeur ses atouts et ses richesses. Cette télévision du même coup s'avère être un outil pour susciter questionnements et discussions sur le devenir du Plateau³⁶, préparer, armer ses habitants à agir, à ne pas subir la fatalité du déclin. En d'autres termes, comme le dira 30 ans plus tard une militante des médias communautaires au Venezuela : « *Vous ne pouvez impulser un changement si la parole est monopolisée par d'autres*³⁷. » Vouloir redonner un coup de vie à ce bout de France méritait bien de

36. Voir le site de Télé Millevaches : <http://telemillevaches.free.fr/>

37. Gabriela Fuentes, cité par Renaud Lambert, « Venezuela : médias contre médias » Risal 28/09/2005 : http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1483

s'atteler à la construction d'une telle télévision. La réflexion sur le rural, les conceptions en matière de développement, les valeurs de référence de ses créateurs ont donc fortement imprégné la mise en œuvre de Télé Millevaches. Les protagonistes de ce projet ont très tôt compris que bien au-delà d'une technologie, la télévision est un rapport social et culturel technologisé, complexe, souvent ambigu. La volonté de vivre, de produire, d'échanger autrement, à travers d'autres pratiques et d'autres finalités conduit ses fondateurs à mettre en place une autre télévision, télévision de projet pour le pays avec, et au service, de ses habitants. Cette aventure se met en mouvement au moment où la France s'engage dans la déréglementation à tout va, libère un peu plus dans le domaine audiovisuel les forces du marché, amorce la financiarisation de l'économie, donne le feu vert à la marchandisation accentuée de la culture. L'idée qu'un autre monde est possible, qui habite ces nouveaux arrivants, induit celle qu'une autre télévision est également possible. Ce parti pris détermine l'orientation de Télé Millevaches, les sujets traités, la façon d'associer les intéressés, le mode de production, valorisant et questionnant la Montagne limousine.

Donc, nous disons 1986...

Cette année-là, coup de tonnerre dans le ciel audiovisuel français. Le gouvernement Chirac, nouvellement nommé, va privatiser une chaîne du service public. Dans quel marigot audiovisuel débarque notre lilliputienne du Plateau ? Où en est donc la France télévisuelle de ce milieu de la décennie des années quatre-vingt ?

Excusez du peu, mais du seul point de vue de l'audiovisuel, 1986 n'est pas une année anodine puisqu'elle voit se produire d'importantes ruptures. Avant les élections législatives du printemps 1986, qui seront perdues par la gauche (arrivée aux affaires en 1981), est publié en février au *Journal officiel* le décret approuvant le contrat de concession de la Cinquième chaîne. Celle-ci, qui a commencé à émettre quelques mois auparavant, a été imposée par l'Élysée, mal-

gré une opposition, y compris au sein du Parti socialiste et l'avis défavorable rendu par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Le Sénat rend public le rapport d'une commission d'enquête qui met en cause les conditions d'attribution (absence d'appel d'offres) de cette Cinquième chaîne à la société France 5 dont le groupe Seydoux-Berlusconi-Riboud est le principal actionnaire. Le patron italien de la Fininvest apporte « les paillettes et le beaujolais » dans le PAF (paysage audiovisuel français). De même, le décret concernant le contrat de concession et le cahier des charges de la sixième chaîne, TV6 (groupe Publicis et NRJ) est également publié. En février toujours, « remords de la gauche », la SEPT (Société d'édition de programmes de télévision) est créée. Il était temps ! Les élections donnent la victoire à Jacques Chirac et aux chevaux-légers du libéralisme (Léotard, de Villiers, Madelin) qui souhaitent réduire drastiquement l'audiovisuel public. La première cohabitation commence ; elle va être, dans le secteur de l'audiovisuel, celle de la libéralisation élargie.

Le 30 septembre, la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle est promulguée. Elle déréglemente un peu plus le secteur, bradant une chaîne au privé (ce sera TF1), créant la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés), commission aux ordres rapidement et totalement discréditée. Puis vient le lancement de Paris Première, première chaîne thématique diffusée sur le câble, qui, contrairement à son nom, n'a rien d'une chaîne de proximité, mais plutôt « papier glacé », « branchouille » et faussement impertinente. Pour faire bonne mesure, le Conseil constitutionnel considère que les dispositions relatives au contrôle des concentrations sont insuffisantes.

Si l'on devait se déplacer ailleurs dans le monde, beaucoup d'événements pour cette année-là seraient à rapporter. Vue de Faux-la-Montagne, on s'en tiendra – dans une perspective du micro au méga – à un seul, emblématique, la montée en puissance de Rupert Murdoch qui, aux États-Unis, renforçant les Républicains, crée un nouveau réseau : La Fox. Son assise nord-américaine confortera

le développement du groupe News Corp. dans le monde. Le réseau donnera naissance, plus tard, à Fox News, chaîne d'information continue, véritable média de propagande de guerre appuyant Georges Bush³⁸.

Ainsi donc, en France, en 1986, aux trois chaînes du service public (dont la première tombera en 1987 aux mains d'un groupe de repreneurs privés mené par le groupe Bouygues) s'ajoutent la Cinq (Programmateurs en chef : Berlusconi), qui vient de naître ainsi que TV6. Ces chaînes sont des caricatures de télévision d'*entertainment* à contenu plus ou moins musical (pour TV6) et de robinet à images de programmes étatsuniens (fortement pour La 5). Les premières chaînes du câble arrivent et Canal +, chaîne à péage, a démarré ses programmes en novembre 1984 (la chaîne Demain, ne sera créée qu'en 1997). La SEPT n'est encore qu'une société d'édition de programmes à l'existence menacée.

Sans s'arrêter longuement sur la privatisation de TF1, rappelons cette invention de taille, celle d'un des critères à prendre en compte pour l'attribution de la chaîne, « le mieux-disant culturel » que défendra, sans rire, François Léotard, devant la représentation nationale. Patrick Lelay et Antoine de Clermont-Tonnerre, au nom de TF1, prendront, lors de l'audition publique devant la CNCL, l'engagement de porter haut les valeurs de la culture dans la programmation de la future chaîne³⁹ !

Retour sur une rupture

La rupture avec l'audiovisuel tout public étatique date de 1982, quand la majorité socialiste a voté la fin du monopole. La logique du

38. Le groupe Rupert Keith Murdoch (34 000 salariés) a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 21 milliards de dollars et un bénéfice net de 1,533 milliard de dollars.

39. Voir Marie-Ève Chamard et Pierre Kieffer, *La Télé, dix ans d'histoires secrètes*, Flammarion, Paris, 1992 ; et Pierre Péan et Christophe Nick *TF1, un pouvoir*, Fayard, Paris, 1997.

secteur privé est simple : il s'agit de vendre de l'audience aux annonceurs. Présentée – abus de langage mystifiant – comme « gratuite », « la télévision produit » va prendre définitivement le pas sur la logique d'une offre télévisuelle publique⁴⁰. En fait de gratuité, les téléspectateurs consommateurs paient désormais la machine télévisuelle commerciale en faisant leurs courses : quelle modernité culturelle⁴¹ ! Hervé Bourges, dernier président de TF1 publique, avait depuis quelque temps déjà bien préparé cette orientation en appelant le cabinet Lintas comme « modernisateur » de la chaîne pour reprendre la première place devant Antenne 2. À partir de la fin 1980, l'audiovisuel commercial se développe et devient majoritaire du point de vue du nombre de chaînes, de ses ressources, de son audience ; le type de programmation qu'il met en œuvre s'impose comme modèle dominant. Le service public se condamne à un dangereux mimétisme du privé et décroche du point de vue de ses ressources des grands services publics tels ceux de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne. C'est cet échec de la télévision publique, assujettie au pouvoir des gaullistes et de leurs successeurs pendant longtemps, centraliste à outrance, refusant le pluralisme culturel, territorial et politique qui a facilité l'arrivée en France de la télévision commerciale.

Le basculement vers la domination du privé est bien avancé. Désormais la mauvaise télévision va chasser la bonne ; du moins ce qu'il en restait.

40. Berlusconi parle à cette époque de « cercle vertueux pour la télévision » : la publicité qui la finance fait vendre, crée ainsi des emplois et permet une rotation accélérée du capital, tournée vers un hyper-productivisme qui doit se développer sans fin.

41. Les dépenses de publicité sont intégralement répercutées par les industriels sur le prix des biens et des services. Cette activité publicitaire hexagonale ayant dégagé en 2004 un chiffre d'affaires de 31,2 milliards, chaque ménage a dépensé une moyenne de 1 200 euros de publicité (31,2 milliards/26 millions de foyers). Source : *PLPL (Pour Lire Pas Lu)*, « Le temps des Sacs-à-Pub », octobre 2005. Il faut noter que le service public français, contrairement à la BBC est financé pour partie par la publicité de marques depuis octobre 1968. À la voix de la France se mêlait alors la voie des affaires.

Du côté de la télévision régionale et locale

Les premières initiatives en matière de télévision régionale et locale ont été, le monopole faisant loi, organisées dans le cadre public. Le gouvernement du général De Gaulle a ainsi mis en œuvre de modestes pôles régionaux dans les principales métropoles du pays. Ces centres produisaient des magazines diffusés en « décrochage ». C'est dans une perspective partisane très nette – au-delà d'un jacobinisme audiovisuel – que Paris déconcentre sa télévision avec un contrôle strict du contenu informationnel. Ces centres d'actualité régionaux sont créés sous le magistère d'Alain Peyrefitte, le zélé ministre de l'Information du général de Gaulle (1962-1966). Ils dépendent étroitement des bureaux régionaux d'information et l'actualité est prioritaire sur le reste de la production ⁴².

Il s'agit, comme pour l'ensemble de l'appareil public télévisuel, de contrebalancer la presse régionale, considérée comme peu – ou pas assez – favorable au pouvoir politique. Les consignes venues de Paris n'étaient pas rares notamment en périodes électorales. Les embauches des journalistes ressortissaient le plus souvent à du clientélisme politique. Dans ces années soixante, la régionalisation ne fut donc qu'un faux-semblant : surveillance et contrôle des stations, liens quotidiens avec la direction parisienne, mise en place de collaborateurs fidèles aux ordres, en alliance, lorsque c'est possible, avec les notables installés. La télévision locale était emboîtée dans un service public jacobin, encastré lui-même dans un monopole public, contrôlé par les partis au pouvoir entre 1958 et 1981.

La politique de décentralisation de l'audiovisuel prévue après la rupture de 1981-1982 ⁴³ a été un échec. Les sociétés régionales de radiodiffusion, prévues par la loi de 1982, chargées de gérer « les stations locales » de télévision n'ont pas vu le jour et ces stations ne

42. Jérôme Bourdon, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, INA-Anthropos, Paris 1990, p. 105.

43. La loi du 29 juillet 1982, qui met fin au monopole de programmation, légalise les « radios libres » et crée la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

sont pas devenues des sociétés à part entière telle que le prévoyait la loi. Traduisant bien, comme l'analyse Serge Regourd, « l'absence de toute culture décentralisatrice sur le terrain audiovisuel ⁴⁴ ». Il faudra attendre les années les plus récentes pour voir le maillage des télévisions nationales publiques et privées s'étendre en région ⁴⁵.

Les premières télévisions locales privées apparaissent timidement en 1988-1989 à Toulouse et à Lyon. Le plan de relance de la télévision locale n'intervient qu'en 2000.

Pendant ce temps, du côté des télévisions associatives...

L'histoire des télévisions amateurs, associatives, militantes reste à faire ⁴⁶. Contrairement à d'autres pays, la France a peu développé la recherche dans ce domaine, comme le présente une synthèse des travaux récents des *alternative media studies* dans la littérature anglo-saxonne et les quelques travaux français dans ce domaine ⁴⁷. Pour aborder ce travail, il conviendrait de se pencher sur plusieurs démarches qui précèdent les initiatives de télévision de proximité, télévisions associatives, dites « libres », quelques fois « alternatives ⁴⁸ », de mettre à jour des généalogies plus ou moins directes, ou

44. Serge Regourd, *Droit de la communication audiovisuelle*, Puf-Droit, Paris, 2001.

45. Aujourd'hui, France 3 poursuit sa politique de décrochage (27 éditions locales) et M6 avec 11 décrochages qui concernent 12,7 millions de téléspectateurs. Certains de ces décrochages se font en collaboration avec la presse régionale.

46. « Libres antennes, écrans sauvages », *Autrement*, n° 17, 1979, et *Vidéo, la mémoire au poing* (Coll. « L'échappée belle », Hachette littérature, 1981) d'Anne-Marie Duguet qui retrace certains aspects des premiers moments de cette éclosion et à qui nous empruntons certaines de ces informations.

47. Benjamin Frerron, *La presse alternative locale en France. Un espace de contestation des représentations et normes instituées du système de pouvoir local*. Mémoire de DEA, Institut d'études politiques de Rennes, 2004, p. 6.

48. On peut indiquer ici quelques éléments d'une typologie de ces télévisions. La notion de « télévision libre » connote une dimension politique, militante, qui se dis-

connexes, qui puisent leurs racines dans des entreprises et des créations hors des circuits habituels, ceux du militantisme, de l'activité voire de l'activisme artistique, utilisant, hybridant, des outils anciens ou nouveaux d'expression et de communication entre groupes. À cet égard, le développement des outils informatiques et Internet multiplie les possibilités de travail en réseau et de l'interactivité. Autant d'initiatives qui, pour beaucoup, débouchent sur la question de la diffusion et le problème que cela pose : refuser de vendre de l'audience à des annonceurs ne signifie pas, ne pas souhaiter toucher de nombreux téléspectateurs citoyens.

tingue des télévisions commerciales (sous contrôle économique et financier) et des télévisions étatiques (plus ou moins intensément sous contrôle politique). Le terme associatif renvoie, lui, à une catégorie juridique (une structure non commerciale, sans but lucratif, « un homme = une voix »). C'est cette idée que traduit dans le langage des réunions internationales l'expression « non-profit ». Le mot « indépendant » ajouté à « associatif » introduit la distance, l'indépendance par rapport, non seulement à la sphère capitaliste, mais également par rapport aux collectivités publiques (des plus locales aux nationales, voire internationales).

On rencontre également des télévisions de médiation, de pays, de quartiers, de territoires ; participatives et de proximité ; elles ont une vocation principalement informative, de formation et de communication sociale et culturelle (éducation populaire). Il existe également des télévisions d'expression (d'opinion, engagées, alternatives, voire militantes). Au cours des rencontres internationales le terme « activiste » est souvent retenu. Il existe également des télévisions d'accès public : depuis les années quatre-vingt en Allemagne où environ 80 *Offener Kanal* fonctionnent soutenus par les *Länder*, aux USA où les câblo-opérateurs ont eu obligation de réserver un canal ouvert au public, tel Paper TigerTv à New York. Ces canaux se consacrent principalement aux débats d'idées ; ce sont des vecteurs du pluralisme et de la liberté d'expression et de création. Certaines émissions y développent quelquefois des pratiques de déconstruction du discours télévisuel, bouleversant le traditionnel contrat de lecture entre l'émetteur et le récepteur. Rafael Roncagliolo, directeur de l'Instituto para America Latina (IPAL, Pérou) se méfie de l'alternatif, qui pour lui est un mot dangereux car, dit-il « L'alternatif peut devenir synonyme de mauvaise qualité et de marginalité (...) ce qui existe c'est l'altérant. Ce qui rend une chose

Des racines multiples

En se penchant d'un peu plus près sur la période des débuts de ce mouvement audiovisuel, on découvre ces courants et initiatives qui constituent le terreau de naissance des télévisions et des ateliers associatifs de production. On peut tenter d'en repérer quelques-uns.

Le cinéma militant, le cinéma du réel, le cinéma amateur, le cinéma de famille

Les démarches militantes associent plus ou moins des non-professionnels et des professionnels, dans différents projets et expériences, des plus anciennes aux utilisations plus proches, des caméras super 8 aux premiers outils de vidéo légère. Sans remonter au travail des groupes Dziga Vertov et Medvedkine, on peut évoquer, plus récemment, parmi d'autres, au milieu des années soixante et au début des années soixante-dix les actions menées par Jean Rouch, par des groupes militants en France (Iskra) ou aux USA (Richard Leacock ou James Blue), qui laissent entrevoir la possibilité d'exploiter une technique plus maîtrisable que les lourds équipements professionnels traditionnels...

Les pratiques de cinéma amateur (8 mm, super 8), de cinéma familial sont aussi un terreau qui donne quelques jolies pousses qui pour certaines vont se développer dans des projets de télévision de proximité. De plus, certaines archives privées de ce type nourrissent des rétrospectives, connaissent une seconde vie en inserts dans des

alternative, c'est son caractère altérant. » in *Les Dossiers de l'Audiovisuel*, n° 57, p. 14, La Documentation française, Paris, 1994.

D'autres approches développent la notion (le concept) de télévision de projet, de média télévisuel - associatif - artistique - relais de la création. Un autre clivage quelquefois retenu est celui des télévisions de consensus (souvent d'« accompagnement » des pouvoirs en place, « TV-Messieurs les élus ») et des télévisions de dissensus, de contestation, de combat.

documentaires produits par ces télévisions. Télé Millevaches abrite quelques trésors dans ses archives.

L'art vidéo

La vidéo comme expression artistique naît, au début des années soixante, de la rencontre de plasticiens, d'ingénieurs et responsables de chaînes de télévision qui utilisent de nouvelles possibilités du médium vidéo. Au milieu de la décennie, Nam June Paik à New-York, a utilisé le nouveau *Portapak* en enregistrant le trajet en taxi de son atelier au café *A Gogo*. À la fin de la décennie des collectifs vidéo militants, des groupes d'action et des ateliers de recherche se multiplient à New York et à San Francisco (Alternate Media Center, Open Channel, Media Bus)⁴⁹.

Ce type de démarches liées au vidéo art, à la musique se retrouveront dans des télévisions associatives d'intervention, comme Ondes Sans Frontières (OSF)⁵⁰ où dans une perspective de « canal ouvert », des créateurs graphiques, des vidéo-artistes et des musiciens du Mix interviennent en *live*. Cette dimension créative féconde les programmes des alter-médias associatifs et, en retour, s'appuie sur le mouvement des télévisions associatives pour se produire et se faire connaître, créant une véritable co-élaboration militante de programmes.

La vidéo militante

Il faut faire une place particulière à cette dimension fécondante du mouvement qui retient notre attention. Aux États-Unis, dans les années soixante, des organisations militantes et de quartier investissent la vidéo comme moyen de lutte et de revendication (Viet Nam Veterans Against the War, Environmental Protection Administration, etc.). En France, en 1968, juste après le mai-juin des

49. Cf. *L'Art vidéo* : <http://www.artvideo.free.fr/plus/histoire-60a.html>

50. Entretiens avec Michèle Rollin les 10 et 23 février 2003.

étudiants-ouvriers (où là, c'est encore le film, 16 mm ou le super 8 qui sont utilisés), les premiers outils vidéo arrivent avec des cinéastes comme Godard et Alain Jacquier. En 1969, l'université de Vincennes se dote dans le secteur cinéma d'un important équipement vidéo. Il faudrait rappeler d'autres travaux précurseurs, notamment, l'Atelier des techniques de communication du metteur en scène Jean-Marie Serreau qui, en 1969, commence à former les premiers animateurs de la Ligue de l'Enseignement, les Beaux-arts de Paris (équipés de 1/4 et 1/2 pouces permettant le tournage et le montage en vidéo). Les milieux militants mono-luttes (MLF, gays, objecteurs de conscience, Larzac, Lip...) s'approprient la vidéo légère. Des groupes tel Vidéo Out font de la « contre-information » en réaction à la citadelle ORTF. CREPAC-SCOPCOLOR produit plusieurs magazines au niveau national, tel *Certifié exact*. En France, en 1973 avec le VAL (Video animation Languedoc), le conseil général de l'Hérault initie une des premières expériences pilotes de tentative de création d'une chaîne locale sur le câble. Pour les acteurs de ce courant, l'audiovisuel n'est pas une fin en soi, mais une façon de militer par d'autres moyens. Ce souci de résister à la manière de voir des médias convenus, légitimes, se retrouve dans des projets récents comme celui en gestation d'un cinéma de banlieue, le Méliès à Montreuil qui souhaite, selon le projet même, « redonner naissance aux actualités cinématographiques en salles (puis sur Internet), en permettant à chacun de proposer, par la vidéo, sa lecture du fait du jour ou de la semaine ». Un fait précis, local, national ou international, pourrait être perçu et interprété subjectivement, collectivement ou individuellement, explique Stéphane Goudet, directeur du Méliès. Il se réfère au travail « d'un Chris Marker pour *Chats perchés*, qui rend hommage à Léon Schwartzenberg en montrant la centaine de Chinois sans papiers venus assister à ses funérailles quand les télévisions se sont bien souvent arrêtées au très court exercice de sa fonction ministérielle ». Les salles de cinéma classées « Art et Essai », pourraient ainsi offrir un contre-champ à l'actualité télévisuelle⁵¹.

51. Selon les propos du directeur artistique du cinéma municipal *Georges Méliès* de

Rapport Nord/Sud

La question des rapports Nord/Sud traverse également le mouvement des télévisions associatives. Ainsi, le Sud, qu'on appelle alors le Tiers Monde a été concerné avec le travail en Tanzanie du Québécois Gary Belkin, qui, au moyen de lettres vidéo, a permis à des paysans des campagnes de s'adresser au pouvoir central. Avec son équipe, il forme des moniteurs afin de pérenniser ce type de communication. En 1986, autour d'un autre Québécois, Alain Ambrozi, est créé Vidéo Tiers Monde, ONG de coopération internationale d'éducation au développement avec l'aide de la vidéo, considérant que la communication est un élément fondamental du développement, agent de changement culturel économique et social. Les diverses structures qui émergent ainsi à cette époque se regroupent dans une fédération : Vidéazimut⁵². Ces pratiques s'étendent dans le monde par une multitude d'initiatives alternatives, « de Johannesburg à Iqaluit, de Rio à Rome », comme le note Nancy Thede, lors de la rencontre de Montréal en janvier 1992 où est présenté l'ensemble des problématiques, encore totalement d'actualité⁵³. Certaines opérations de ce type continuent aujourd'hui à exister, sans toutefois toujours capitaliser et poursuivre le

Montreuil-sous-Bois (94), « Appel à création(s). Des actualités démocratiques en salles », *Le Monde* du 11 mai 2006.

52. « De Vidéo Tiers Monde à Vidéazimut », entretien avec Alain Ambrozi. *Les Dossiers de l'audiovisuel* n° 57, pp. 46 et 47. La Documentation française, Paris 1994.

53. « Vidéo Tiers monde et Vidéazimut », in *Petits écrans et démocratie. Vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, dir. Nancy Thede et Alain Ambrozi, Syros Alternative, Paris, 1992. Ce livre réunit de nombreuses contributions qui posent des questions aux mouvements qui se réclament « du bon usage de la vidéo et de la télévision » dans une perspective de communication alternative. L'outil vidéo est utilisé par ceux qui cherchent des alternatives aux modèles médiatiques existants en s'appuyant à la fois sur la tradition et la modernité, épaulant des combats locaux, pour la reconnaissance, le droit à cultiver la terre, la lutte pour un habitat digne, une identité culturelle propre.

chemin amorcé. Pourtant, concordances de temps, 25 ans plus tard, des « associatives », poursuivent un travail en direction du Sud. Télé Millevaches a entrepris, depuis 2003, un partenariat avec une télévision à Koudougou au cœur du Burkina Faso : Télé Yaka⁵⁴. Riv Nord et Rapsode Production animent un atelier de vidéo-lettre à Saint-Denis dans le 93. Des enfants de cette banlieue sont initiés à la vidéo et s'adressent à d'autres enfants de la tribu indienne Ikpeng au Brésil présentant leur village (eux-mêmes répondaient à la vidéo lettre d'autres enfants de la Sierra Maestra à Cuba). De cette manière un dispositif en réseau se met en place où des enfants de différentes cultures s'échangent du courrier vidéo⁵⁵.

On pense également au *Journal international des quartiers (Noticiero Internacional de Barrio)*, instrument de formation et d'information réalisé par et pour les habitants des quartiers défavorisés d'Amérique Latine et d'Europe. Il s'agit d'un réseau de médias associatifs indépendants, « non-profit », lancé par Vidéon (France), avec des partenaires d'Espagne, de Belgique, du Venezuela, de Colombie, du Brésil et de Bolivie. Le principe est de privilégier le point de vue d'un quartier de chacun des pays participant au projet. La coopération se fait par Internet et différents outils collaboratifs. Ce Journal des Quartiers est destiné aux télévi-

54. Ce partenariat a été soutenu par la commission coopération du conseil régional du Limousin. Dans une région où cohabitent plusieurs ethnies, Mossi, Peuls et Gourounsi, cette télévision (en Moré, Télé Yaka signifie « voisin ») met en valeur les initiatives des habitants de la région et le partage des savoir-faire et des compétences dans l'intérêt de la communauté. Les reportages sont diffusés en langues moré, lélé et fougoudé. Actuellement six personnes font vivre cette initiative, tous ou presque n'avaient, auparavant, jamais pratiqué la vidéo. (D'après Samuel Deléron, animateur à Télé Millevaches.) Voir le reportage sur Télé Yaka d'octobre 2003 : <http://telemillevaches.free.fr/UntitledFrameset-2.htm>

55. Voir <http://excroissance.free.fr/rivnord>. Animé par Sylvie Coren et Patrick Laroche, Riv'Nord est un laboratoire de cultures populaires et de pratiques innovantes sur et par les technologies d'information et de communication.

sions communautaires (diffusion hertzienne, câble), aux ONG, aux associations, aux organisations citoyennes de femmes, etc. « L'utilisation des techniques d'information et de communication (TIC) permet de donner une plus grande visibilité à la société civile et à ses besoins, particulièrement en Amérique Latine, d'augmenter le développement des moyens de communication indépendants, de promouvoir l'exercice de la citoyenneté et de la liberté d'expression et de rompre avec l'homogénéisation des grands conglomérats de la communication »⁵⁶. Mettant en œuvre le droit d'informer, ces démarches transnationales fondent un « local sans les murs », un pont vers l'universel.

Les télévisions communautaires du Québec

Dans ce survol du contexte de création de Télé Millevaches, une place particulière doit être faite aux premières expériences de télévisions communautaires locales au Québec (à la fin des années soixante)⁵⁷, dans un contexte politique mêlant archaïsme sociétal et modernisme technique avec les réseaux câblés, véritable creuset où viennent bientôt en pèlerinage tous les porteurs de projets européens, voire du Sud. Comme l'a vécu Télé Saugueais, lorsque Télé Millevaches se rendra plus tard au Québec, elle constatera que sa renommée avait atteint les réseaux communautaires grâce à

56. Concrètement, un thème est défini tous les deux mois (les fêtes de quartier, les écoles de quartier, les déplacés, les opérations de solidarité, des luttes...) Dans chaque pays, les collectifs tournent des images sur ce thème. Ensuite, l'ensemble des images est monté, à tour de rôle, par un seul collectif, pour permettre à la pluralité des regards de s'exprimer. Voir le travail de coordination de Videon :

http://videontv.viabloga.com/texts/journal_international_des_quartiers.shtml

57. Il s'agit de communauté, qui comme l'indique *le Robert* est « un groupe social caractérisé par le fait de vivre ensemble, de posséder des biens communs, d'avoir des intérêts, un but commun », qui peuvent aussi associer de façon complexe des sentiments et des pratiques hétérogènes. Dans le cas présent du Québec, le lien essentiel est le territoire.

quelques reportages diffusés par la télévision.

L'influence de cette démarche se retrouve en France où s'organisent des modes de diffusion par des réseaux divers. Grenoble est l'une des 7 villes autorisées dans « les marges du monopole » à installer un réseau de télédistribution⁵⁸. Entre 1972 et 1976, Daniel Populus, s'inspirant du modèle québécois, y diffuse la Vidéogazette. Il s'agit d'un magazine vidéo bimensuel reflétant les préoccupations du quartier de La Villeneuve-de-Grenoble. Ce fonctionnement précurseur a pu se réaliser dans le contexte d'une ville novatrice, autour d'un projet participatif de la population. Le responsable de la Vidéogazette déclarait alors : « Nous faisons le pari qu'une collectivité qui se voit vivre ne peut pas ne pas se changer », résumant ainsi l'idée de la télévision-miroir d'une communauté ou d'un territoire, opposée à la parole diffusée par un pouvoir-centre vers sa périphérie⁵⁹.

Le souci d'éducation populaire, la formation à l'image, la participation marquent également les projets de télévisions associatives de la fin des années soixante-dix à la décennie quatre-vingt. En Belgique, les premières expériences de télévision communautaire lancées en 1976 sont fondées, à leur origine, sur l'idée d'éducation permanente couplée à l'information de proximité. Le participatif se renforce dans des pratiques de co-élaboration de programmes qui associent des habitants d'un quartier et des professionnels ou des anciens aguerris à l'outil télévisuel. Il y a là rencontre d'une pratique d'animation et de l'audiovisuel. Aujourd'hui, une des dernières nées, la plus avancée sur cette co-élaboration de programmes est, sans doute, O2Zone.tv, association qui, depuis 2002, a créé une télévision participative dans les quartiers de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône. Elle souhaite activer des relations sociales dans ces quartiers et permettre aux résidents de s'exprimer librement. O2Zone.tv regroupe à ce jour cinq centres sociaux de terrain qui

58. La télédistribution a été autorisée, pour ces sites gênés par des zones d'ombre.

59. Pierre Frappat, *Grenoble, le mythe blessé*, Éditions Alain Moreau, Paris, 1979.

offrent leurs moyens aux habitants, les forment aux techniques audiovisuelles. O2Zone souhaite solidariser, à terme, 15 centres sociaux dans tout le département, se définissant comme une télévision participative de réseau. La diffusion locale en hertzien va être reprise sur le câble. Télébocal, depuis de nombreuses années, met en œuvre une pratique participative dans le xx^e arrondissement de Paris⁶⁰.

Le besoin de reconnaissance

Sans doute, faut-il aussi s'aider du concept de reconnaissance pour comprendre l'émergence, dans sa complexité et sa diversité, du mouvement associatif d'expression audiovisuelle. Cette exigence de reconnaissance, de façon plus ou moins explicite, est présente dans les luttes entre groupes sociaux, où des savoirs symboliques s'affrontent afin que des dominés trouvent leur place dans le champ social les concernant. On pense à l'apport de Pierre Bourdieu, mais également à celui d'Axel Honneth qui analyse les différents niveaux de déni de reconnaissance⁶¹. Il ne s'agit pas de « psychologiser » une question sociale, mais de prendre en compte le sentiment de confiscation, d'expropriation de la parole télévisuelle que génère le dispositif médiatique installé dans nos sociétés et de mesurer en quoi il contribue à une prise de conscience et à une mobilisation.

Cette mobilisation, pour ce qui nous intéresse, conduit à une pratique sociale : la construction de médias associatifs, participatifs et même alternatifs. Résultat d'un mouvement qui se développe en France pour faire aboutir ce droit enfin reconnu par la loi, mais impossible de fait. Cette lutte est la réponse à cette sorte de délégation

60. Voir O2Zone <http://www.o2zone.tv/> et Télébocal <http://www.telebocal.org/>, qui diffuse dans les bars à Paris et à Brest en alliance avec Canal Ti Zef.

61. Voir *La Lutte pour la reconnaissance*, Cerf, Paris, 2000.

62. J'emprunte le concept développé par Pierre Bourdieu, « La délégation et le fêti-

tion confiscation⁶² du système télévisuel qui caractérise la télévision aujourd'hui en France, elle entreprend de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas.

Le refus du « discours centre » et de l'exclusion de la « fabrique audiovisuelle »

Au total, à la fin des années soixante, les pratiques de la vidéo légère se sont donc propagées en France, empruntant un chemin d'autonomie, souvent une démarche participative, plus ou moins réussie, mais toujours avec une constante, celle d'un refus du discours centre. Elles s'appuient techniquement sur la mobilité, la maniabilité et la baisse des coûts des outils jusque-là réservés aux professionnels. Cette démarche est également née de la déception à l'égard d'un service public, incapable de répondre aux demandes d'initiatives de la société civile, de militants engagés dans des projets audiovisuels d'intérêt collectif. Ces groupes exclus d'un système de télévision – privée ou publique – nationale « descendant », où le pluralisme⁶³ était le plus souvent pris en défaut, ont initié des interventions, militantes, locales. Le sentiment d'être exclu de la « fabrique télévisuelle » est fort également dans ce milieu – le plus souvent parisien – où la reproduction sociale atteint un niveau caricatural.

De nombreuses initiatives qui recouvrent les dimensions politiques et culturelles se font l'écho de ces mouvements nés dans les années soixante-dix et quatre-vingt : conflits sociaux de toutes sortes, luttes féministes, mouvements antiracistes, mouvements alternatifs, antipsychiatriques, mouvements en faveur de la reconnaissance des minorités sexuelles, ainsi que des démarches en lien

chisme politique », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 52-53 (1984), où est analysé le rapport délégation / aliénation dans le champ politique.

63. Il faut l'entendre dans tous les sens du terme : non seulement politique, mais également culturel, régional, linguistique, etc.

avec la création artistique par la vidéo.

Des ateliers cinéma, vidéos, des éditeurs associatifs de cassettes diffusées par tous moyens : télévision de la main à la main, de particulier à particulier, par voie postale, diffusée lors de rencontres dans des cafés (tv-troquet), des lieux collectifs ou privés, « en brouette⁶⁴ », dans des réseaux d'immeubles câblés, légalement ou non, etc. se sont développés depuis ces années soixante-dix en France. Des critiques apparaissent dans le sillage de toutes ces démarches. Elles ont en commun de suspecter un certain mimétisme (des « grandes télévisions ») au local. Ces remarques sont plus ou moins recevables selon les télévisions concernées. Le lien avec les habitants, les objectifs visés, la proximité mise en œuvre, notamment à travers leur participation les éloignent de ce procès, même si la forme déconstruite de l'écriture télévisuelle reste certes l'apanage de peu de ces télévisions.

Pendant la période du monopole total, il n'était pas autorisé d'émettre. Pourtant, à la veille des élections (présidentielles et législatives) du printemps 1981, 350 radios dites « pirates » ou « libres » sont identifiées par TDF en France (dont une centaine à Paris). Ce mouvement met en question le monopole, et, jusqu'au changement de majorité et de politique dans ce domaine, les pouvoirs publics le font respecter (une loi en 1978 l'a même renforcé avec sanctions à la clef). Les radios comme les premières télévisions pirates sont dans cette période sérieusement réprimées. En novembre 1981, alors que la loi le permet, plus de 1 000 radios locales privées apparaissent.

1982-1985 : les télévisions commerciales locales premières et seules servies ; mise à l'écart des télévisions associatives

La loi du 29 juillet 1982, qui marque un tournant libéral dans l'audiovisuel (avant la loi Léotard de 1986 qui l'accentuera) proclame

64. L'expression est inventée par Dominique Garing, créateur et animateur de TéléSaugeais (Jura), créée en 1978.

(article premier de la loi) que la communication au public est libre. Cette liberté est ambivalente. Sa lecture ne renvoie-t-elle pas à la fois à la liberté d'entreprendre et à la liberté d'expression audiovisuelle pour les citoyens, à la liberté d'être informé et d'informer (y compris pour ceux qui ne peuvent être des entrepreneurs au sens capitalistique du terme) ?

Comme toutes les libertés, cette liberté est organisée et doit prendre en compte de nombreux problèmes, notamment l'organisation du pluralisme, des dispositifs anti-concentration, un certain encadrement de la diffusion et de la production (avec des mécanismes d'aide à ce secteur). En ce qui concerne la question des télévisions régionales et locales, la réponse législative ne viendra que fin 1985 et ne concernera, premières et seules servies, que les télévisions locales commerciales. Quant aux télévisions associatives de proximité (et associatives nationales), elles devront attendre 2000 pour voir une loi les prendre explicitement en compte⁶⁵.

La reconnaissance juridique des télévisions locales commerciales découle donc de la loi du 13 décembre 1985, votée à la suite du Rapport Bredin qui envisageait l'émergence de 80 télévisions locales hertziennes. Le président Mitterrand dans une étonnante interview avait, auparavant, déclaré en janvier de la même année « [...] Je crois que dans l'ensemble de la France, il doit y avoir place pour 80 ou 85 chaînes au total⁶⁶ ». Pendant longtemps nous sommes restés loin de ces perspectives radieuses de la télévision locale. En réalité il n'y aura en France pendant de nombreuses années que peu de télévisions de ce type.

Les premières télévisions locales privées apparaissent à Toulouse

65. Sur cette question se reporter à la publication de l'Observatoire français des médias (OFM) *Sur la concentration des médias*, Liris, Paris, 2005, notamment Pierre Musso et Guy Pineau : « Les groupes de communication contre les télévisions associatives locales ».

66. Interrogé le 16 janvier par Christine Ockrent sur Antenne 2. Le rapport Bredin avait prévu l'émergence de 80 télévisions hertziennes (cf. *Les Nouvelles Télévisions hertziennes*, La Documentation française, Coll. « Rapports officiels », 1985).

(TLT lancée en 1988), à Lyon (TLM lancée en 1989) et en Dordogne (Aqui TV disparue en 1990). Suivra une période de gel d'attribution de nouvelles fréquences. L'opposition de la presse quotidienne régionale (PQR) est forte devant la menace de ces nouveaux partenaires arrivant sur le marché publicitaire local et régional. En 2000, après un recours en Conseil d'État l'obligeant à relancer l'attribution de nouvelles fréquences locales, le CSA réactive le dossier des télévisions locales.

La question du statut juridique de la télévision locale

Dans un pays légaliste, normatif, comme la France, la question de la reconnaissance, qui passe par le statut de ces télévisions, est essentielle. En fait, au départ, cette question du statut de ce nouvel acteur télévisuel n'est pas posée, tant « la réponse allait de soi », une réponse calquée sur le modèle juridique des opérateurs nationaux qui conduisait à n'envisager, pour ces télévisions locales, télévisions des villes, que le seul statut de société commerciale incontournable pour concourir à l'obtention d'une autorisation d'émettre⁶⁷.

Pour les télévisions associatives qui tentent d'exister et qui souhaitent, afin de sortir de la confidentialité de la réception, passer au braquet supérieur, c'est-à-dire à la diffusion hertzienne, la question de la prise en compte d'un statut juridique non commercial est fondamentale puisque leur raison d'être, leur conception philosophique, leur identité les conduisent à refuser l'approche commerciale. Pour les militants de ce mouvement, la communication audiovisuelle a directement à voir avec la démocratie, la diffusion télévisuelle par une entité « non-profit » doit donc être reconnue au même titre que la communication sonore (cf. les radios associatives en 1981-1982).

67. La loi de 1982 prévoyait un système de concession de service public, où la puissance publique pouvait choisir de gré à gré le concessionnaire (ce dont a usé le pouvoir socialiste de l'époque...). La loi de 1986 remplacera ce système par celui de l'autorisation, avec une procédure publique d'appel à candidatures.

Ce n'est seulement qu'en 2000, lors du débat de la loi d'août, qu'un amendement des Verts⁶⁸ permet l'acceptation du statut associatif reconnu apte à obtenir une fréquence locale et même nationale.

La pensée libérale avait tellement pénétré les esprits⁶⁹ qu'il aura donc fallu attendre presque 20 ans après la reconnaissance des radios associatives par l'union de la gauche en novembre 1981, pour que cette loi du 1^{er} août 2000 autorise une télévision sous statut d'association (loi de 1901) à répondre à un appel à candidatures du CSA, proposant une fréquence de diffusion hertzienne. Belle affaire aux pays des Droits de l'homme et du citoyen qui proclamait dès 1789 (articles 11 et 12) la liberté d'opinion et de penser, et la liberté de communiquer ses pensées et ses opinions.

Pourtant le législateur semble incertain puisqu'il prévoit une dérogation temporaire pour ces télévisions⁷⁰ des villes et des campagnes écartées jusqu'alors de toute possibilité d'émettre en continu en hertzien⁷¹. On peut y voir alors une expérimentation et préfiguration d'une liberté à venir qui ne dit pas encore son nom.

Ainsi, après le démarrage des années soixante, continue, depuis plus de trois décennies, d'exister en France ce courant d'initiatives de télévisions associatives, de vidéos d'intervention alternatives, libres, brouettes militantes et pirates, sautant de barre en barre d'immeubles⁷². Forte d'une vitalité opiniâtre, ces télévisions asso-

68. Voir le débat sur l'amendement Mamère lors du travail législatif : <http://www.assembleenationale.fr/11/cr-cafc/99-00/c9900051.asp>

69. Sur l'origine et le développement de cette idéologie voir Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, Paris, 2005.

70. Nous retenons l'expression de télévision, dans son acception basique « de vision à distance ».

71. Loi du 1^{er} février 1994. Les télévisions temporaires seront interdites en périodes électorales (en 2002 notamment), même si comme les TV-majors, elles ont signé une convention qui les engage à respecter le Code électoral. « Trop difficile à contrôler » d'après le CSA.

72. Telle Canal Nord à Amiens depuis 1985.

ciatives ont résisté et survivent malgré un contexte législatif non adapté, hostile même, apportant la preuve qu'elles répondent à un désir de communication et d'expression qui ne trouve pas sa place sur les médias publics institutionnels et encore moins sur la télévision commerciale contrôlée par les grands groupes privés.

À la recherche d'un modèle économique

La loi d'août 2000, apparaît comme un faux-semblant, trompeuse, car elle ouvre un champ de possibles sur le plan juridique en refusant les possibilités de mise en œuvre réelle. La loi, en effet, offre dorénavant, dans son article 30 la possibilité pour une association de se porter candidate à une fréquence mise en lice par le CSA mais, sans aucune chance d'obtenir une fréquence.

Jusqu'à présent, seule Télénantes (association, totalement subventionnée par les collectivités locales) s'est vue attribuer en canal partagé l'utilisation d'une fréquence hertzienne de télévision. Les candidatures, type Zalea ou Proxyvision (déposée par la FNVDPQ), ont été écartées. Lors des auditions publiques devant le CSA, la question de la viabilité économique est toujours présente, même si d'autres problèmes ont été soulevés. L'argument récurrent du CSA pour refuser le droit de vivre aux associations à vocation audiovisuelle est celui de l'absence de « solidité des ressources financières ».

C'est pour trouver un modèle économique que plusieurs acteurs associatifs proposent, au-delà de nuances dans sa conception, la création d'un Fonds de soutien à l'expression audiovisuelle. Ce fonds de soutien en faveur des télévisions associatives – indispensable même s'il doit être complété par d'autres ressources – est passé à la trappe, dans la foulée de la loi d'août 2000, laissant la voie libre aux seules sociétés commerciales fortes d'un business-plan « réaliste » et adossées à de puissants groupes industriels, à la PQR et aux notables locaux. Comme il était prévisible, la puissance de ces groupes, notamment avec leurs régies publicitaires, écrase tous les projets à visée non commerciale.

Plus que jamais, l'intervention du législateur est indispensable pour mettre en place une politique publique efficace de soutien aux médias alternatifs et démocratiques, dans l'optique de renforcer le pluralisme, principe constitutionnel auquel le législateur doit donner un contenu. Cette politique passe par la création d'un tel mécanisme de soutien. La question, en débat du côté des acteurs du secteur, est celle de l'assiette du prélèvement pour l'alimenter. Les recettes publicitaires audiovisuelles sont visées et, sans doute, également les nouveaux services que développent les opérateurs télécoms (cf. la télévision dite personnelle). La justification avancée est celle de l'utilisation par des acteurs économiques qui tirent profit d'un bien public (l'espace hertzien), qui devrait les conduire à contribuer à un mécanisme de financement au profit de médias non marchands, nécessaires à l'équilibre social et démocratique du pays. Ce fonds permettrait, à côté d'autres dispositifs existants ou en cours d'apparition (fonds régionaux de création audiovisuelle, contrat d'objectifs et de moyens...), d'assurer une pérennité à un véritable tiers secteur de l'audiovisuel ⁷³.

Les premières télévisions libres

Des télévisions rurales apparaissent à la fin des années soixante-dix, telle Télé Saugeais en 1978 qui diffuse uniquement en « brouette », c'est-à-dire dans des lieux collectifs où les animateurs ont brouetté le matériel de visionnage (téléviseur, magnétoscope VHS). En mai 1981, Canal vert, où s'exprime Brice Lalonde, candidat écologiste aux présidentielles, fonctionne subrepticement pendant quelques semaines. Entre novembre 1981 et janvier 1982 Canal 35 émet plus ou moins régulièrement toutes les nuits sur Paris et sa proche banlieue avant que l'expérience ne s'arrête brutalement avec la saisie de son matériel. Plusieurs projets continuent d'apparaître dans Paris,

73. Voir les propositions : Pour un Fonds de soutien à l'expression radiophonique et audiovisuelle - http://www.acrimed.org/article1945.html?var_recherche=FSERA

où, Canal 13⁷⁴ souhaite raccorder plusieurs immeubles par la connexion de leurs antennes collectives. Des projets plus professionnels que militants voient également le jour. Ainsi, Top-Télévision (Télévision ouverte Paris) est un projet porté par Alain Maillat, directeur du Théâtre d'Edgard et gérant d'une société de production. Cette télévision (Canal 35) est le résultat d'une frustration, celle de ne pas trouver de débouché antenne pour de nombreuses productions. Le projet s'oriente vers la création d'une chaîne parisienne, couplée à un atelier de production ouvert à différents créateurs (cinéastes, peintres, écrivains...). On pourrait citer également Jim Hodgetts, réalisateur, journaliste anglais, qui défend un projet de télévision payante (donc codée) sur Paris et l'Île-de-France, destinée à un public anglophone. Il se heurte à une fin de non-recevoir de la part des autorités audiovisuelles.

Dans la poursuite du mouvement des radios libres, Michel Fiszbín (cofondateur de Carbone 14) et Éric Féry créent, en décembre 1982 Antène1, et vont commencer « à diffuser en pirate à l'abordage » du hertzien en juillet 1983 à partir des locaux de Radio Mouvance, à la Goutte d'Or⁷⁵. Avec le retour de ces pionniers des radios libres, *Libération* y voit « une curieuse impression de remonter le temps⁷⁶ ». Les négociations avec les différents pouvoirs (le ministère de l'Information, la Haute Autorité) n'aboutissent pas. On peut encore se souvenir de nombreuses initiatives éparpillées, originales, ou mimétiques des programmes des « vraies » télévisions. C'est également cette télé-HLM, Télé Alphonse Jouis (du nom de la rue) que crée Alain Quiquempoix, qui deviendra par la suite Télé action jeune. En complicité avec ses voisins, il connecte son magnétoscope sur le réseau des barres d'immeubles de la banlieue parisienne (Aubervilliers). Dans ces différents projets, on voit une nouvelle

74. Animé par Bernard Clarens et Éric Seyden.

75. *Libération* du 17 janvier 1983.

76. Deux journalistes de *Libération*, Frank Eskanazi et François Came, font le récit de cette nuit épique qui se termine par l'intervention de la police au petit matin (les 2 et 3 juillet 1983).

forme technologique de proximité, couplée à un projet social (ou du moins son ébauche) qui donne naissance à un autre rapport à la télévision. D'autres télévisions pirates plus ou moins éphémères émettront dans ces années quatre-vingt, jusque sous le gouvernement Jospin où Ondes sans frontières émet fin 1997 et dans les premiers mois de 1998. Dans le contexte de cette période, les deux hivers 1997 et 1998, où l'économie connaît une embellie, les médias relayaient assez largement les actions menées par les associations, syndicats et collectifs qui formaient « le mouvement social, AC, CGT-chômage, les SUD, le DAL et d'autres ». Mais aux yeux des militants engagés dans ces luttes, « la retransmission du mouvement par les médias était totalement orientée : sujets misérabilistes, refus des journalistes d'aborder le sujet sous un angle plus global et plus économique, personnalisation du conflit privilégiant le portrait du leader ou bien de personnes sans ressources avec des problèmes sans fin ». La question des rapports que le mouvement social devait avoir avec les médias : leur présence ou non, la question d'un porte-parole, ainsi que le contrôle et la maîtrise du discours des militants en lutte s'est posée. Ces préoccupations déboucheront sur la création de OSF dans un des bâtiments réquisitionnés par le DAL, rue d'Avron dans le xx^e arrondissement de Paris. Ces actions pionnières sont bien révélatrices que quelque chose est en train de naître dans le paysage télévisuel français, même si certes, les obstacles à un mouvement non marchand sont immenses explique l'un de ses fondateurs, Philippe Arnould⁷⁷.

L'affrontement avec le monopole (qui n'existe plus en droit, mais « tenait encore », selon Georges Fillieux, le ministre de la Communication) se fait maintenant sur le terrain des images et non plus seulement sur celui des sons (les radios privées locales sont autorisées depuis novembre 1981).

Les autorités craignent une désorganisation à l'italienne où le mouvement anarchique des télévisions locales pirates bouscule, en le grignotant, le monopole de la RAI, et participe à sa remise en cause,

77. Voir son analyse : <http://www.acrimed.org/article1098.html>

pour le plus grand bien de Silvio Berlusconi⁷⁸. Les pouvoirs publics ont lancé en 1982, un plan câble qui prévoit notamment un canal local, plus contrôlable que des initiatives « sauvages ». Le syndrome NRJ⁷⁹ est très présent chez les responsables politiques socialistes pendant toutes ces années.

Pourtant la création d'une télévision locale, à des coûts (de diffusion, comme de production) sans commune mesure avec les grandes chaînes existantes, apparaît comme possible. Le processus de développement d'outils miniaturisés, grand public dont la qualité s'améliore est maintenant enclenché. Imaginer un autre financement avec souscription, et fonds de soutien va faire son chemin, même si cette amorçe d'un modèle économique est encore d'une extrême fragilité⁸⁰.

Service public et télévision de proximité

Le service public avec une logique fédérative et des missions globales, d'intérêt général ne peut descendre au cœur du territoire (les rues, les quartiers, les villages)⁸¹, en quelque sorte, aux extrémités de

78. Voir sur ce processus de conquête du pouvoir télévisuel par Berlusconi : Pierre Musso et Guy Pineau, *L'Italie et sa télévision*, Institut national de l'audiovisuel/Champ Vallon, Coll. « Télévisions du monde », Paris, 1990.

79. Le « syndrome NRJ » du nom de la station de radio de Jean-Paul Baudecroux qui, face à la suspension de sa radio qui violait la loi, a réussi une forte mobilisation de rue (décembre 1984) faisant reculer les pouvoirs publics et détournant l'interdiction pour un opérateur de disposer de plusieurs fréquences. Un certain nombre de radios associatives ont ainsi dérapé vers le commercial et la mise en réseau, devenant des antennes locales de régies publicitaires centrales et diffusant des programmes de moins en moins locaux au bénéfice de programmes distribués par syndication (modèle venu des États-Unis), contraire à l'esprit des origines.

(80) Antène1 a été financée par souscription à partir d'une lithographie de Kiki Picasso vendue à la boutique Antène1, près de Beaubourg à Paris (entretiens avec Michel Fiszbin les 28 mars et 3 avril 2003).

la nation. Pour autant, le service public a un rôle fondamental qui, distinct de l'initiative citoyenne de proximité, peut être en lien avec elle.

On peut, en effet, considérer que le service public n'a pas la possibilité de répondre à l'exigence de cette proximité poussée, celle qui consiste à vivre au sein de la population, d'être intégré en permanence, comme le sont les animateurs, bénévoles, militants investis à des degrés divers dans la vie d'une télévision de proximité. Le pourrait-il, que cette démarche serait contradictoire avec un processus d'autonomisation, de prise en main par les citoyens de leur expression audiovisuelle : « tourner-monter-montrer-débattre. » Il ne peut répondre à l'exigence posée par des initiatives porteuses d'un désir d'expression par l'image télévisuelle, qui s'ajoute à l'écrit, à la radio, au cinéma ; média qui semble à portée de main avec l'apparition de nouveaux outils plus accessibles, moins coûteux. Certes des modes de collaborations doivent exister, comme cela existe sous forme embryonnaire⁸², des aides à la formation, à l'élaboration de projets, de circulations des expériences et projets.

Rapportant ce mouvement de la société, dans un article du *Monde*, Frédéric Gaussen écrivait dans les années quatre-vingt : « Une telle orientation suppose en effet un changement profond de la politique sociale et culturelle [...]. Elle implique de pousser bien davantage la décentralisation et le soutien aux initiatives locales, de remettre en question le fonctionnement d'institutions de masse comme l'éducation, la santé publique ou la télévision, de modifier en profondeur les conditions de travail et l'exercice de l'autorité, d'aller au bout de nouvelles techniques informatiques. Bref de concevoir une société dans laquelle les individus ou les petits groupes auraient une beaucoup plus grande autonomie et où l'intervention de l'État serait plus

81. Même si le cahier des charges prend en compte la mission de proximité.

82. Ainsi le service de la recherche prospective de l'INA (héritier du service de la recherche de l'ORTF) a, dans la seconde partie des années soixante-dix, développé un atelier de vidéo légère intervenant en liaison avec des initiatives locales, voire militantes.

sélective et incitative⁸³. » Notre pays est indiscutablement décalé⁸⁴, en ce qui concerne l'organisation de l'audiovisuel local, régional, national, associatif, telle qu'on peut la rencontrer en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne et aux États-Unis. Les protagonistes de ce mouvement sont confrontés à la résistance du service public à prendre en compte les initiatives citoyennes qui lui sont extérieures, à son incapacité à inventer des formes de collaborations avec des acteurs non marchands.

Comme le notait en 1984, Michel Fiszbin⁸⁵, cofondateur d'Antène1 : « [...] sur le fond, l'apparition des télévisions libres correspond à une mutation technologique et sociale qui les différencie durablement du service public. Plutôt que de concurrence, c'est de complémentarité qu'il faut parler. Jusqu'à présent, la télé n'était destinée qu'à être regardée. » Sans souscrire au point de vue de ce précurseur des médias alternatifs de la première heure qui considère que les missions de service public « informer, éduquer, distraire » condamnent le téléspectateur à la passivité, on peut s'accorder sur l'apport des télévisions associatives, surtout lorsqu'elles sont réellement participatives, en matière d'éducation critique à l'image, de développement de l'initiative et de la créativité, rejoignant en cela certaines démarches de l'éducation populaire⁸⁶.

83. Frédéric Gaussen, « Peut-il y avoir un individualisme de gauche ? » in *Le Monde*, 23 février 1984.

84. La notion de « retard » est souvent évoquée à cet égard. Le retard renvoie à une conception linéaire du développement, ce qui pose problème, car on peut envisager un modèle autre de développement que celui de courir derrière un modèle référent unique.

85. *Le Monde*, 2 octobre 1984.

86. On peut signaler ici une initiative de collaboration entre service public et des associations. Il s'agit du programme Sophia de Radio-France, une banque de programme créée en avril 1996 par le service public de la radio à destination des radios associatives et commerciales indépendantes. Diffusé par satellite, le programme « musique et information » peut être, pour tout ou partie, repris par les radios abonnées en France. Il s'agit d'un complément d'une programmation locale dont la priorité et la raison d'être sont la proximité ; Sophia n'a pas vocation à s'y substituer.

Pour autant, faut-il écarter la possibilité d'une alliance qui pourrait être la bienvenue⁸⁷ ? À cet égard, les expériences pionnières de Télé Saugéais, ou de la Télégazette en Haute Provence dans les années quatre-vingt, menées avec FR3 montrent que les pistes ouvertes n'ont pas été approfondies ; la faute en est à la frilosité du service public. L'exemple le plus significatif est le refus de FR3 au début des années quatre-vingt-dix, d'accepter le système proposé par Télé Millevaches d'un système (parfaitement maîtrisé) de téléchargement chaque mois du *Magazine du Plateau* (durée 1 heure) renvoyant cette demande de CSA, en TDF, en FR3. Les habitants de ce plateau en voie de désertification pouvaient attendre⁸⁸...

L'audiovisuel public français, assuré de sa légitimité, malgré, jusqu'aux années quatre-vingt, sa grande dépendance politique à l'égard du pouvoir successivement gaulliste, pompidolien et giscardien, puis s'enfonçant dans un mimétisme télévisuel commercial, refusait de s'intéresser et encore moins d'imaginer une articulation avec des initiatives émanant de citoyens d'en bas. Ce jacobinisme audiovisuel mal compris, négligeait l'avertissement de leurs collègues de la RAI, qui, confrontés à l'avancée d'un entrepreneur de l'immobilier et des médias, Silvio Berlusconi (futur président du Conseil italien), déclaraient qu'une alliance avec les initiatives locales de télévisions non commerciales auraient pu renforcer leur camp⁸⁹. Plusieurs tentatives furent effectuées par des télévisions lil-

De même le fil RFI pour l'international est apprécié par les associatives. Reste la question du coût de ces services.

87. Pour Henri Maler (Acrimed), intervenant au FSE en 2003, le renouveau du service public doit reposer sur deux piliers ou deux secteurs correspondant à deux formes de propriété complémentaires : un secteur public libéré des contraintes purement commerciales et de sa mise sous tutelle politique et un secteur associatif, indépendant et laïc.

88. Sur cette question, voir Guy Pineau, *Les Vidéos des pays et des quartiers* (préface de Patrick Champagne), Institut national de l'audiovisuel, Paris, mai 1993, p. 29.

89. Entretien des dirigeants de la RAI 3 avec l'auteur en 1988.

liputiennes, qui n'obtinrent que réponses dilatoires, voire un mépris à peine voilé⁹⁰.

Ce contre-exemple italien, important à méditer à cet égard, n'a pas été pris en compte par les responsables français. Bien plus, le gouvernement socialiste en place en 1985 (ou plutôt l'Élysée pour être dans la vérité historique) a choisi d'aider un parrain italien à créer la Cinq au détriment d'une politique d'ouverture aux courants associatifs d'intérêt collectif. On attendait de la citoyenneté, Silvio Berlusconi a été introduit par des politiques arrivés aux affaires qui promettaient de « changer la vie » ; en fait l'audience allait remplacer le peuple !

1986-2006 : une longue marche inachevée

Alors que des initiatives citoyennes en opposition à l'établissement audiovisuel se développaient en France, en décembre 1988, au cours d'une journée d'étude des états généraux de la culture (à l'initiative de Jack Ralite, en réaction à l'arrivée d'une Cinq contrôlée par Berlusconi), un militant audiovisuel plaidait pour la reconnaissance d'un « tiers secteur de la communication ». Partant d'une critique épistémologique du champ de la communication, il proposait l'ouverture d'un espace autonome, un « tiers secteur de la communication médiatisée », intégrant la communication éducative et la communication d'initiative citoyenne, seul moyen selon lui, d'instituer un véritable pluralisme de la communication⁹¹.

Depuis les années quatre-vingt, la richesse du mouvement associatif de notre pays n'a fait que se développer dans le champ commu-

90. Voir l'analyse d'Hélène Goyet sur l'ombre de FR3-régions in *Images de pays, quatre télévisions locales en milieu rural*, Multigraphié, janvier 1986, p. 77.

91. Patrick Farbias, « Pour un tiers secteur de la communication », in *Analyses et réflexions autour de la charte de l'audiovisuel*, Compte rendu de la journée d'études du 5 février 1988 dans le cadre des états généraux de la culture. Multigraphié. EGC, Aubervilliers, 1988 pp. 40-47.

nicationnel, ce dernier étant lui-même en pleine mutation, et ses protagonistes interpellent le pouvoir. Au nom de quoi, cette volonté d'une expression télévisuelle n'aurait-elle pas droit de cité, alors qu'en matière de presse écrite (depuis longtemps) et de radio (depuis les années quatre-vingt), la loi organise cette liberté ?

Un mouvement social, en France, depuis 30 ans, s'est développé, structuré, avec plus ou moins de réussites, pour faire aboutir ce droit, en mettant en acte une communication de proximité.

Un certain nombre de ces structures de proximité qui se rencontraient de façon informelle depuis plusieurs années se sont regroupées en 1989 dans la Fédération nationale des vidéos des pays et des quartiers⁹². En commun elles forment le projet de développer une action audiovisuelle de communication de proximité au service d'un ensemble d'objectifs liés au développement socio-économique et culturel d'un « pays », avec un souci de démocratie locale, de « faire de la télévision avec les gens et non sur les gens ». Ce courant insiste sur la réception, qui constitue une dimension fondatrice de la proximité : cette télévision est reçue dans une contextualisation, située, déterminée. La Fédération, qui regroupe plus d'une quarantaine de structures, hors les circuits commerciaux, s'est engagée dans le mouvement de contestation d'une télévision descendante, remettant en question un modèle mass médiatique dominant.

La Coordination permanente des médias libres (presse, radio, télévision, Internet) s'est créée en mai 1999⁹³. Elle a relayé et rassemblé des initiatives existantes, à un moment où se sont multipliées les actions pour créer des médias « libres, indépendants de toutes forces politiques et financières, sans emprise du journalisme de marché, sans concession aux idéologies et aux pratiques d'exclusion sociale, raciste, xénophobe, homophobe et sexiste » , marquant

92. Cf. le site : <http://www.multimania.com/vdpq/>

93. Cf. le site : <http://www.medialibre.org/coordination.html>

ainsi le cadre de l'exercice de sa liberté. Ce mouvement s'inscrit dans une action de contestation plus large du pouvoir médiatico-politique dont on trouve de nombreuses analyses, en particulier chez des auteurs tel Patrick Champagne qui analyse la connivence entre le champ des médias et celui du politique⁹⁴. De la dérive du service public vers le « publicitaire-public » et de la montée en puissance de groupes privés qui interviennent, comme TF1, directement dans la vie démocratique. La CPML défend la création d'un tiers secteur de la communication audiovisuelle (secteur privé, libre et indépendant, à but non lucratif, non commercial, ouvert à tous et accessible au public). Elle se constitue en groupe de pression pour obtenir la modification de la loi Trautmann-Tasca sur l'audiovisuel, pour que soient « enfin reconnues et autorisées les chaînes de télévisions locales et nationales associatives et d'accès public hertziennes, câblées et satellitaires, et pour qu'elles bénéficient d'un fonds de soutien à l'expression audiovisuelle associative ».

Ce mouvement en faveur de ce tiers secteur de l'audiovisuel (TSA) se traduit par de nombreuses actions de mobilisation. Avec l'appui des Verts et de la FNVD PQ, la CPML organise un colloque à l'Assemblée nationale le 31 janvier 2000⁹⁵. Cette manifestation pousse les feux de la revendication : reconnaître les associations comme pouvant être candidates à un appel d'offres d'attribution d'une fréquence hertzienne, leur donner les moyens de vivre avec notamment la demande de création d'un dispositif de soutien. Les pouvoirs publics, c'est-à-dire les différents responsables politiques qui se sont succédé aux affaires depuis 1986 ont botté en

94. Patrick Champagne, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Édition de Minuit, Paris 1990. Sur cette question voir également son analyse, p. 61 « La vision médiatique » et p. 261 « La vision d'État » in *La Misère du monde*, sous la direction de Pierre Bourdieu. Seuil, Paris, 1993.

95. Sur le thème : « L'accès citoyen à la télévision. Le tiers secteur audiovisuel », auquel le maire de Faux-la-Montagne, François Chatoux apportera son témoignage et son soutien.

touche sur la question des télévisions associatives. Les contacts, mobilisations et manifestations se sont heurtés à une fin de non-recevoir, des manœuvres dilatoires. La loi de 2000 a accordé une possibilité formelle, comme pour mieux tenir à distance les acteurs associatifs nouveaux. De faux prétextes en craintes de débordement, il semble bien que, dans la sphère de la communication, la conception marchande est devenu un horizon indépassable. Les associatifs audiovisuels se sont trouvés face à des responsables publics incapables ou refusant de penser la place des médias associatifs participatifs dans la démocratie, le développement durable et la prise en main active par des citoyens. 20 ans après la naissance de Télé Millevaches, la naissance de ce tiers secteur audiovisuel, acteur de la démocratie participative est donc toujours empêché⁹⁶.

Dernières nouvelles...

Plus que jamais un contre-pouvoir audiovisuel est nécessaire. Mais, comment le construire s'interroge Michel Fiszbin de Zalea TV, au moment où « les télélibres, enfin légalisées par la loi sur la liberté de communication du 1^{er} août 2000, sortent tout juste de la clandestinité et de la marginalité, et avec elles le vaste monde de la production audiovisuelle et cinématographique alternative et non marchande, dont les œuvres ne sont toujours pas jugées recevables. Il est trop tôt pour savoir à quoi ressembleront exactement les télélibres de demain, leur arrivée sur les ondes est entravée

96. On ne peut évoquer ici de nombreuses étapes importantes de l'histoire du mouvement des médias associatifs, telle la rencontre en mai 2001 à Tours, des premiers états généraux du tiers secteur audiovisuel avec 23 structures présentes dont Primitivi, Tv Bruits, Sans Canal Fixe, Vaux en Veo (porté par des Verts), Labominable, Katia Tv et Tv Tambores (Venezuela), le réseau TSA ou encore, en décembre 2002, la rencontre au cinéma *Nova* à Bruxelles qui réunit des mouvements de vidéos et de télévisions associatifs européens, sans parler des temps forts des luttes.

par le CSA et la plupart sont encore en gestation, mais il est déjà possible d'en discerner les grandes tendances. Leur forme juridique sera délibérément à but non lucratif et elles ne vivront pas de la publicité. Et cela par choix éthique, pour que les fondations soient saines et que les choses soient claires : elles ne s'inscrivent pas dans la logique de l'économie de marché, qui a transformé le programme de télévision en marchandise et le téléspectateur en consommateur passif [...] ⁹⁷. »

...et nouveau jalon : une Coordination des médias du tiers

secteur

Aujourd'hui le mouvement continue, dernier épisode en date les « Rencontres de Marseille des médias associatifs et indépendants » qui ont réuni près de 150 médias français, début mai 2006, en présence d'une vingtaine de représentants de médias européens, latino-américains et africains. Ces rencontres ont permis de constater l'existence à côté des secteurs privé et public, d'un vaste tiers secteur des médias, « constitué d'une multitude de médias non alignés, à but non lucratif, indépendants des pouvoirs publics, des puissances financières, des partis politiques et des obédiences confessionnelles ». Que ce soit dans l'univers de la radio, de la télévision, de l'Internet ou de la presse écrite, ces médias du tiers secteur (associatifs, coopératifs ou mutualistes) sont porteurs d'une même exigence de liberté d'expression, d'information et de création ⁹⁸.

97. OFM, « Une autre télévision est possible, non marchande et non alignée », 19 novembre 2004, Tribune par Michel Fiszbin, ex-président de Zalea TV : http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=143

98. Voir Guy Pineau, « Pour des médias associatifs affranchis des entraves politiques et financière » : www.acrimed.org/article1898.html?var_recherche=m%E9dias+associatifs+guy+pineau.org/

Ce sont des acteurs essentiels de la démocratie participative, de la solidarité sociale et territoriale dans le champ des médias. Ils se revendiquent du droit des citoyens à l'information (droit d'être informé et d'informer), à la culture, à la libre expression et à la critique, face à la pensée dominante, au formatage, à la marchandisation de l'information et de la culture.

Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large, celle des « états généraux pour une information et des médias pluralistes » ⁹⁹ et contribue ainsi à la transformation de l'ensemble du paysage médiatique, par une appropriation démocratique de son fonctionnement. L'information et la culture doivent redevenir des biens publics. Dans cette perspective, la refondation du service public paraît incontournable. À cet égard, sachant que certains des acteurs du secteur ne sont pas tous à l'unisson sur cette question, on peut penser que l'émergence de médias associatifs ne justifie en aucun cas l'abandon ou la marginalisation du pôle public de radiotélévision. Bien au contraire, le mouvement associatif peut être une composante du renouveau du service public, trop souvent dans une posture mimétique par rapport au privé. Ce peut être le moment d'une appropriation par la nation de son système public de radiotélévision, celui qui, fortement étatisé, notamment sous la période gaulliste et post-gaulliste n'a pas été en mesure de répondre à l'exigence démocratique attendue. Il s'agit donc de penser la relation entre service public de l'audiovisuel et initiatives citoyennes (assistance, collaborations, ouverture de l'antenne aux mouvements citoyens, formation, alliances contre l'appropriation privée, capitalistique des médias...) ¹⁰⁰.

Les participants aux « Rencontres de Marseille des médias associatifs et indépendants » ont lancé un appel à la création d'une Coordination des médias du tiers secteur. Ils souhaitent, par cette initiative, poursuivre et élargir le front de lutte pour aboutir à une

99. Voir l'appel de Marseille : <http://www.acrimed.org/article2355.html>

100. Voir le site « Pour une information et des médias pluralistes – Appel à des états généraux » : <http://www.etats-generaux-medias.org>

reconnaissance par les pouvoirs publics afin d'obtenir un cadre juridique, des moyens financiers et des espaces de diffusion nécessaires à la réalisation de leurs missions informatives, sociales et culturelles d'intérêt collectif. Trop longtemps abandonnée par les acteurs politiques et sociaux de ce pays, la question des médias comme question démocratique centrale est saisie par les militants réunis dans la citée phocéenne. Ils interpellent les syndicats, les mouvements d'éducation populaire et les organisations politiques, afin qu'ensemble – contre ceux qui ont changé les citoyens en audience – ils s'emparent de la question des médias comme d'un enjeu politique majeur.

Juillet 2006

Télé Millevaches

23 340 Faux-la-Montagne.

Tél. : 05 55 67 94 04.

Courriel : tele-millevaches@wanadoo.fr

Site : <http://telemillevaches.free.fr>

FNVDPO

Fédération nationale des vidéos des pays et des quartiers,

Le Ligourès, Place Romée-de-Villeneuve,

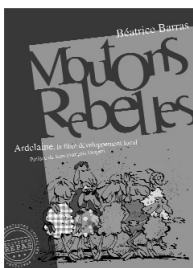
13 090 Aix-en-Provence.

Tél. : 06 33 02 44 27.

Courriel : info@vdpq.org

Site : <http://vdpq.free.fr>

Les autres titres dans la même collection



Beatrice Barras, Moutons rebelles. Ardelaïne, la fibre développement local, 2005.
Préface de Jean-François Draperi

En 1975, cinq amis, sans un sou en poche, décident de redonner vie à la dernière filature d'Ardèche tombée en ruines. Ils font aussi le pari de recréer la filière laine de leur région, pari qu'ils tiendront par la force de l'équipe et de la coopération qui demeurera le moteur essentiel

de leur histoire, racontée ici.

Mais au-delà de leur témoignage, ce livre montre comment chacun, même dans les situations les plus improbables et surtout s'il ne le fait pas seul, peut reprendre du pouvoir sur sa vie.

171 pages - ISBN : 2-95201 80-0-6

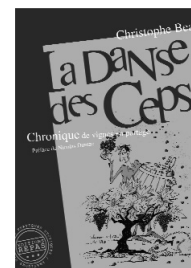


Michel Lulek, Scions... travaillait autrement ?, Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré, 2003.
Préface de Serge Latouche

À 20 ans, au lieu de changer le monde, ils décident de changer leur vie et de créer ensemble une entreprise pour y expérimenter d'autres formes d'organisation du travail. Ce sera une scierie, Ambiance Bois, qui s'installera en 1988 sur le plateau de Millevaches dans le

Limousin. De fil en aiguille, ce ne sont pas seulement les modalités classiques de production qui seront remises en cause, mais la place que cette dernière occupe dans nos vies. Ainsi, les associés d'Ambiance Bois découvriront que « travailler autrement », c'est consommer, agir, décider et finalement « vivre ensemble ».

164 pages - ISBN : 2-95201 80-2-2



Christophe Beau, La danse des ceps. Chronique de vignes en partage, 2003.
Préface de Nicolas Duntze

Philomène, Momo et bien d'autres sont les « héros » de cette chronique qui se lit comme on boit un bon vin ! C'est l'histoire au fil des saisons d'un vigneron qui a choisi une autre poésie du vin, une autre manière d'envisager son métier loin des tentations technologiques super-

flues, de soigner la vigne par des pratiques de bon sens et une agriculture biodynamique sans dogmatisme. C'est aussi le choix de vivre un vrai lien producteur-consommateurs autour de vendanges collectives, d'une consommation coopérative et d'une propriété collective (SCI).

136 pages - ISBN : 2-95201 80-1-4

